Publication de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

Courrier International

Troisième époque

juin 2011 - année 2

05

dans la lutte révolutionnaire

Révolution et contrerévolution dans le monde arabe !

ESPAGNE

La jeunesse et le peuple descendent dans la rue

CUBA

Analyse du VIe Congrès du PC

ETATS-UNIS

Le lute au Wisconsin et l'ajustement d'Obama

COURRIER INTERNATIONAL

No 05 - Juin 2011

Présentation

Nous publions cette nouvelle édition de Courrier International à un moment où la lutte des classes dans le monde semble s'être accélérée.

Tout d'abord, dans le monde arabe, la force de la mobilisation des masses touche déjà tout le peuple palestinien et frappe aux frontières même d'Israël. Bien sûr, il ne s'agit pas d'une large « avenue à sens unique ». Cette mobilisation doit faire face à l'action contre-révolutionnaire de l'impérialisme, d'Israël et des bourgeoisies nationales, qui cherchent à détourner, freiner et mettre en échec les processus nationaux et l'ensemble du processus révolutionnaire arabe. Ces affrontements entre la révolution et la contre-révolution, les progrès, les reculs, les impasses et aussi les défaites (comme à Bahreïn) sont analysés dans l'ample section consacrée à cette région.

Tout comme en 2010, de l'autre côté de la Méditerranée, l'Union Européenne s'avère être toujours le maillon faible dans la chaîne des pays impérialistes. Alors que l'impact de la crise économique internationale continue - il n'y a que l'Allemagne qui semble « respirer » un peu, mais au détriment de compromettre tous ses partenaires - la situation budgétaire de nombreux pays exige des gouvernements, dans de nombreux de cas, d'appliquer des plans drastiques d'ajustement, que ce soit pour « assainir » les finances de l'Etat bourgeois, ou même pour survivre et ne pas aller à la faillite (comme au Portugal, en Irlande et, surtout, en Grèce). Mais ces plans donnent lieu à une réponse de lutte des travailleurs et des jeunes : il y a de nouvelles grèves générales en Grèce, la mobilisation de la *Geração á Rasca* (génération perdue) au Portugal, un demi-million dans les rues de Londres (Grande-Bretagne), le 15 mai et les *Indignados* (indignés) en Espagne...

En même temps, les plans érodent et affaiblissent politiquement les gouvernements qui les appliquent, ce qui se manifeste dans les défaites électorales de Zapatero et le Parti socialiste en Espagne et de Sarkozy en France, ainsi que dans la démission anticipée de José Socrates au Portugal, de l'usure profonde de Berlusconi en Italie, etc. Nous analysons quelques-uns de ces pays dans la section Europe.

Sur l'autre rive de l'Atlantique, aux Etats-Unis, les luttes du Wisconsin et l'ajustement d'Obama pourraient être une route qui mène à une réalité similaire.

Dans les deux processus, le monde arabe et les luttes en Europe, les jeunes - au travail, étudiants et au chômage - jouent un rôle de premier plan. C'est parce que, premièrement, la jeunesse est la plus touchée par la crise et les attaques du capitalisme impérialiste. D'autre part, il s'agit d'une génération qui n'est pas sous le poids des échecs du passé et qui est moins sous le contrôle de la bureaucratie ou des réformistes. Ceci accroît encore la dynamique de la lutte d'une génération qui joue son avenir, ou plutôt, qui lutte contre le manque d'avenir. Un dossier spécial est donc dédié à la jeunesse dans cette édition, qui contient également la proposition de la LIT-QI à cette nouvelle génération.

Une section est dédiée au sixième Congrès du PC cubain, qui a réaffirmé la restauration du capitalisme dans le pays, ainsi qu'un plan d'ajustement avec plus d'un million de licenciements de fonctionnaires, mis en œuvre par la direction castriste. Dans un autre article, nous avançons également de vives critiques au président du Venezuela, Hugo Chavez, pour l'arrestation et l'extradition au gouvernement colombien du journaliste Pérez Becerra et pour la reconnaissance du gouvernement putschiste de Porfirio Lobo du Honduras.

Enfin, dans la section Vie des partis, il s'agit du retour du PST de Honduras au sein de la LIT-QI et de la fondation d'un nouveau parti en Argentine, le PSTU, comme section de notre Internationale.

L'éditeur

Révolution et contre-révolution dans le monde arabe

Alejandro Iturbe

Le dimanche 16 mai, des milliers de Palestiniens en exil dans les pays limitrophes d'Israël (Liban, Syrie, Jordanie) ont marché, avec des sympathisants de ces pays, vers les frontières afin de les traverser et de revendiquer ainsi le droit de retourner sur les terres d'où ils ont été expulsés en 1948. En Egypte, le mouvement s'est dirigé vers l'ambassade israélienne au Caire.

Ceux qui ont atteint la frontière israélienne ont été attaqués par l'armée sioniste, avec un bilan de plus de 15 morts. Au Caire, la répression de l'armée égyptienne a tué deux personnes. C'est dans ce contexte que nous analysons, dans un autre article, l'accord entre le Fatah et le Hamas en Palestine.

Ces faits illustrent avec éloquence le moment actuel du processus révolutionnaire dans le monde arabe. D'une part, il y a le pouvoir de mobilisation des masses, qui s'est étendu partout au sein du peuple palestinien et qui frappe jusqu'aux frontières d'Israël, ce qui est essentiel car c'est un point qui unifie l'ensemble du processus de la révolution arabe. D'autre part, il y a l'action contre-révolutionnaire de l'impérialisme, d'Israël et des bourgeoisies nationales qui cherchent à détourner, freiner et mettre en échec les processus nationaux et l'ensemble du processus révolutionnaire arabe.

La base objective

Après ses premières victoires en Tunisie et en Egypte, la révolution arabe se poursuit, pas comme une ample « avenue à sens unique » mais par des avancées et des reculs, des impasses, et même des défaites comme à Bahreïn.

La base objective de cette continuité est très profonde. Tout d'abord, il y a la lutte pour les libertés démocratiques contre les régimes dictatoriaux sanglants et corrompus qui sont au pouvoir depuis des décennies.

Deuxièmement, il y a la lutte contre la pauvreté et la misère, dues au pillage des ressources nationales par l'impérialisme associé aux bourgeoisies nationales. Les conditions de vie sont très dures, exacerbées par la crise économique internationale qui a entraîné une hausse du chômage, avec des pics de 50 % chez les jeunes, et une augmentation intolérable du prix des denrées alimentaires et des produits de première nécessité.

Et, sur cette toile de fond, réapparaît dans toute sa force la menace constante d'une agression que représente l'enclave militaire impérialiste de l'Etat d'Israël, ainsi que la tragédie du peuple palestinien sur laquelle cet Etat a été construit et est soutenu, un poignard enfoncé dans le cœur des peuples arabes.

L'Egypte et la Tunisie

Dans les pays où les masses ont obtenu une première victoire, en Tunisie et en Egypte, la continuité se manifeste en particulier dans le riche processus de réorganisation qui a lieu dans le mouvement de masse, en particulier dans la classe ouvrière et la jeunesse.

En Egypte, nous voyons l'émergence de nombreuses commissions d'entreprise et de nouveaux syndicats qui remplacent les structures syndicales de l'ancien régime. C'est un processus qui s'étend jusque dans les secteurs qui, traditionnellement, n'étaient pas fort enclins à s'organiser, comme les artisans ou les ingénieurs du pétrole. Il est si fort et dynamique que toutes les tentatives de le contrôler et de le « réguler » ont échoué, et le nouveau gouvernement a finalement décidé de se limiter à créer un bureau du gouvernement et à exiger que les nouvelles organisations s'y inscrivent. Les jeunes, quant à eux, s'organisent massivement

Cette édition en langue française est la traduction de *Correo Internacional*, la publication centrale de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (www.litci.org).

3 EUR

Ed resp selon la législation belge : J.Talpe - rue de l'Elan 73 - 1170 Bxl.

dans les universités (voir l'article à ce sujet). Ensemble, les travailleurs et les jeunes forment de nouvelles coalitions pour lutter pour leurs revendications, pour faire face à la répression et au « contrôle » que le nouveau gouvernement veut imposer, et pour intervenir politiquement.

En Tunisie, la suite du processus se manifeste à travers un renforcement de l'UGTT (Union Générale des Travailleurs Tunisiens), en particulier de ses régionales et de ses syndicats plus militants. La centrale syndicale a gagné des milliers de nouveaux membres, surtout dans les secteurs plus réticents à s'organiser, tels que celui des femmes qui travaillent dans les usines métallurgiques. Ces derniers mois, il y a d'ailleurs eu des dizaines de conflits pour des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail.

Bien que cela puisse paraître limité, c'est un processus très positif. Ayant obtenu une première victoire avec le renversement des dictateurs, les travailleurs et les jeunes égyptiens et tunisiens profitent des libertés démocratiques « en bas », conquises avec leur mobilisation, et ils s'organisent pour continuer à lutter pour leurs besoins immédiats, construisant ainsi une base solide d'organisation pour cela.

La contre-révolution…

Le processus révolutionnaire arabe fait face à une action contre-révolutionnaire de l'impérialisme, d'Israël et des bourgeoisies nationales arabes, pour sauver les régimes monarchiques et dictatoriaux, ou pour défendre les intérêts économiques, politiques et militaires de l'impérialisme dans les pays où les dictateurs ont été renversés, comme en Tunisie et en Egypte.

C'est une politique contre-révolutionnaire qui combine l'action militaire locale ou d'autres pays alliés avec la répression interne, et qui cherche, là où cette action militaire et la répression ne peuvent plus être le centre, à exploiter la crise de la direction révolutionnaire et les illusions des masses dans la démocratie bourgeoise, à savoir les processus électoraux et la « réglementation légale » de l'action des masses.

A Bahreïn, la contre-révolution militaire a remporté une victoire, à travers l'invasion des troupes de l'Arabie Saoudite. Dans trois autres pays, la Libye, la Syrie et le Yémen, cette confrontation acquiert un caractère extrêmement violent. Concernant les processus de la Libye et de la Syrie, il y a de vives controverses au sein de la gauche mondiale et nous en parlerons donc dans des articles distincts.

Ici nous voulons analyser un point concernant la Libye. Par les circonstances décrites dans cet article spécifique, l'intervention militaire impérialiste est considérée par les rebelles qui se battent contre Kadhafi comme une « aide » et non pas comme ce qu'elle est réellement (une agression militaire contre-révolutionnaire contre le pays). Il s'agit d'un triomphe politique de l'impérialisme.

…et ses limites

L'intervention des grandes puissances impérialistes en Libye n'est toujours pas parvenue à sortir de l'impasse militaire, même si elle parvient peu à peu à démolir l'infrastructure de Kadhafi. Cette « lenteur » est due, tout d'abord, au caractère limité de l'intervention : contrairement à l'Irak et l'Afghanistan, l'impérialisme n'a pas envoyé de troupes au sol, mais se limite à des attaques avec l'aviation et avec des missiles lancés par des navires près de la côte.

Il faut se rendre compte qu'il ne s'agit pas d'une action contre-révolutionnaire « toute-puissante ». Au contraire, l'impérialisme et les bourgeoisies nationales doivent agir avec un double conditionnement. D'une part, il y a la force du processus révolutionnaire de masse lui-même. D'autre part, l'action se développe dans le contexte de la situation mondiale, créée par les défaites du projet de Bush dans la guerre en Irak et par le cours de plus en plus négatif de la guerre en Afghanistan, désormais transférée à Obama.

« Le syndrome de l'Irak »

En 1975, la défaite en Asie du Sud a créé ce qu'on appelle le « syndrome du Vietnam ». C'est la crainte de l'impérialisme étasunien d'intervenir militairement à l'étranger, qui a duré plusieurs années et qui n'a été inversée que récemment à partir du moment où George W. Bush a pu tirer profit de l'attentat du 11 septembre 2001.

Maintenant, la défaite en Irak et la défaite presque certaine en Afghanistan ont créé un nouveau « syndrome » : éviter les opérations militaires terrestres qui deviennent d'abord des occupations à long terme et par la suite des guerres qui conduisent à un bourbier militaire sans issue. Ainsi, le secrétaire à la Défense d'Obama, Robert Gates, a déclaré que celui qui proposerait une nouvelle intervention des troupes au sol dans le Moyen-Orient devait être « interné dans un asile d'aliénés ».

Un deuxième impact du « syndrome de l'Irak » est un débat profond au sein de la bourgeoisie impérialiste étasunienne sur quels pays sont, ou ne sont pas, « d'intérêt vital » pour les Etats-Unis dans la région. Pour l'impérialisme étasunien, les pays d'importance la plus stratégique sont, d'une part, l'Arabie Saoudite (premier producteur mondial de pétrole et « garantie » de son approvisionnement international) et, d'autre part, l'existence de l'enclave militaire impérialiste en Israël, aujourd'hui menacée sur toutes ses frontières par la révolution arabe et la relance de la lutte palestinienne.

Dans ce contexte, il y a la décision du gouvernement d'Obama de laisser le « fardeau » de l'intervention militaire en Libye dans les mains des Européens. Et il y a des voix importantes, comme

«Notre politique mise sur la paix mondiale»
«Préparez - Misez - …»
Maison Blanche

Le quotidien argentin Pagina 12 *ridiculise le pacifisme présumé d'Obama. Il y a un jeu de mots sur «apuntar» : «être orienté vers» et «mettre dans la ligne de mire d'un fusil» :*

celle de James Baker, ancien chef de cabinet de Ronald Reagan et de Bush père, qui a même proposé de « passer » la guerre en Afghanistan aux nouveaux « partenaires » (comme la Russie, la Chine, l'Inde et même l'Iran).

Cela jette un éclairage différent sur le récent assassinat d'Oussama Ben Laden. C'est, bien sûr, un succès de l'impérialisme, mais c'est un petit succès face à l'impact de la révolution arabe. En outre, cette « victoire » serait utilisée pour justifier le retrait des troupes américaines d'Afghanistan, moyennant des négociations avec les talibans, sans avoir l'air que les Etats-Unis ont été « vaincus » car le « principal objectif » de la guerre aurait été acquis.

Une région stratégique

Mais si, en 1975, le Vietnam ne représentait pas vraiment une région stratégique pour l'impérialisme, la situation est totalement différente avec le monde arabe. Cette région dispose de 60 % des réserves mondiales de pétrole, dont le contrôle a un « intérêt vital », et l'impérialisme ne peut pas « s'en aller », comme il l'a fait en Asie du Sud.

Historiquement, à partir de 1948, l'impérialisme a assuré son contrôle et sa domination à travers les monarchies et les dictatures nationales, avec la création de l'enclave militaire que représente l'Etat d'Israël.

A partir de 1950, quand les bourgeoisies nationales se sont affrontées à cette domination, en cherchant à négocier de meilleures conditions, l'impérialisme leur a fait face militairement avec Israël. Puis, à partir de la fin des années 1970, il s'est mis à co-opter la plupart de ces régimes, qui sont aussi devenus des dictatures pro-impérialistes, comme celles de Moubarak en Egypte et de Kadhafi en Libye.

Maintenant, la vague actuelle de la révolution arabe menace la racine de cet « ordre » et de cette « stabilité » impérialistes, par sa lutte contre les régimes qui font explicitement partie de cet appareil ou contre ceux qui, au-delà d'une certaine rhétorique, aident de fait à le maintenir en place.

Par conséquent, la politique de l'impérialisme vise à maintenir le contrôle et à rétablir la stabilité dans la région, avec des régimes qui assurent « l'ordre » : la sécurité de l'Arabie Saoudite et d'Israël. Dans une série de « cercles concentriques de sécurité », il doit aussi maintenir les autres régimes ou, s'il ne parvient pas à éviter leur chute, les remplacer par d'autres qui assurent également ces questions centrales et qui se rangent dans un « jeu ordonné ». Pour cela, comme nous l'avons vu, l'impérialisme applique des tactiques différentes selon le pays.

Ainsi, en Egypte, il soutient le nouveau gouvernement de Tantawi ; à Bahreïn, il a soutenu l'invasion d'Arabie Saoudite ; en Syrie et au Yémen, il s'appuie pour l'instant sur les régimes « mauvais mais connus » d'Assad et de Saleh, qui sont ainsi encouragés à réprimer ; en Libye, il met en oeuvre une action militaire aérienne ; en Palestine, tout en maintenant sa défense stratégique d'Israël, il adapte sa tactique et laisse courir l'accord entre le Fatah et le Hamas...

Notre proposition

Dans plusieurs articles de Courrier International n° 4, nous avons affirmé que, dans le monde arabe, se développe une « révolution socialiste inconsciente » qui, dans la lutte pour les libertés démocratiques, les conditions de vie et la libération nationale contre la domination impérialiste, doit avancer nécessairement vers son développement international et la lutte pour le socialisme.

Nous disions que la révolution dans le monde arabe est socialiste par les ennemis auxquels elle fait face (l'impérialisme, Israël et les bourgeoisies nationales) ; parce que les tâches à accomplir ne peuvent être résolues de façon décisive que par la victoire sur le capitalisme et l'impérialisme et, enfin, parce que ses protagonistes sont les travailleurs et le peuple, les seuls capables de mener la lutte jusqu'au bout.

Pour nous, la conséquence principale de ce « contenu socialiste » est la lutte pour que les masses arabes prennent le pouvoir dans chaque pays et imposent des gouvernements ouvriers et populaires qui avancent précisément dans les mesures nécessaires pour résoudre de façon décisive les problèmes et les objectifs plus profonds de la révolution en cours.

Les formes plus concrètes et les organisations de masse qui peuvent mener à ces « gouvernements ouvriers et populaires » vont certainement varier selon les conditions et les caractéristiques de chaque pays. En Egypte, par exemple, elles pourraient être fondées sur la coordination et la centralisation des nouveaux syndicats et comités d'entreprise et les organisations de la jeunesse.

La conscience et les luttes

Mais dire que c'est une « révolution socialiste inconsciente » signifie, en même temps, voir clairement que la conscience des masses est en retard par rapport aux actions qu'elles réalisent. En Egypte, par exemple, après la chute de Moubarak, elles se sont retirées de la place Tahrir, revendiquant le rôle de l'armée et appelant à l'unité avec elle. En Libye, la base rebelle pense que l'intervention militaire impérialiste est là pour les aider. C'est-à-dire qu'il y a une contradiction entre les perspectives du processus et la conscience. L'impérialisme et la bourgeoisie essayent de tirer profit de cet écart pour manœuvrer et semer la confusion tout au long de ces processus.

Mais, en même temps, les travailleurs et les jeunes continuent à s'organiser, à se mobiliser et à lutter pour les libertés démocratiques, l'emploi, les salaires, l'éducation, contre Israël et en solidarité avec les Palestiniens... Dans cette lutte, ils entrent en confrontation avec les gouvernements bourgeois, avec les patrons dans les usines, avec l'impérialisme et Israël, avec l'armée et la police qui répriment...

Dans ce processus de mobilisation indépendante des masses et dans les résultats des confrontations avec leurs ennemis vont se définir, d'une part, le rapport de force et la dynamique du processus révolutionnaire ; d'autre part, c'est comme résultat de cette mobilisation et de cette expérience que les masses vont aller de l'avant dans leur conscience et qu'elles vont comprendre la nécessité de faire avancer leur lutte au-delà de l'immédiat.

Toutefois, pour être vraiment solides, ces progrès dans la conscience des masses doivent se manifester dans la construction de partis ouvriers révolutionnaires, des partis qui situent chaque lutte partielle dans une perspective plus stratégique de la prise du pouvoir dans chaque pays, sur la voie de la construction d'une Fédération de Républiques Arabes Socialistes.

La Syrie...

Qui défend le dictateur ?

Alejandro Iturbe

Nous avons dit que l'affrontement entre la révolution et la contre-révolution se manifeste de façon très aiguë dans les pays où les régimes dictatoriaux résistent farouchement à l'action des masses. Dans le cas de la Syrie, un débat intense est ouvert au sein de la gauche sur la position à prendre dans le conflit entre la lutte populaire et le régime des Assad. Considérons donc les faits.

La lutte du peuple syrien contre la dictature de Bachar el-Assad dure maintenant depuis plus de deux mois. Le régime des Assad est comme une « dynastie » : il y a une dizaine d'années, le président actuel a hérité du pouvoir de son père, Hafez, qui avait régné depuis 1971.

Bachar a commencé son gouvernement en 2000, promettant quelques « réformes démocratiques ». Mais face au processus de lutte en cours, il a déclenché une répression sévère qui n'hésite pas à utiliser des tanks contre des civils désarmés ou à attaquer les familles lors des funérailles des victimes. Il y a déjà des centaines de morts et le nombre augmente chaque jour. A ces victimes, il faut ajouter des milliers de prisonniers.

Malgré la répression, la lutte continue de se propager. De plus en plus de villes et de secteurs s'incorporent au processus de la lutte révolutionnaire anti-dictatoriale. Et les premières nouvelles concernant des divisions dans le parti Baath au gouvernement et dans l'armée apparaissent.

Un anti-impérialisme qui ne va pas au-delà des discours

Pour les révolutionnaires, c'est un élément clé de définir où se trouve la révolution et où est la contre-révolution bourgeoise-impérialiste, dans chacun des processus dans le monde arabe. L'erreur dans cette définition conduit à deux politiques opposées, mais symétriquement criminelles.

D'une part, il y a la capitulation à l'impérialisme, comme le fait une partie de la gauche européenne (voir l'article sur la Libye). D'autre part, il y a la politique du courant partisan de Castro et de Chavez, qui a défendu Kadhafi contre les masses et défend maintenant Bachar al-Assad, après plusieurs semaines où le peuple descend pacifiquement dans la rue et est massacré quotidiennement par le gouvernement.

Dans des déclarations publiques, le président vénézuélien Hugo Chavez a appelé le dictateur syrien « frère » et a déclaré que, dans des conditions similaires, il « ferait la même chose » (AFP, 25/04/2011).

Dans le cas du dictateur libyen, ce courant rappelle le passé anti-impérialiste de Kadhafi, mais il « oublie » à la fois que c'est lui qui brade actuellement les richesses à l'impérialisme, ainsi que son action de génocide face à la lutte du peuple. Après l'intervention militaire de l'OTAN, ce courant a cherché à justifier son soutien au dictateur, en disant que l'essentiel était de lutter « seulement » contre l'intervention, et non contre Kadhafi en même temps.

Dans le cas de la Syrie, il utilise également comme argument le discours anti-impérialiste du régime d'Assad et du parti Baath. Il est vrai que, dans le passé, le régime a fait face à l'impérialisme et à Israël, même militairement, et qu'il en est arrivé à être considéré comme faisant partie de « l'axe du mal » par Bush en 2001.

Mais la vérité est que, depuis plusieurs années, il fait partie de « l'ordre » dans la région. Il a trahi la lutte des Palestiniens à plusieurs reprises et il soutient la stabilité et le régime bourgeois au Liban. Le plus important, cependant, est que, depuis plusieurs années, il observe, dans les faits, une situation de paix avec Israël et l'impérialisme. Par exemple, le gouvernement israélien estime que sa frontière avec la Syrie est l'une des plus « tranquilles », même s'il maintient toujours son pouvoir sur le territoire syrien des collines du Golan depuis 1967.

La politique de l'impérialisme et d'Israël

Le courant partisan de Castro et Chavez a déclaré que la situation en Syrie est le résultat d'une provocation impérialiste et que les mobilisations de masse contre Assad seraient, en fait, une action contre-révolutionnaire pour permettre un putsch ou une attaque impérialiste.

Mais cela non plus n'a rien à voir avec la politique actuelle de l'impérialisme et d'Israël, qui, pour le moment, soutiennent le régime actuel et sa répression. Ils ne veulent pas que le régime tombe, car ils préfèrent rester avec « ce qu'ils connaissent » (même si ce n'est pas tout à fait à leur goût), plutôt qu'avec une révolution réussie et la « déstabilisation » que cela entraînerait. L'impérialisme répète ce qu'il a fait en Egypte avant la chute de Moubarak : il conseille d'appliquer « des réformes », il a fait pression pour une « ouverture », mais il ne joue pas la carte de la chute du régime.

Rami Makhlouf, un homme d'affaires et neveu du président Bachar al Assad (c'est-à-dire un homme des entrailles du régime syrien) a exprimé clairement ce besoin actuel de l'impérialisme et d'Israël dans une interview au *New York Times* : « *Il n'y aura pas de stabilité en Israël si l'on n'obtient pas la stabilité en Syrie.* »

Du côté israélien, il y a le général à la retraite Effi Eitan, ancien président du Parti national religieux et l'une des personnalités les plus extrémistes de la droite israélienne, qui s'est manifesté clairement dans une interview à la radio : « *Le régime syrien actuel est la meilleure formation de gouvernement possible pour Israël.* » (Aljazeeratalk.net, 2/5/2011)

Aujourd'hui, il n'y a pas d'intervention impérialiste en Syrie comme en Libye. Sans cette excuse, il est clair que la position de fond du courant proche de Castro et Chavez soutient ces dictatures. Il justifie cette politique au nom de la prétendue « résistance » que ces dictateurs pratiqueraient à l'impérialisme et à Israël. Mais nous avons vu que c'est un mensonge, à la fois dans le cas de Kadhafi et dans celui du gouvernement syrien.

La position du Hezbollah

Les mouvements de résistance dirigés par les secteurs islamistes sont également mis à l'épreuve. Dans un autre article, nous voyons le cas du Hamas en Palestine. Au Liban, le Hezbollah, qui a gagné un grand prestige pour avoir infligé une défaite militaire et politique à Israël en 2006, est accouru en défense d'Assad.

Il allègue les mêmes raisons que le courant de Castro-Chavez : la révolution du peuple syrien serait en fait un « complot » des politiciens sunnites libanais, soutenu par l'impérialisme. D'où vient cette position du Hezbollah ? Pour nous, cela a à voir avec ses engagements avec les bourgeoisies syrienne, iranienne et libanaise.

Le plus grave est que le Hezbollah utilise l'autorité politique gagnée dans la résistance contre Israël afin de soutenir une dictature qui a déjà vendu plusieurs fois la lutte du peuple palestinien et du peuple libanais lui-même. Et il sème la confusion dans la tête de milliers de militants qui regardent avec espoir les révolutions populaires, à la recherche d'une nouvelle référence de lutte.

Ils ont échoué dans l'épreuve

La révolution arabe soumet toutes les propositions politiques à la rude épreuve de la réalité. Le courant de Castro-Chavez et le Hezbollah n'ont pas passé le test. La défense des dictateurs par ces courants politiques est vraiment honteuse. En même temps, elle est criminelle en politique car elle conduit à soutenir la répression sanglante face à la mobilisation révolutionnaire des masses arabes. C'est se situer dans le camp de la contre-révolution.

Nous appelons les milliers de combattants dans la région arabe et dans le monde entier, qui sont sensibles à ces courants, de tirer leurs conclusions à partir de ces faits et de rechercher une véritable alternative de direction révolutionnaire.

La révolution libyenne en danger

Alejandro Iturbe

La situation en Libye présente des caractéristiques plus complexes que dans d'autres pays arabes, et cela est lié aux zigzags violents de Muhammad Kadhafi tout au long de son histoire et les changements de politique envers lui de la part de l'impérialisme. Pendant plusieurs décennies, Kadhafi a été considéré comme un « ennemi », au point que l'administration Reagan ait attaqué le pays avec des frappes aériennes en 1982. Mais au XXIe siècle, ils ont « fait la paix » : les capitales impérialistes, en particulier en Europe, ont pris le contrôle du pétrole du pays et Kadhafi a commencé à investir ses « bénéfices » dans les entreprises impérialistes européennes, comme Fiat. L'impérialisme s'est mis à soutenir son régime ainsi qu'à lui fournir des armes modernes avec lesquelles il massacre maintenant le peuple libyen.

La guerre civile

Lorsque la révolution éclate, en janvier dernier, la lutte entre le mouvement de masse et la dictature de Kadhafi donna lieu à une guerre civile, à partir de la crise et de la division au sein du régime et de l'armée.

Les rebelles organisèrent des comités populaires qui étaient armés et prirent le contrôle de la région orientale, où se trouve la ville de Benghazi, alors que les forces de Kadhafi se réfugièrent dans la région de Tripoli, la capitale, à l'Ouest.

Après l'avance initiale jusqu'à la périphérie de Tripoli, les rebelles se sont révélés faibles du point de vue militaire et incapables de vaincre les forces fidèles au colonel Kadhafi. Celui-ci commence alors une forte contre-offensive, avec des troupes spéciales mieux formées et bien mieux équipées par des armes modernes, celles fournies ces dernières années par l'impérialisme européen. Les forces de Kadhafi repoussent alors rapidement les rebelles jusqu'aux portes de Benghazi et semblaient être en mesure de reprendre la ville, infligeant une défaite presque décisive aux rebelles.

L'intervention impérialiste

Pendant la première phase de la guerre civile, le peuple libyen s'est opposé explicitement à cette intervention impérialiste. Mais la situation militaire difficile a été utilisée par le Conseil national libyen pour justifier son appel à l'intervention. L'impérialisme en a profité (avec l'excuse de « sauver des vies » et de « défendre la paix ») pour intervenir militairement, avec la « zone d'exclusion aérienne » approuvée par l'ONU.

Bon nombre des rebelles qui se battaient contre Kadhafi ont vu l'intervention militaire impérialiste comme une « aide » et non comme ce qu'elle était vraiment, une agression militaire contre-révolutionnaire dans le pays. Cela est dû aux conditions dans lesquelles cela s'est passé, quand ils étaient sur le point de perdre Benghazi, ainsi qu'à cause de l'appel du Conseil national. Il s'agit d'un triomphe politique de l'impérialisme, qui parvient à « camoufler » ses véritables intentions et à se présenter comme étant « bienvenu ». Il est nécessaire que ces combattants libyens comprennent que seule la lutte populaire peut vraiment libérer le pays et que l'intervention militaire impérialiste cherche à lui mettre de nouvelles chaînes.

L'objectif de l'intervention

Quand la révolution et la guerre civile éclatèrent, l'impérialisme « laisse d'abord courir », pour voir si Kadhafi reprend le contrôle. Mais il est vite apparu que, même si Kadhafi réussissait à s'imposer militairement, sa base sociale de soutien était presque nulle, au moins tout au long de l'Est du pays. C'est-à-dire qu'il était pratiquement impossible que le pays « se normalise » avec lui au pouvoir.

C'est alors que l'impérialisme décide l'intervention militaire, avec la zone d'exclusion aérienne. C'est-à-dire, une alternative contre-révolutionnaire (Kadhafi) est remplacée par une autre (une intervention militaire limitée). En même temps, l'OTAN refuse de fournir des armes appropriées et modernes aux rebelles, parce qu'elle n'est pas sûre que ces armes, dans les mains des rebelles, ne soient retournées un jour contre elle.

L'action militaire impérialiste avait un caractère limité (pas d'invasion au sol), pour les raisons évoquées dans l'article principal dans cette section. Mais elle a d'abord arrêté l'avancée des forces de Kadhafi sur Benghazi, et elle a, par la suite, commencé à détruire l'infrastructure de Kadhafi.

L'objectif politique de cet offensif impérialiste a actuellement un caractère « fluide », déterminé aussi bien par l'évolution de la situation militaire que par le débat lui-même qui a lieu au sein de l'impérialisme : d'une part, parmi les diverses puissances de l'OTAN, et d'autre part, au sein de la bourgeoisie étasunienne.

Une hypothèse est la possibilité de mettre en œuvre une proposition du genre de celle utilisée en Yougoslavie, au Kosovo, dans les années 1990 : la division du pays en une zone occidentale (Tripoli), qui pourrait être sous le contrôle de Kadhafi, et une zone orientale (avec Benghazi comme capitale), transformée de fait en un protectorat impérialiste, avec la présence de troupes de l'ONU pour contrôler les nouvelles frontières. L'autre hypothèse est que l'intervention militaire force Kadhafi, ou ses héritiers politiques, à négocier et à partager un nouveau gouvernement avec le Conseil national libyen, sur tout le territoire libyen, sous la protection de troupes de l'ONU ou de l'OTAN, acceptées en tant que garantes de l'ordre. Cela donnerait de toute façon au nouveau gouvernement un statut de marionnette sous l'égide des troupes d'occupation, comme c'est actuellement le cas en Irak.

Dans les deux cas, ce serait une défaite grave de la révolution libyenne, qui aurait des conséquences nuisibles pour tous les processus révolutionnaires dans le monde arabe. Si l'impérialisme parvenait à s'imposer comme « garantie », ce serait un précédent dangereux. En Égypte et en Tunisie, les masses ont montré qu'elles peuvent renverser les régimes haïs soutenus par l'impérialisme. Dans le cas libyen, ce serait le signal que l'impérialisme a fini par gagner de l'importance en intervenant dans un processus révolutionnaire, et il obtiendrait ainsi sa base politique dans un territoire stratégique.

Le rôle du Conseil national libyen

Mais cette politique contre-révolutionnaire ne peut être couronnée de succès que parce que la direction du soi-disant Conseil national libyen, basé à Benghazi, fait le jeu de l'impérialisme, en demandant une intervention militaire accrue et en négociant avec les gouvernements impérialistes. Cela permet à Kadhafi d'utiliser un discours de « victime » de l'agression impérialiste.

Le Conseil est composé principalement de personnalités qui faisaient partie du régime de Kadhafi, comme son personnage principal, Mustafa Abdul Jalil, ancien ministre de la Justice, qui a démissionné pour se joindre aux protestations, et le général Omar al-Hariri, qui avait pris ses distances de Kadhafi en 1975 . L'absence d'une direction révolutionnaire dans le camp des rebelles a permis à ces anciens partisans de Kadhafi d'occuper cet espace.

Il est donc clair que, pour éviter l'invasion de l'OTAN et l'émergence d'un nouveau régime pro-impérialiste en Libye, à l'intérieur même des forces qui luttent contre Kadhafi et au cours de la lutte pour renverser le dictateur, la nécessité urgente à l'ordre du jour est de remplacer cette direction de Benghazi par des dirigeants qui répondent vraiment et efficacement aux intérêts du peuple.

La gauche pro-impérialiste

Si les partisans de Castro et de Chavez défendent le dictateur Kadhafi, il y a dans le camp opposé des personnages et des courants « de gauche » qui soutiennent et défendent l'intervention militaire impérialiste en Libye. C'est le cas d'Ignacio Ramonet, directeur du *Monde Diplomatique* (et l'un des initiateurs du Forum Social Mondial et de sa politique affirmant qu'« un autre monde est possible » sans mettre en échec le capitalisme) et de Gilbert Achcar, le principal point de référence du dénommé Secrétariat Unifié (SU), pour les questions du Moyen-Orient.

Par rapport à la situation en Libye, Ramonet écrit : « *En ce moment, l'ONU constitue la seule source de légalité internationale* », et Achcar dit « *qu'il serait moralement et politiquement erroné de la part de la gauche de s'opposer à la zone d'exclusion aérienne* ».

Il s'agit d'une politique criminelle qui soutient « par la gauche » le discours impérialiste que l'intervention est là pour « défendre la démocratie ». Avec cette position, ces personnages et courants approuvent les bombardements et les pertes civiles qu'elles produisent, et ils aident l'impérialisme à s'installer avec des troupes dans la région et entretiennent dans les masses et les militants libyens et arabes l'illusion que l'intervention militaire est en faveur de leur lutte et se fait pour la soutenir.

Il n'y a pas un impérialisme « mauvais » à Bahreïn et un « bon » en Libye. Toute l'action de l'impérialisme dans la région est contre-révolutionnaire, sachant que, nous le répétons, ce dernier est forcé d'agir avec différentes tactiques. Et il est du devoir des combattants de lutter contre la contre-révolution, quelle que soit sa tactique ou son « apparence ».

Quelle est l'alternative politique au problème militaire ?

La révolution libyenne a commencé avec de grandes manifestations dans plusieurs villes, notamment à Tripoli, et la création de « conseils populaires » dans les villes qu'elle dominait, en particulier dans la région orientale.

Mais l'avancée des rebelles s'est heurtée à l'expérience militaire plus grande et un armement supérieur des forces spéciales fidèles à Kadhafi, qui étaient sur le point d'obtenir la victoire. Cette situation militaire a été le prétexte utilisé par le Conseil national libyen de Benghazi pour justifier son appel à l'intervention impérialiste. Elle est aussi utilisée par une partie de la gauche européenne pour soutenir cette intervention, la présentant comme une « aide » à la révolution.

Nous, la LIT-QI, nous avons dénoncé le caractère contre-révolutionnaire de cette intervention et nous avons vivement critiqué ceux qui y ont fait appel depuis la Libye et ceux qui la soutiennent ailleurs dans le monde. En ce sens, une première tâche est la mobilisation des peuples des pays européens et des États-Unis contre l'intervention, et pour le retrait immédiat des troupes.

Toutefois, il est valable pour tout combattant libyen, du monde arabe, ou dans le reste du monde, de se demander comment on peut battre Kadhafi - les troupes qui lui sont fidèles étant militairement supérieures à celles des rebelles - tout en luttant contre l'intervention l'impérialisme. C'est une question essentielle, et le sort de la révolution libyenne dépend de la réponse qu'on lui donne.

Pour nous, la réponse vient de la force de la révolution arabe dans son ensemble, de sorte que de là viennent les hommes et les armes qui peuvent renforcer la lutte du peuple libyen contre Kadhafi. Nous pensons notamment à la Tunisie et l'Égypte qui, en plus de se situer aux frontières, ont déjà vécu une première victoire des masses.

Il est essentiel que dans ces pays se construise la solidarité avec les rebelles libyens. Les peuples tunisien et égyptien doivent comprendre qu'en Libye se joue également le sort de la révolution dans leur propre pays. Il y a lieu d'organiser à partir de ces pays des brigades internationales, faisant un appel d'une manière spéciale à la base et aux officiers inférieurs des forces armées pour s'organiser et aller combattre en Libye. C'est une expérience que le mouvement ouvrier a faite contre le fascisme dans les années 1930, lors de la guerre d'Espagne.

De cette façon, on peut également obtenir des armes modernes, en particulier en Égypte, dont l'armée est approvisionnée depuis de nombreuses années par les États-Unis. Ce sont des armes qui sont dirigées aujourd'hui contre le peuple égyptien lui-même, ou contre les Palestiniens pour fermer la frontière de Gaza. Exigeons que ces armes soient mises à disposition des brigades internationales et de la lutte du peuple libyen contre Kadhafi et l'impérialisme. C'est-à-dire, avec la force de la révolution arabe, il sera possible de changer la situation militaire qui menace maintenant la révolution libyenne.

Bien entendu, cette solution va entrer collision, tout d'abord, avec la position du Conseil national libyen, et deuxièmement, avec toutes les forces en Égypte ou en Tunisie qui veulent maintenir le statu quo et freiner la révolution arabe. Mais précisément, les révolutions avancent quand les peuples rompent les règles et les frontières par leur mobilisation.

L'invasion saoudite à Bahreïn

L'hypocrisie impérialiste mise à nu

Marc Korman (Brésil)

En mars dernier, 1000 soldats de l'Arabie saoudite (avec des chars et d'autres véhicules militaires) et 500 policiers des Emirats arabes unis ont pénétré au Bahreïn pour « rétablir l'ordre et la sécurité ». C'est-à-dire pour soutenir le régime monarchique corrompu de l'émir Hamad ibn Isa Al Khalifa, acculé par les manifestations de masse et par la perspective hautement probable d'être renversé à court terme.

Bahreïn, situé sur une île du golfe persique, est un petit pays de moins d'un million d'habitants. Comme d'autres pays arabes de la région, il est dirigé par une monarchie pétrolière corrompue, agent inconditionnel de l'impérialisme étasunien et étroitement lié au régime saoudien.

Un pays petit, mais important

Malgré sa petite taille, le pays a une grande importance géopolitique en raison de sa proximité avec l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et l'Iran, ainsi que par son emplacement sur la route de transport maritime d'hydrocarbures la plus fréquentée du monde. Ce n'est pas par hasard que la cinquième flotte des Etats-Unis, destinée à « contrôler » le monde arabe et l'Asie Mineure, a sa base à Bahreïn.

La vague révolutionnaire de masse qui secoue actuellement le monde arabe avait pris beaucoup de force dans le pays. Elle s'exprimait par de grandes manifestations de la majorité chiite de la population, opprimée par une minorité sunnite dont provient la caste dirigeante actuelle. Il y avait des démonstrations de près de 100.000 personnes, soit plus de 10 % de la population, en particulier lors de l'occupation de la place principale de la capitale, Manama. La répression féroce du gouvernement est parvenue à faire reculer le mouvement. L'armée et la police à Bahreïn s'avérèrent impuissantes contre les forces populaires, et le régime monarchique des Al Khalifa était sur le point d'être renversé par l'action des masses.

Une intervention contre-révolutionnaire

Dans ce contexte se situe l'entrée des soldats saoudiens et des policiers des 'Emirats. Cela a été une véritable invasion pour soutenir le régime agonisant et pour réprimer le peuple de Bahreïn. A cette époque, les représentants de l'opposition ont dénoncé l'action comme une « invasion étrangère » pour mener « une guerre contre les citoyens de Bahreïn ». La répression a fait de nombreux morts et de blessés et est parvenue, pour le moment, à arrêter le processus révolutionnaire dans le pays, transformant ce dernier en une grande prison.

Comme une ironie cruelle, quelques jours seulement après l'invasion, Abdullatif ben Rashid El Zayani, l'ancien chef de police de Bahreïn, a commencé à assumer ses fonctions comme secrétaire général du Conseil de coopération du golfe persique (CCG) et a remercié les « aides reçues. »

L'hypocrisie impérialiste

Ce fait montre l'hypocrisie totale de l'impérialisme, en particulier l'étasunien, quand il parle de la « défense de la démocratie. » Pendant des décennies, l'impérialisme a soutenu des dictatures sanguinaires et des monarchies corrompues pour maintenir le contrôle politique et militaire sur la région et ses vastes richesses pétrolières.

Quand a éclaté la actuelle vague de la révolution contre ces régimes dans le monde arabe, Obama et d'autres gouvernements impérialistes ont commencé à dire qu'ils « soutenaient la lutte des peuples pour la démocratie ». Ils ont même attaqué la Libye avec une action militaire aérienne contre Kadhafi, en utilisant l'argument de ses « crimes contre le peuple libyen ».

Mais l'hypocrisie de la « défense de la démocratie » est complètement mise à nu à Bahreïn. Les monarchies de ce pays, de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis montrent qu'ils sont prêts à tout, y compris au massacre de leur peuple, pour défendre leurs privilèges et les miettes importantes qu'ils reçoivent, en échange du fait d'assurer le pillage de leurs richesses ou de servir de base militaire de l'impérialisme.

C'est évidemment le gouvernement Obama qui se trouve derrière l'invasion, bien qu'il ait nié d'avoir été au courant de l'opération. Il est impossible de penser que les gouvernements de ces pays, d'une soumission inconditionnelle, aient agi sans l'autorisation du « patron ».

La LIT-QI manifeste son plein appui à la lutte du peuple de Bahreïn et appelle à l'entourer de solidarité, en particulier dans le monde arabe.

La révolution arabe est entrée en Palestine

Gabriel Massa (Argentine)

Israël commémore le 10 mai comme date de son « indépendance ». C'est l'anniversaire du jour où, en 1948, l'ONU, dominée par les Etats-Unis et le régime stalinien de l'Union soviétique, a décidé la partition de la Palestine en deux Etats, donnant 54 % du territoire à Israël. A cette époque, plus de 700.000 Palestiniens ont été expulsés de leurs terres, par une attaque meurtrière dans laquelle des dizaines de villages et de villes ont été détruites par les assassins sionistes.

Les Palestiniens se souviennent de ces événements comme de la *Nakba,* la catastrophe. Et chaque année, ont lieu des rassemblements convoqués par des organisations palestiniennes, à l'intérieur et à l'extérieur d'Israël. Mais cette année, la mobilisation a connu un grand bond en avant. Des milliers de Palestiniens ont marché vers la frontière d'Israël sur les hauteurs du Golan en Syrie, au Liban, à Gaza et en Cisjordanie. La réponse des troupes israéliennes a été brutale, avec l'assassinat de 21 Palestiniens, sans compter près de 200 blessés, selon les chiffres de différentes agences de presse.

Un correspondant du journal *Clarín* de Buenos Aires, Shlomo Slutzky, a écrit depuis Tel-Aviv : « A *la frontière avec le Liban, les troupes israéliennes ont tiré sur des centaines de réfugiés palestiniens qui tentaient de la traverser. Des dizaines de manifestants y ont trouvé la mort et une centaine ont été blessés, selon des sources militaires libanaises.*

Au moins quatre autres Palestiniens ont perdu la vie dans des affrontements avec l'armée israélienne à la frontière avec la Syrie, après qu'entre 30 et 50 personnes aient réussi à se faufiler en Israël et à entrer dans le village de Majdal Shams, sur le plateau du Golan. Certains témoins parlaient de 10 morts dans cet incident et dans un autre à Gaza. Au moment d'écrire, le nombre total de victimes mortelles atteint 21.

Pour beaucoup de Palestiniens, la violente journée d'hier a été 'le début de la troisième Intifada', tandis qu'à Jérusalem, on a pris cela comme une répétition générale - sans succès - des événements auxquels il faudra faire face à partir de la reconnaissance à peu près certaine d'un Etat palestinien lors de la prochaine session de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre.

Le fait que des centaines de Palestiniens et de Syriens, armés seulement de pierres, soient parvenus à renverser la clôture de la frontière entre la Syrie et le territoire sous contrôle israélien dans les hauteurs du Golan depuis la guerre de 1967, ravive les craintes les plus intimes des services secrets israéliens, bien plus que la bombe atomique iranienne, les missiles chimiques ou biologiques tirés depuis la Syrie, ou les kamikazes de Gaza. La peur est qu'une masse de manifestants non armés avance à partir de pays voisins vers les frontières d'Israël, ou sur les colonies israéliennes et les bases construites sur des terres palestiniennes. Des marches de masse qu'Israël ne peut pas se permettre de disperser avec des tirs de chars.

Les autorités israéliennes redoutent le potentiel d'imitation de la 'réussite' sur le Golan, de la part de centaines de milliers de Palestiniens qui, à partir de septembre, pourraient être soutenus par la communauté internationale, en prétendant avancer vers des zones de 'l'Etat palestinien dans les

frontières de 1967' que l'ONU pourrait reconnaître. »

Il y a eu aussi des manifestations à l'intérieur de l'Etat sioniste. Le 10 mai, comme c'est le cas depuis 14 ans, des milliers de Palestiniens ont participé à ce que le *Comité pour les droits des personnes déplacées à l'intérieur d'Israël* a appelé la « Marche du retour », entre les sites où il y avait deux villages palestiniens détruits, al-Damun et al-Rouways, dans le nord d'Israël.

Les mobilisations de mars

Le bond en avant des actions entreprises lors de la commémoration de la *Nakba* a lieu après les manifestations massives de mars en Cisjordanie et à Gaza. Le centre des revendications populaires était alors l'exigence que la direction de l'Autorité palestinienne qui gouverne la Cisjordanie, dirigée par le chef du Fatah Mahmoud Abbas, et les dirigeants du courant islamique du Hamas, qui gouverne sur la bande de Gaza, mettent fin à leurs combats et s'unissent pour faire face à Israël.

Le journal londonien *The Guardian* du 15 mars raconte : « *Des dizaines de milliers de personnes ont participé à des manifestations dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, demandant la fin des divisions politiques et de l'occupation israélienne.* [...] *Les protestations, les plus importantes dans les territoires palestiniens depuis le début des émeutes dans la région, plus tôt cette année, ont été convoquées par des militants de base à travers Facebook, Twitter et YouTube.*

Les factions dominantes du Fatah et du Hamas ont autorisé les marches, mais de nombreux militants indépendants se sont plaints de l'intention des dirigeants des partis de vouloir contrôler les manifestations, afin d'éviter l'explosion d'une révolte dans le style égyptien. »

Ces manifestations ont provoqué un résultat quasi immédiat : elles ont obligé les directions du Fatah et du Hamas à arriver à un accord, ce qui a été accompagné de la décision du nouveau gouvernement égyptien d'ouvrir sa frontière avec Gaza (qui avait été fermée par la dictature de Moubarak en 2006, comme acte de collaboration avec le blocus israélien). Comme nous le verrons, ce succès a encouragé le développement de la mobilisation palestinienne.

Mahmoud Abbas et Khaled Mechaal se saluent

La « réconciliation » du Hamas et du Fatah

Sous les auspices du gouvernement de transition en Egypte, le chef du Fatah, Mahmoud Abbas, et le chef du bureau politique du Hamas, Khaled Meshal, ont signé, le 4 mai au Caire, un « accord de réconciliation ».

Selon différentes sources, le Hamas serait d'accord qu'Abbas continue en tant que président de l'Autorité palestinienne et continue à négocier des accords de sécurité avec Israël.

Abbas et l'Autorité palestinienne ont été, pendant des années, des alliés d'Israël et des Etats-Unis, et ont collaboré avec le blocus et les agressions sionistes contre la bande de Gaza contrôlée par le Hamas. Le Hamas, quant à lui, rejetait toujours la perspective d'un « Etat indépendant », négocié avec Israël et les Etats-Unis par Abbas, et dénonçait l'Autorité palestinienne pour son rôle de complice dans le blocus de Gaza en collaboration avec la dictature égyptienne de Moubarak (voir l'encadré « L'Etat indépendant »).

Avec les manifestations de mars à Gaza et en Cisjordanie, un facteur important qui a favorisé la « réconciliation » a sûrement été la chute de Moubarak en Egypte. Le gouvernement de Moubarak a été très important dans le soutient à l'orientation d'Abbas et du Fatah, consistant à abandonner toute politique de confrontation, et d'entamer des négociations de paix avec Israël et les Etats-Unis. D'autre part, le blocus de Gaza par Israël aurait été impossible si Moubarak n'avait pas également maintenu fermée la frontière avec l'Egypte.

Mais avec la chute de Moubarak, le nouveau gouvernement égyptien - même s'il a ratifié l'accord de paix avec Israël et le soutien à l'option d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza - a annoncé fin avril que l'Egypte ferait quelques pas vers la réouverture de sa frontière avec Gaza. Et la réunion de « réconciliation » de toutes les factions palestiniennes au Caire a immédiatement été convoquée.

Face à l'accord de réconciliation entre les factions palestiniennes, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a déclaré : « *L'Autorité palestinienne doit choisir entre la paix avec Israël et la paix avec le Hamas, il n'y aucune possibilité de paix avec les deux.* »

Pour sa part, le Département d'Etat des Etats-Unis semble adopter une attitude plus ouverte, d'attente, en affirmant que « *tout futur gouvernement palestinien doit s'engager à renoncer à la violence, à honorer les accords conclus par le passé et à reconnaître Israël* » (source : IPS).

Un accord pour contrôler la révolution

Comme nous l'avons dit, la « réconciliation » a été clairement ressentie comme un triomphe par les masses palestiniennes. Et cela a, sans doute, encouragé la participation de masse en mai dans les marches sur les frontières avec Israël.

En même temps, l'accord entre le Hamas et le Fatah a un aspect très contradictoire. Noura Erekat, un avocat palestinien en exil, professeur au Centre d'études arabes contemporaines à l'Université de Georgetown à Washington, DC, la capitale des Etats-Unis, et une militante importante pour les droits humains, a publié un long article, le 4 mai, sur le site Jadaliyya.com, qui dit : « *La réconciliation entre le Hamas et le Fatah peut représenter la première victoire du mouvement de jeunesse palestinien naissant du 15 mars.* Mais *on peut dire que la formation d'un gouvernement d'union nationale est une tactique préventive pour tenter de contenir la montée du mécontentement palestinien et l'importance*

croissante de la protestation des jeunes dans un Printemps arabe. En fait, le jour de l'annonce (de la réconciliation), les forces de sécurité du Hamas ont dispersé violemment environ 100 jeunes enthousiastes qui fêtaient sur la place du Soldat inconnu à Gaza. [...] Ibrahim Shikaki, un diplômé récent de Berkeley aux Etats-Unis et organisateur de la jeunesse active à Ramallah, a commenté que le Hamas et le Fatah ont tenté de bloquer les efforts des organisateurs, entravant la couverture médiatique, accusant les leaders de la jeunesse de recevoir des fonds de l'étranger et déplaçant le centre de la contestation aux divisions entre factions, de peur de 'perdre le contrôle du pouvoir et de l'autorité'. Si c'est le cas, le dégel dans les relations ne sera pas suffisant à lui tout seul pour contenir le mouvement naissant. »

Ali Abunimah, du *Réseau de politique palestinienne*, une ONG basée aux Etats-Unis, qui promeut la réunification de toutes les forces palestiniennes de l'OLP et la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre Israël, a publié, le 9 mai, un article intitulé « *Réconciliation vide en Palestine* », qui va plus loin dans la critique du Hamas : « *Il est difficile de comprendre les calculs des dirigeants du Hamas.* [...] *Ont-ils peur que l'offensive d'Abbas, pour obtenir que les Nations Unies reconnaissent un Etat palestinien en septembre, lui donnent du poids et qu'ils resteront alors dehors ? Reconnaissent-ils que le 'processus de paix' ne servira à rien, mais espèrent-ils éviter qu'on les en rende coupable, et pensent-ils de cette manière hériter de la direction du mouvement national palestinien, le Fatah ?*

Il y a aussi beaucoup de spéculation sur le fait que le contexte régional - notamment l'insurrection en Syrie et l'instabilité actuelle en Iran - inquiète à ce point les dirigeants du Hamas au sujet de leur propre situation, qu'ils se sont empressés d'embrasser et de relégitimer Abbas. [...] »

Et Ali Abunimah ajoute : « *Qu'il le sache ou non, le Hamas peut être en train de s'embarquer sur la même voie que celle de la faction du Fatah d'Abbas : s'engager à entrer dans un 'processus de paix' contrôlé par les Etats-Unis, sur lequel les Palestiniens n'ont aucune influence, ni la perspective d'en sortir avec leurs droits saufs. En échange, le Hamas s'attend peut-être à avoir un rôle aux côtés d'Abbas pour gouverner les Palestiniens vivant sous occupation israélienne en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Que le Hamas le sache ou non, en fait, il est en train d'entrer dans une coalition avec Israël et Abbas pour administrer les territoires occupés, une coalition dans laquelle le Hamas aura beaucoup de responsabilités, mais peu de pouvoir...* »

Bien qu'il ne le dise pas encore explicitement, par cette voie, le Hamas perd l'élément progressiste qui lui restait encore : son refus de reconnaître Israël et sa décision de continuer la lutte pour un Etat palestinien dans l'ensemble du territoire de la Palestine historique.

En bref, la « réconciliation » entre le Hamas et le Fatah a encouragé la mobilisation des masses palestiniennes. Mais ces directions essaient de transformer cet accord en un instrument pour faire accepter par les mêmes masses palestiniennes un accord qui est contraire à leurs propres intérêts.

Il faut une nouvelle direction palestinienne

Nous, la LIT-QI, continuons à soutenir que la seule perspective de défendre véritablement les droits du peuple palestinien est celle inscrite sur le drapeau d'origine de l'OLP : la lutte pour la destruction de l'Etat d'Israël et la construction d'un Etat palestinien laïc, démocratique et non-raciste sur l'ensemble du territoire de la Palestine.

Les jeunes qui ont exigé l'unité du Hamas et du Fatah ont déjà commencé à voir que ces directions ne fournissent aucune issue et qu'au contraire, elles ne cherchent qu'à les tromper et les contrôler. Pour répondre à leurs aspirations, les nouvelles générations de jeunes militants palestiniens indépendants qui se joignent à la lutte sous l'influence de la révolution arabe devront prendre en mains l'ancien drapeau de l'OLP. Et pour cela, ils auront sans doute besoin de construire une nouvelle direction, qui reprend le chemin de la lutte intransigeante pour la destruction de l'Etat sioniste et la construction d'un Etat palestinien laïc dans toute la Palestine, un drapeau qu'aussi bien le Fatah que le Hamas ont abandonné. Pour cela, ils devront faire face à la tromperie, bénie par les Etats-Unis et l'ONU, d'un pseudo Etat palestinien dans les territoires occupés.

Dans cette perspective, nous continuons à promouvoir la campagne mondiale de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) contre Israël, à laquelle ont adhéré des centaines d'organisations palestiniennes et non palestiniennes depuis 2005. Bien que limitée dans ses objectifs, en ne soulevant pas la destruction d'Israël, la campagne soulève des buts très progressistes, comme le droit au retour pour tous les réfugiés palestiniens et la fin de toute agression israélienne et celle du blocus de Gaza.

Le Premier ministre israélien Netanyahu et le Président étasunien, Barack Obama.

Le mini-Etat palestinien

La possibilité que l'Assemblée générale de l'ONU reconnaisse en septembre un Etat palestinien indépendant, basé en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, avec sa capitale à Jérusalem-Est, suscite de grands espoirs au sein de la population palestinienne, ainsi que parmi ceux qui participent à la campagne mondiale contre les atrocités d'Israël.

Nous partageons la revendication pour la fin de toutes les violations sionistes, ainsi que pour un Etat dans lequel les Palestiniens pourront jouir de leurs droits. Nous reconnaissons également dans le peuple palestinien tourmenté une avant-garde historique de la révolution arabe.

Cependant, il y a beaucoup de choses qui confirment ce que nous, la LIT-QI, avons affirmé : que cette solution en passant par l'ONU est en fait un nouveau piège pour démobiliser le peuple palestinien.

L'agence Al-Jazeera, de même que d'autres sources, ont diffusé des documents au début de cette année qui révèlent que, pour obtenir la reconnaissance d'un Etat palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza, avec sa capitale à Jérusalem-Est, sous le contrôle de Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, ce dernier aurait accepté des conditions telles que la permanence des colonies israéliennes qui occupent la moitié de la Cisjordanie, l'interdiction pour le nouvel Etat palestinien d'avoir sa propre armée et le stationnement sur son territoire d'une force militaire de l'OTAN.

En outre, les réfugiés palestiniens seraient obligés de renoncer définitivement à leur revendication historique de retourner sur les terres qui leur ont été volées par les sionistes quand l'Etat d'Israël a été créé en 1948.

En signe de bonne foi, l'Autorité palestinienne a collaboré avec la répression et le blocus de la bande de Gaza contrôlée par le Hamas.

En voyant l'ampleur de la capitulation de l'Autorité palestinienne, l'administration Obama fait pression sur le gouvernement de Netanyahu pour qu'il accepte l'accord, sur la base des frontières d'avant la guerre de 1967.

Pourtant, les responsables israéliens s'y opposent, craignant qu'une telle attitude conduise à l'éclatement de la coalition actuellement au pouvoir, qui comprend des représentants des organisations sionistes les plus actives dans les colonies de Cisjordanie occupée et qui ne sont pas disposés à accepter une limitation à leur expansion.

Face à cela, le gouvernement de l'Autorité palestinienne basé à Ramallah, en Cisjordanie, a lancé une offensive diplomatique demandant à l'ONU, en septembre 2011, la reconnaissance d'un nouvel « Etat palestinien indépendant ». Il avait déjà obtenu que plusieurs pays d'Amérique latine, dont le Brésil et l'Argentine, anticipent la reconnaissance.

A cet égard, Haidar Eid, professeur de littérature à l'Université Al-Aqsa à Gaza et conseiller du Réseau politique Palestine et d'Al-Shabaka, a écrit dans un article intitulé « *Un ménage indépendant ou bantoustan déguisé ?* » (publié le 4 mai sur le site en ligne *The Electronic Intifada*). Il y résume très bien les raisons du rejet de cette proposition : « *Le futur Etat palestinien 'indépendant', une fois déclaré, occupera moins de 20 % de la Palestine historique. En créant un bantoustan et en l'appelant un 'Etat viable', Israël va se débarrasser de la charge de 3,5 millions de Palestiniens. L'AP gouvernera sur le nombre maximum de Palestiniens installés sur le nombre minimum de fragments de terre, des fragments que l'on peut appeler 'L'Etat de Palestine'. Cet 'Etat' sera reconnu par des dizaines de pays : les chefs de tribu des bantoustans d'Afrique du Sud devraient en être très jaloux.*

On ne peut que supposer que cette 'indépendance' tant commentée et célébrée va tout juste renforcer le même rôle que l'Autorité palestinienne avait sous les accords d'Oslo, à savoir, prendre des mesures de police et de sécurité visant à réprimer les groupes de résistance palestiniens...

Tout comme les accords d'Oslo signifiaient la fin de la résistance populaire et non-violente de la première Intifada, cette déclaration d'indépendance a un objectif similaire, à savoir, en finir avec le soutien international croissant en faveur de la cause palestinienne depuis l'offensive israélienne de l'hiver 2008-09 contre Gaza et ses attaques contre la Flottille pour la liberté de Gaza en mai dernier. Mais il ne donne aux Palestiniens aucune protection, ni un minimum de sécurité contre de futures attaques et atrocités d'Israël. [...] Finalement, ce que cette 'déclaration d'indépendance' offre au peuple palestinien est un mirage, un 'foyer national indépendant' qui est un bantoustan déguisé. Bien qu'il soit reconnu par de nombreux pays amis, il ne fournit pas aux Palestiniens leur liberté et leur libération. »

« Nous retournerons sur notre terre. »

Interview avec **Soraya Misleh** (journaliste brésilienne, d'origine palestinienne, qui participe au Front pour la défense du peuple palestinien de São Paulo, Brésil).

Soraya s'est rendue dans la région en mai et les autorités d'occupation israélienne l'ont empêché de pénétrer sur le territoire palestinien. Elle est restée quelques jours en Jordanie, lors de l'anniversaire de la Nakba, où des manifestations ont eu lieu pour le droit au retour des Palestiniens, des manifestations qui ont affronté la police et l'armée israélienne à la frontière.

***Courrier international** : Comment a été la répression lors de ta tentative d'entrer en Palestine ?*

Soraya Misleh : Nous étions un groupe de 4 Brésiliens d'origine arabe, deux Palestiniens et deux Libanais. Quand nous avons essayé de passer normalement la frontière entre la Jordanie et la Palestine occupée (la Cisjordanie), les autorités d'occupation israéliennes nous ont détenus, nous ont interrogés et nous ont traités comme des criminels. Nous avons été isolés les uns des autres et soumis tout le temps à une pression psychologique au cours des 7 heures de séparation... Ils nous ont posé des questions absurdes telles que « avez-vous des armes ? ». Ils nous ont également demandé d'où nous nous connaissions, ainsi que des détails de la vie personnelle de chacun des autres, etc.

Je pense que ce traitement que nous avons reçu fait partie de la discrimination persistante à laquelle font face les Palestiniens, et les Arabes en général, de la part de l'Etat d'Israël. Ce traitement discriminatoire est aggravé quand ils pensent qu'il s'agit de militants. Ils m'ont demandé où mon père était né. J'ai dit : « près de Naplouse ». Ils m'ont posé des questions sur mes parents, mon père, ma mère, mes oncles... Leur préoccupation concernait le droit au retour des Palestiniens émigrés et de leurs descendants. Ils m'ont demandé quelle était ma relation avec la Nakba et si j'avais été là avant, et j'ai dit : oui, l'année dernière.

Un des membres de notre groupe souffre de diabète. Même après fait part de ce problème, nous avons été maintenus en détention, sans aucun accès à la nourriture. Ils nous ont menacés. Ils ont dit : « Nous savons tout sur vous », « il vaut mieux ne pas mentir », etc. Ils ont insinué qu'il y avait un espion (« muhabarat ») qui leur avait signalé notre présence. Cela a duré 7 heures, puis ils nous ont relâchés vers minuit. Ils nous ont mis dans un autobus fermé pendant encore deux heures, jusqu'à nous renvoyer en Jordanie.

Nous savons que cela se passe depuis 63 ans. Nous devons dénoncer que ceux qui occupent notre territoire illégalement, insistent à vouloir effacer de la mémoire toute relation entre notre peuple et son territoire.

***CI** : Avez-vous eu contact avec le mouvement qui a organisé la marche le 15 mai (le jour de la Nakba) ?*

SM : Oui, c'est un mouvement indépendant, formé principalement par de jeunes Palestiniens. Ce sont des exilés palestiniens qui ont commencé à se mettre en relation à partir d'un site du réseau social sur la révolution en Egypte, sur Internet. De là, ils ont organisé la communauté « troisième Intifada », qui est arrivée à avoir, disent-ils, 350.000 adhérents. En raison de ce succès, les sionistes ont fait pression, jusqu'à ce que le serveur ait fermé la page. Ils ont quand même décidé de maintenir la proposition de mobilisation pour le jour de la Nakba.

Au début, ils ont pensé à le faire en Palestine et, de là, demander de l'aide à d'autres pays. Par la suite, ils ont

changé d'orientation et ils ont décidé de le faire « de l'extérieur vers l'intérieur », c'est-à-dire, en provenance des pays limitrophes de la Palestine occupée. Et puis ils ont décidé de faire une marche pour le droit au retour, à l'anniversaire de la Nakba de 1948. Le résultat était au-dessus ce que tout le monde attendait : il y a eu des marches qui ont fait face à la répression des Israéliens dans les 4 pays limitrophes de la Palestine historique.

Mais ce n'étaient pas seulement les sionistes qui ont tenté d'empêcher la mobilisation. Les jeunes ont aussi eu des difficultés avec les gouvernements arabes alliés aux sionistes, qui les ont été réprimés et ont essayé de les empêcher d'atteindre la frontière. Ils ont été surpris par ce qui s'est passé en Egypte, où il y avait un appel pour marcher vers la frontière avec la bande de Gaza. Mais il a fallu transférer l'activité à la place Tahrir au Caire, parce que la junte militaire n'a pas autorisé le déplacement vers la frontière.

En Jordanie, il y a eu une faiblesse parce que les autorités ont mis des entraves et n'ont pas permis que les autobus aillent des universités et des mosquées (où était fixé le début de la concentration) à la frontière. Plusieurs autobus ont été détournés sur la route, avec la répression violente par les forces de police et l'armée jordanienne. Les gens criaient « c'est pacifique », mais cela n'a pas empêché la répression violente.

Mais même ainsi, on a réussi à atteindre les 4 frontières, et là il y a eu des affrontements avec l'armée d'occupation israélienne. Au Liban, des snipers israéliens ont tué 11 participants à la marche. En Syrie, malgré la répression et les quatre morts, cinq Palestiniens ont franchi la frontière, dont un y est parvenu sans se faire attraper.

Les jeunes militants disent que, malgré tous les problèmes, le mouvement a été un succès et a été « le début de la troisième Intifada ». Ils disent qu'ils vont continuer à s'organiser et à programmer de nouvelles marches pacifiques.

Ils ont été directement inspirés par la révolution égyptienne, tunisienne, syrienne, etc. Ils travailleront avec tous les camps de réfugiés et renforceront la cause du droit au retour. Avec l'encouragement des révolutions arabes, ils espèrent surmonter le découragement que tant d'années d'attente auraient pu causer

Ils attendent l'appui de la communauté arabe à l'étranger, comme ici au Brésil. En outre, ils considèrent important le mouvement pour le boycott des produits et services israéliens (BDS). Ils pensent même que cela peut fonctionner mieux dans les pays européens et en Amérique latine. Il faut faire une forte pression sur le gouvernement brésilien pour rompre les accords commerciaux comme ceux du Mercosur avec Israël, qui facilitent les échanges entre les pays membres et l'Etat sioniste et l'acquisition de technologie militaire. Il faut aussi exiger la rupture des relations diplomatiques.

Enfin, comme c'était mon cas, lorsque les Brésiliens essayent d'entrer en Palestine, s'ils sont d'origine arabe ou membres de mouvements sociaux, l'accès leur est interdit.

***CI** : Comment les jeunes voient-ils les accords de réconciliation entre le Fatah et le Hamas ?*

SM : Ils n'ont pas de relation avec cette question, ni avec aucune des deux forces, ils sont indépendants. Ils m'ont dit que les partis politiques n'ont pas soutenu leur mobilisation. Il y avait même, c'est ce qu'ils disent, une organisation internationale liée à l'Autorité nationale palestinienne (ANP) qui en est arrivée à participer, au début. Mais elle a été conseillée par les dirigeants d'en rester là, ce qu'elle a fait.

Une question importante est que les mouvements de jeunesse dont j'ai parlé sont coordonnés avec des mouvements similaires dans plusieurs pays. Le soutien du *Front pour la défense du peuple palestinien* au Brésil s'inscrit dans le cadre de cette coordination. Ce qui nous unit est la défense du droit au retour de tous les Palestiniens. Cela est inaliénable et non négociable.

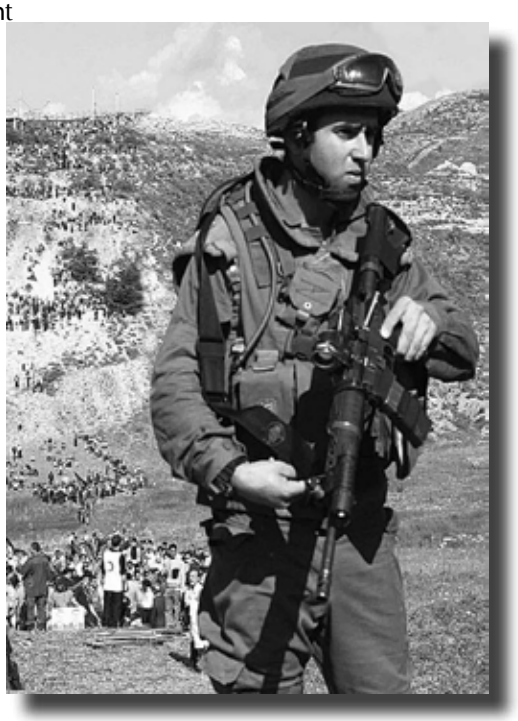
La lutte pour le boycott est organisée. Les révolutions arabes ont inspiré le mouvement du 15 mai. Il y a un lien avec la révolution égyptienne. Les Egyptiens du Mouvement ont appuyé la Troisième Intifada, ainsi que les Syriens, les Libanais, etc. A partir de l'entrée de la jeunesse, la lutte est devenue de masse dans le monde arabe tout entier.

Je voudrais terminer avec une phrase de Ben Gourion concernant la Nakba : « *Les vieux vont mourir et les jeunes vont oublier* ». Je crois qu'aujourd'hui, la jeunesse palestinienne démontre qu'il avait tort.

Auparavant, les Palestiniens quittaient leurs terres parce qu'ils pensaient qu'ils reviendraient immédiatement. Aujourd'hui, ils ne les quittent plus et ils résistent, même victimes de la répression de plus en plus dure. Ils disent : si nos maisons sont détruites, nous vivrons dans une tente.

Les jeunes du mouvement du 15 mai m'ont dit que, pendant la deuxième Intifada, près de 700.000 sionistes ont décidé de quitter la Palestine, étant donné qu'ils n'avaient aucun lien avec le thème. Ce sont eux qui s'en vont, même si jamais on a entendu dire par un Palestinien qu'il ne voudrait pas vivre ensemble avec les gens simples qui y vivent. Mais la cohabitation n'est pas possible avec l'occupation, l'oppression, l'humiliation, avec des murs ornés de points de contrôle israéliens. Nous voulons une Palestine démocratique, avec des droits égaux pour tous, un seul Etat laïque.

Nous n'avons qu'une seule certitude : nous y retournerons, en dépit de l'intimidation et de la répression. Nous retournerons sur notre terre !



Le 15 mai dernier, l'armée israélienne a tué environ 20 Palestiniens qui essayaient de traverser la frontière.

L'assassinat de Ben Laden

Un succès mitigé de l'impérialisme

Gabriel Massa (Argentine)

Cette action des Navy SEALs des Etats-Unis est une nouvelle expression de l'arrogance impérialiste, la même avec laquelle tous les gouvernements étasuniens ont agi depuis qu'ils ont volé un gros morceau de terre au Mexique au XIXe siècle.
Et une fois de plus, ils ont violé la souveraineté du Pakistan, avec l'entière complicité des autorités serviles de ce pays.

La justification comme quoice crime a été commis pour venger les attentats du 11 septembre 2001 est très cynique, considérant que, depuis lors, les troupes étasuniennes ont occupé l'Afghanistan et l'Irak, assassinant des millions d'enfants, de femmes et d'hommes innocents.

Cette action de commando, menée dans le secret et tuant des gens désarmés, matérialisée quelques jours après que le Président des Etats-Unis avait justifie la torture, en reconnaissant qu'on était arrivé à Ben Laden grâce aux données recueillies sous la torture, montre à quoi sert le prix Nobel de la Paix attribué à Obama au début de son mandat : blanchir celui qui continue à perpétrer les crimes impérialistes. Il n'est pas étonnant que George Bush aie applaudi l'assassinat de Ben Laden comme une grande victoire sur le terrorisme !

Un succès très mitigé

En effet, Obama peut présenter cet événement comme une victoire dans la guerre contre le terrorisme : il a mis fin à la vie de l'homme le plus recherché de la planète depuis dix ans. Et il a porté un coup sérieux à Al-Qaïda, bien que cela ne semble pas avoir liquidé l'organisation.

L'assassinat de Ben Laden permet à Obama de redorer son blason à l'intérieur des Etats-Unis. Le Président était profondément affaibli, avec une baisse importante de sa popularité à cause d'une politique qui cherche à soutenir et à sauver les banquiers et les hommes d'affaires qui ont provoqué une des crises les plus graves de l'histoire. Cette crise a approfondi la baisse de l'emploi et des salaires et a attaqué les conquêtes populaires de base, tels que l'éducation et la santé publique, ainsi que les plans pour aider les plus pauvres et les plus vulnérables.

En même temps, cet acte terroriste des Etats-Unis est une tentative pour affirmer son autorité dans une région qui est en train de subir de sérieux revers : la défaite en Irak, l'enlisement en Afghanistan, la vague de révolutions dans le monde arabe, qui renversent ou menacent de renverser les dictateurs qui sont des pièces plus ou moins importantes sur l'échiquier de la domination impérialiste.

Avec l'action commando des Navy SEALs, le gouvernement des Etats-Unis brandit le poing à tous ceux qui veulent mettre fin à la domination étasunienne dans la région, en disant qu'il dispose de la force militaire pour intervenir partout, et au moment où il se le propose.

La chute de l'influence d'Al-Qaïda et de tous les courants islamiques

Pour analyser le poids et l'importance de ce fait, il ne faut pas oublier qu'Al-Qaïda, ainsi que l'ensemble des forces islamiques, ont vu retomber dans une large mesure leur influence dans la région. Cela est évident par le fait que la révolution en Libye, en Egypte et en Tunisie, ainsi que les manifestations qui ont eu lieu en Palestine, en Syrie, au Yémen et dans d'autres pays, sont dirigées par des forces laïques.

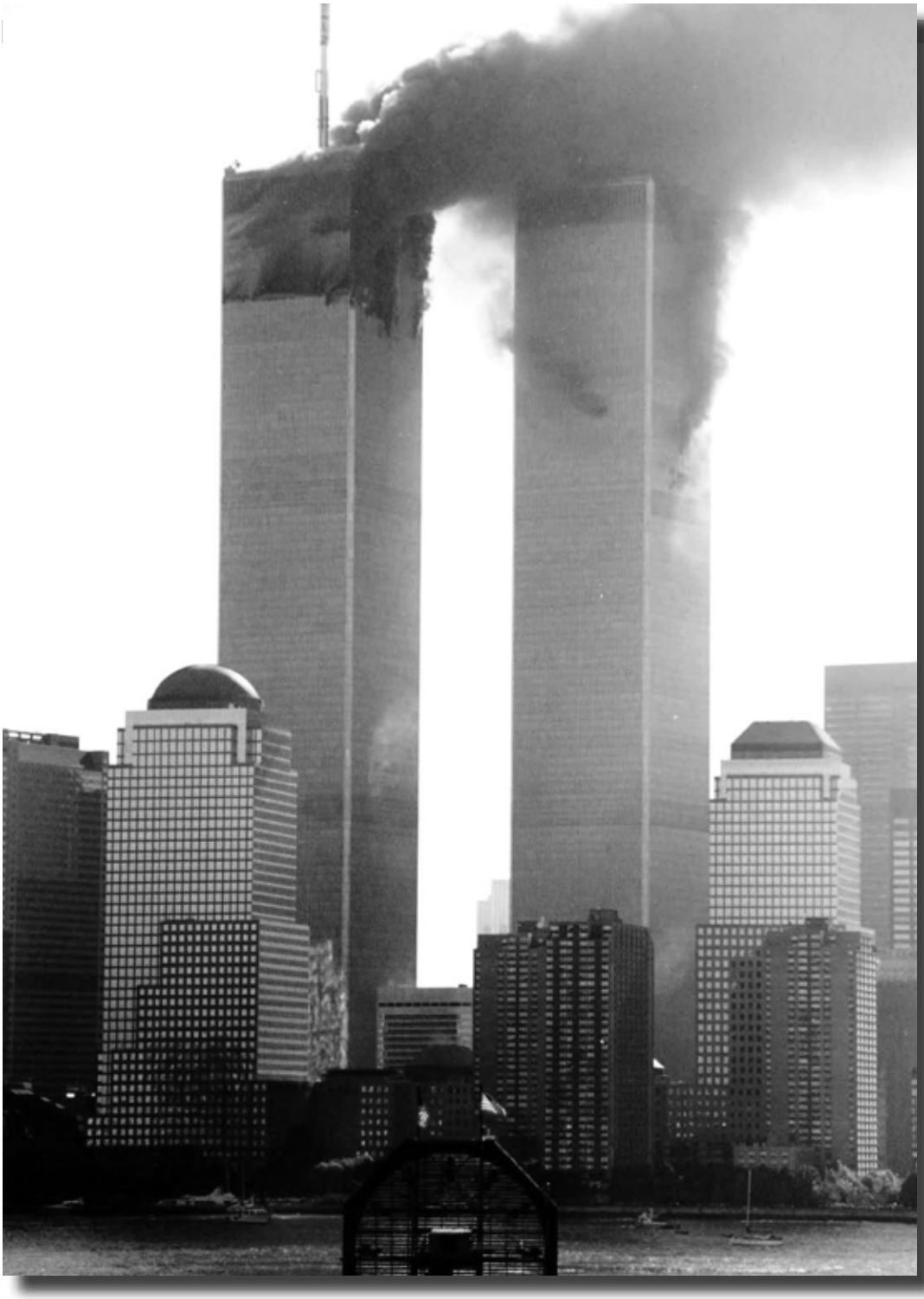
Les courants islamiques de plus longue tradition, comme les Frères musulmans en Egypte, le Hezbollah au Liban, le Hamas à Gaza, sont restés à l'écart des actions des masses ou ont même essayé de les freiner. En Iran, il y a eu des protestations directement contre le régime dirigé par les islamiques chiites.

Ben Laden et son organisation n'ont joué aucun rôle dans l'actuelle vague révolutionnaire qui secoue le Moyen-Orient, quoi qu'en disent les mensonges répétés par Kadhafi sur Al-Qaïda qui aurait inspiré la rébellion en Libye.

Cela confirme ce que nous, la LIT-QI, nous avons toujours dit concernant Ben Laden et son organisation : que c'est un courant bourgeois, autre fois dirigé par la CIA (quand celle-ci faisait face à l'occupation de l'Afghanistan par l'URSS dans les années quatre-vingt). Quoique Al-Qaïda se soit retourné par la suite contre les Etats-Unis - comme d'autres dirigeants arabes bourgeois et d'anciens agents étasuniens comme Saddam Hussein - cette organisation n'a rien à voir avec les intérêts des travailleurs et des peuples arabes à travers le monde, et y est opposée. Et ses actions terroristes ont toujours servi à l'impérialisme et ses alliés pour justifier des mesures répressives contre les peuples.

Pourquoi maintenant ?

Si Ben Laden et Al-Qaïda ne faisaient pas partie de la révolte arabe - le principal danger auquel l'impérialisme fait face actuellement dans le monde - pourquoi Obama a-t-il choisi ce moment pour assassiner le chef terroriste ? L'explication peut être trouvée dans la recherche d'une issue au moins « digne » à la guerre en Afghanistan.



L'attaque contre les tours jumelles à New York, le 11 septembre 2001, a été attribuée à Al-Qaïda, dont le chef suprême, Ben Laden, est devenu fameux à travers le monde. En même temps, ce fait a été utilisé par George W. Bush pour lancer sa « guerre contre le terrorisme ».

George W. Bush a mis son pays dans la guerre contre les talibans, il y a une dizaine d'années. Par la suite, il a fait de même en Irak sous prétexte de poursuivre le terrorisme et Al-Qaïda, qui aurait son plus grand sanctuaire sur la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan. De cette façon, il a renversé le gouvernement des talibans, qu'il considérait comme des alliés de Ben Laden.

Mais tout comme en Irak, l'occupation de l'Afghanistan est devenue un bourbier de sang dans lequel les Etats-Unis s'enfoncent de plus en plus profondément, avec d'énormes coûts financiers et aucun succès politique ou militaire, alors que les talibans, loin d'être vaincus, contrôlent de grandes zones du pays.

Les Etats-Unis ont besoin de commencer à retirer leurs troupes qui s'y enlisent, comme ils ont réduit et concentré leurs troupes en Irak, pour éviter une défaite claire et ouverte. Ils ont maintenu des contingents dans des bases, qui essayent de ne pas intervenir directement et de se maintenir comme réserves de l'impérialisme.

En même temps, le gouvernement étasunien doit mettre fin à cette hémorragie afin de pouvoir se concentrer sur la vague de la révolution arabe, pour le moment imparable.

Pour cette raison, le gouvernement d'Obama avait déjà annoncé qu'il commencerait en juillet de cette année à retirer ses troupes de là, tout en cherchant un règlement négocié avec les talibans et en y laissant des bases militaires, comme il l'a fait en Irak. Il lui fallait trouver le moyen pour éviter que ce retrait soit vu comme une nouvelle défaite militaire des Etats-Unis.

L'assassinat de Ben Laden permet au gouvernement étasunien de dire qu'il commence le retrait parce qu'il a triomphé, en anéantissant l'ennemi qu'il est allé chercher là-bas.

Reste à voir, de toute façon, si l'impérialisme parvient à atteindre ne fût-ce que l'objectif limité d'un règlement négocié. Jusqu'à présent, les talibans sont toujours à l'offensive et contrôlent de grandes zones de l'Afghanistan, et ils n'ont pas accepté de s'asseoir à la table de négociations avec les Etats-Unis.

En outre, l'action commando étasunienne a provoqué une énorme crise dans l'armée et le gouvernement du Pakistan, qui sont censés être la principale base de soutien à l'effort de guerre des puissances impérialistes dans la région. C'est-à-dire, contrairement à son objectif, l'assassinat de Ben Laden pourrait bien approfondir la crise dans la région afghano-pakistanaise.

Le VIe Congrès du PCC réaffirme la restauration capitaliste

Gabriel Massa (Argentine)

Partout dans le monde, les titres des journaux concernant le sixième Congrès du Parti communiste cubain (PCC) ont mis l'accent sur certaines mesures caractéristiques des plans d'ajustement capitalistes adoptés par ce congrès. En particulier, le plan de licenciement de 500.000 fonctionnaires, comme première tranche de la suppression de 1,3 millions d'emplois de l'Etat est mis en évidence.

Selon le plan, les licenciements massifs dans l'Etat seraient compensés - comme dans les plans d'ajustement de n'importe quel pays capitaliste - par la promotion du secteur privé, avec l'octroi de nouvelles licences pour la création de petites entreprises autorisées à recruter du personnel, et l'accroissement des investissements étrangers. C'est ce que dit la résolution 168 du document *Lignes directrices économiques et sociales* approuvé par le Congrès : « *Modifier la structure de l'emploi, réduire le nombre excessif de salariés et développer l'emploi dans le secteur non étatique. A cet effet, il faut développer l'emploi dans le secteur non étatique comme une autre alternative d'emploi, en fonction des nouvelles formes d'organisation de la production et des services à mettre en place.* » (voir *Sobre el resultado del Debate de los Lineamientos de la Política Económica y Social del Partido y la Revolución*, mai 2011, site du PCC).

Selon une dépêche de l'agence espagnole EFE : « *Le gouvernement cubain a concédé jusqu'à la fin de mars 180 000 nouvelles licences pour travailler comme indépendant, en plus des 157 000 licences existantes en octobre 2010, date à laquelle il a autorisé l'extension de cette forme d'emploi à 178 activités économiques.* » (09/04/2011)

Parallèlement à cela, le Congrès a décidé l'élimination de la « carte de rationnement », le système par lequel la population avait la garantie d'obtenir la plupart de sa nourriture et les produits de première nécessité. Pour couvrir les effets de la suppression de la « carte », on décharge sur les familles cubaines déjà accablées le soutien de ceux qui sont incapables de travailler ou qui n'ont pas de pension de retraite. Et on maintien une certaine forme de subvention très faible pour ceux qui n'ont pas de soutien familial : « *Supprimer la gratuité indue et les subventions excessives, selon le principe de compenser les personnes dans le besoin et non de subventionner des produits en général.* » (Résolution 173 du document cité). « *Mettre en œuvre la suppression ordonnée et progressive de la carte de rationnement comme forme de distribution réglementée, égalitaire et à des prix subventionnés.* » (Résolution 174). (...) « *Supprimer les allocations qui peuvent être assumées par les individus ou leurs proches et ajuster les autres concédées aujourd'hui.* » (Résolution 165).

A cela, il faut ajouter la fermeture des cantines pour les travailleurs, ou leur maintien mais sans prix subventionnés. « *Maintenir les cantines où elles sont essentielles, en assurant le payement de leurs services à des prix non subventionnés.* » (Résolution 175).

En outre, on réduira le budget de l'Etat pour les pensions, en augmentant les cotisations des travailleurs : « *Diminuer la participation relative du budget de l'Etat dans le financement de la sécurité sociale, qui va continuer à croître à cause du nombre croissant de retraités. Il est donc nécessaire de continuer à élargir la contribution des travailleurs du secteur de l'Etat et la mise en œuvre des régimes spéciaux de contribution dans le secteur non-étatique.* » (Résolution 154).

Raul Castro reconnaît le mécontentement populaire

Le peuple cubain est réticent à exprimer ses plaintes dans les réunions officielles, étant donné que toute personne qui critique le régime s'expose à de dures représailles. Mais, évidemment, les attaques exorbitantes contenues dans le plan d'ajustement approuvé ont provoqué un tollé de protestations que la direction du PCC ne pouvait pas ignorer.

Dans son intervention principale au sixième Congrès du PCC (dont le texte est disponible sur le site en ligne de Granma, organe officiel du PCC), Raul Castro a dû reconnaître et prendre en compte l'indignation exprimée dans les réunions préparatoires du Congrès, qui, selon lui, auraient impliqué plus de 8 millions de personnes : « *Le carnet de rationnement et son élimination a été, sans aucun doute, la question qui a provoqué la plupart des interventions des participants au débat, et c'est logique : deux générations de Cubains ont passé leur vie sous ce système de rationnement qui, en dépit de son caractère égalitaire nuisible, a assuré pendant des décennies à tous les citoyens l'accès aux aliments de base à des prix ridicules, fortement subventionnés. (...)*

Personne dans la direction de ce pays ne peut s'imaginer, à moins qu'il soit fou, de décréter d'un jour à l'autre l'élimination du système sans créer les conditions pour cela. (...) A Cuba, sous le socialisme, il n'y aura jamais de place pour la 'thérapie de choc' contre les plus démunis et qui sont traditionnellement ceux qui soutiennent la Révolution plus fermement, contrairement aux paquets de mesures fréquemment utilisés par mandat du Fonds monétaire international et d'autres organisations économiques internationales, au détriment des pays du tiers monde, et même, ces derniers

temps, dans les pays les plus développés, où des manifestations de la population et des étudiants sont violemment réprimées.

La Révolution ne laissera aucun cubain sans défense et le système d'assistance sociale est en cours de réorganisation pour assurer le soutien durable et rationnel de ceux qui en ont vraiment besoin. Au lieu de subventionner massivement des produits, comme nous le faisons maintenant, nous allons passer progressivement à soutenir les gens qui se trouvent sans autre soutien.

Ce principe reste valable dans la réorganisation totale de la main-d'œuvre, déjà en cours, afin de réduire le nombre excessif de salariés dans le secteur public, sous le strict respect de la qualification démontrée. Le processus se poursuivra, lentement mais sûrement, et le rythme sera déterminé par notre capacité à créer les conditions nécessaires à son déploiement complet.

L'expansion et la flexibilité du travail dans le secteur non étatique doit y contribuer, ensemble avec d'autres facteurs. Cette forme d'emploi, à laquelle ont accédé un peu plus de 200 000 Cubains depuis octobre de l'année dernière jusqu'à ce jour, le nombre de travailleurs indépendants ayant doublé, constitue une alternative d'emploi couverte par la législation en vigueur. Elle doit donc avoir l'appui, le soutien et la protection des autorités à tous les niveaux, tandis que d'autre part est exigée le strict respect des obligations, y compris celles concernant l'impôt, avec la rigueur que demande la loi. »

En déclarant que le gouvernement « *va réduire le nombre excessif de salariés de l'Etat* » et « *supprimer la carte de rationnement* », mais « *qu'aucun Cubain ne sera laissé sans défense* », et que l'on va dorénavant « *soutenir les personnes sans autre soutien* » et « *amplifier le secteur non étatique* », c'est-à-dire promouvoir l'entreprise privée, ce qui dit Raul Castro - en accord avec le document *Lignes directrices économiques et sociales du VI Congrès* cité ci-dessus - est qu'on mettra en oeuvre à Cuba, précisément, les critères dictés par le FMI et la Banque mondiale pour tous les pays capitalistes face à la crise mondiale : une attaque brutale contre les travailleurs, avec un ajustement très dur imposé par l'Etat, y compris des licenciements massifs et des réductions de toutes les dépenses sociales, la promotion des entreprises privées et de quelques mesures minimales pour les secteurs les plus submergés par la pauvreté.

Il est intéressant de comparer le discours de Raul Castro avec celui des chefs de gouvernement d'autres pays en Amérique latine, comme Lula et Dilma Rousseff au Brésil, Cristina Kirchner en Argentine, Evo Morales en Bolivie, Chavez au Venezuela : tous appliquent des plans qui suivent les lignes directrices établies par le FMI et la Banque mondiale, pour assurer le pillage des richesses de leurs pays et l'exploitation des travailleurs par les multinationales, ainsi que la destruction des services publics essentiels comme la santé et l'éducation. Ces plans combinent les attaques drastiques contre les conquêtes historiques de la classe ouvrière - comme le plein emploi et la « carte de rationnement » à Cuba - avec des subventions aux plus nécessiteux (tels que les plans de chef de famille en Argentine ou le programme Panier-ménage au Brésil) pour éviter les émeutes populaires. Et ils essayent de cacher cette défense des intérêts des grandes entreprises capitalistes, au détriment du pays et des travailleurs, avec des plaintes contre la « thérapie de choc » imposée par le FMI, la Banque mondiale et les gouvernements impérialistes.

Cette rhétorique populiste pour dissimuler un ajustement terrible contre les travailleurs, si semblable à la politique des autres dirigeants latino-américains, est une nouvelle confirmation que, depuis l'élimination de la planification économique centrale et du monopole du commerce extérieur et des finances dans la première moitié de la décennie de 1990, Cuba est retourné au capitalisme avec tous les maux dont souffrent les pays d'Amérique latine.

Au service du profit et du paiement de la dette extérieure

Cuba est un des pays qui ont été le plus durement touchés par la crise en Amérique latine, avec une forte baisse du taux de croissance de sa production, qui a chuté de 4 % en 2008 à 1,4 % en 2009 et 1,9 % en 2010. Le déficit du budget de l'Etat en 2010 était de 3,5 %. En outre, Cuba est confrontée, à court terme, à de graves échéances de sa dette extérieure, estimée à environ 20 milliards de dollars.

L'ajustement brutal ratifié lors du sixième Congrès du PCC est un élément fondamental de la réponse du gouvernement de Castro à cette situation.

Il faut considérer que cela se situe dans le cadre d'un plan qui remonte à plusieurs années, de réduction du secteur public au profit du privé. Par exemple, en 1981, 91 % de l'emploi était de l'Etat et 9 % privé, alors qu'en 2000, l'emploi de l'Etat est tombé à 76 % et 24 % est passé au privé. Une autre mesure de la réduction du secteur public en faveur de l'activité privée est donnée par la réduction du budget de l'Etat, qui est passé de 75,9 % du produit intérieur brut en 2009 à 70 % en 2010.

Les 500 000 licenciements annoncés, la suppression de la carte de rationnement, la réduction des contributions de l'Etat à la sécurité sociale et les autres mesures d'ajustement visent précisément à continuer à diminuer l'intervention de l'Etat, réduire le déficit, assurer le paiement de la dette extérieure et faciliter le développement du secteur privé. Tout cela, nous insistons, dans le cadre de la crise.

Ceci est confirmé par le ministre cubain du Commerce extérieur, Rodrigo Malmierca, dans des déclarations publiées le 2 novembre 2010 dans le journal *El País* d'Espagne : « *Le ministre espère que les dernières réformes introduites dans l'économie de l'île - où le gouvernement a annoncé une réduction significative du secteur public, ce qui éliminera un demi-million d'emplois en vue de promouvoir l'initiative privée - vont permettre de maintenir la croissance*. [...] *Les réformes vont assurer une augmentation soutenue de l'efficacité économique, des économies substantielles de ressources et un progrès consolidé dans le sens de remédier à nos financements extérieurs.* »

En bref, la démonstration ultime que Cuba est un Etat capitaliste est, en premier lieu, la façon dont la crise mondiale l'affecte, et d'autre part, le fait que, pour essayer de mettre fin à la crise, elle applique exactement le même type de mesures que prennent les pays capitalistes les plus touchés par la crise.

La présence croissante des multinationales

S'il faut encore une confirmation supplémentaire de la nature de l'économie cubaine, le document *Lignes directrices économiques et sociales du sixième Congrès du PCC*, dans son chapitre sur l'investissement étranger, revendique la formule de base du modèle capitaliste chinois qui, d'ailleurs, se trouvait déjà dans la loi sur les investissements étrangers adoptée en 1995. Dans sa résolution 96, le document adopté maintenant dit : « *Promouvoir la création de Zones spéciales de développement afin de permettre l'augmentation des exportations, le remplacement effectif des importations, les projets de haute technologie et de développement local et qui contribuent à de nouvelles sources d'emploi.* » Et l'article 99 ajoute : « *Analyser, parmi les alternatives de financement grâce aux investissements étrangers, les industries non destinées à l'exportation, mais qui s'avèrent être essentielles pour assurer d'autres productions essentielles de l'économie ou pour la substitution des importations.* »

Précisons que la présence de multinationales est depuis de nombreuses années un aspect très important de la restauration capitaliste à Cuba.

Comme on sait, l'hôtellerie et tout ce qui concerne le tourisme occupe une place centrale à cet égard. Un article publié le sur le site de Terra sur Internet, il y a un an (05/04/2010), dit à ce propos : « *Cuba appliquera un nouveau droit immobilier pour les investissements touristiques qui développent des régions vierges ainsi que des projets de plages et de terrains de golf, a déclaré mardi le ministre concerné, Manuel Marrero* [...] *afin de pouvoir développer des régions vierges et ces 'segments' de loisirs, dont 13 projets sont déjà en cours. La décision coïncide, a-t-il rappelé, avec le 20e anniversaire de l'installation du premier hôtel avec investissement étranger à Cuba, inauguré dans la station balnéaire de Varadero, à 150 km à l'est de La Havane, en mai 1990. Depuis lors, dit-il, à Cuba fonctionnent 66 hôtels, avec 27 909 chambres, gérés par 13 chaînes étrangères, en plus de 5 500 chambres construites en « association économique internationale », une forme d'investissement étranger avec l'Etat.* [...] *En 2009, Cuba a reçu 2,4 millions de touristes, 3,5 % de plus qu'en 2008, mais les revenus ont chuté de 11 % et l'année a clôturé avec environ 2 milliards de dollars. Au premier trimestre de cette année, 1,05 millions de touristes ont visité Cuba, un record, selon Marrero* ».

En ce qui concerne le secteur de l'énergie, dans un article publié le 26/6/2005 sur *www.xing.com/net/cuba/news* sous le titre *Cuba s'ouvre aux multinationales*, le journaliste José María Tripes disait : « *Les concessions les plus importantes se trouvent... dans le domaine du pétrole, où Repsol YPF a obtenu à la fin de 2000 des droits pour six blocs en eaux profondes dans la zone cubaine du Golfe du Mexique. Les travaux d'exploration sismique et de forage de puits d'exploration ont permis à la compagnie pétrolière espagnole d'identifier jusqu'à quatre cibles potentielles d'une capacité totale de production de pétrole brut estimée à 6 116 barils par jour. L'importance de cette découverte a mené le directeur de ressources pétrolières et gazières de Cambridge Energy Resarch Associates, Robert W. Esser, à-dire dans le New York Times que cela peut catapulter Cuba dans la catégorie d'autres pays émergents comme des cibles non sans risque mais prometteur pour le développement du pétrole, comme la Mauritanie, le Sénégal, le Maroc et la Guinée-Bissau.* »

Dans un document d'avril 2011, intitulé *Investissements étrangers à Cuba*, le bureau d'affaires de l'ambassade d'Espagne à La Havane a mis en évidence la présence d'entreprises « *du Canada dans l'industrie du nickel, de la France dans la production et l'exportation de rhum, de Venezuela dans la raffinerie de pétrole de Cienfuegos, de la Suisse dans la production d'eau et de boissons gazeuses, d'Israël dans le secteur immobilier et les exportations d'agrumes, et ainsi de suite* ».

D'autre part, le quotidien espagnol *La Razón* a apporté, il y a plus d'un an, quelques données significatives sur les relations entre Cuba et la Chine : « *L'Île* [...] *a accepté d'envoyer à la Chine 4 400 tonnes par an* [de nickel ...]. *La Chine a mis à disposition un nouveau crédit de couverture, de 400 millions de dollars, pour les exportations d'infrastructures et le développement.* [...] *Le nickel occupe, depuis 2000, la première place dans les exportations cubaines et est le secteur qui a fourni le plus de recettes en devises : 5,5 milliards de dollars en 2008, malgré l'effondrement des prix lors de la crise économique. (...) En un an seulement, d'octobre 2004 jusqu'au même mois en 2005, le commerce bilatéral a augmenté de 551 à 775,3 millions de dollars, ce qui a avancé la Chine de la quatrième à la deuxième place parmi les partenaires commerciaux de Cuba. Actuellement, ce chiffre s'élève à 2 700 millions de dollars.* [...] *La société pétrolière chinoise Sinopec, deuxième compagnie pétrolière de l'Etat et une des 10 plus importantes dans le monde, a signé en 2005 un accord de coproduction avec l'entreprise d'Etat Cubapetroleo pour l'exploration pétrolière et l'exploitation.* » (*China se queda con el Níquel cubano*, www.Larazon.es 17/10/2009).

Comme ailleurs dans le monde, les multinationales investissent à Cuba - dans des coentreprises ou d'autres formes de partenariat - non pas pour « développer son économie », mais pour piller ses ressources naturelles, exploiter ses travailleurs, contrôler les exportations et garder les bénéfices.

Nous appelons à entourer les travailleurs et le peuple cubain de solidarité

Voici un extrait de la déclaration du Comité Exécutif International de la LIT-QI, du 19 mars 2011.

Face aux salaires de 18 dollars par mois, les licenciements en masse, la détérioration de la santé et de l'éducation, il y a aujourd'hui une situation désespérée pour les travailleurs, la jeunesse et le peuple cubains - qui ont été les protagonistes de la première, et la seule, révolution socialiste victorieuse en Amérique. Les travailleurs et le peuple cubain ont faim, parce qu'ils ne parviennent pas à survivre avec un salaire de 18 dollars par mois. D'autre part, cette situation tend à s'aggraver de manière qualitative, car le gouvernement a annoncé, pour les mois prochains, de nouvelles attaques contre leur niveau de vie, avec entre autres le licenciement de 1,3 millions de travailleurs de l'Etat.

Une partie des travailleurs cubains parvient à survivre du fait qu'un parent lui envoie de l'argent depuis l'extérieur. Mais la majorité n'ont pas cette aide, et c'est pourquoi ils sont obligés de s'humilier face aux touristes (deux millions et demi en 2010), de les harceler en leur demandant des pourboires pour tout type de service (réel ou inventé), en vendant les célèbres havanes volés, en demandant un savon, un shampoing ou un simple bonbon, en même temps que deux fléaux, qui avaient disparu avec la révolution, augmentent de manière impressionnante : la mendicité et la prostitution.

Jusqu'à présent, contrairement à ce qui s'est passé dans les pays de l'Est européen quand les partis communistes ont restauré le capitalisme, à Cuba il n'y a pas eu de grandes mobilisations contre le gouvernement. Le prestige de la direction cubaine, pour avoir dirigé dans le passé la révolution contre le capitalisme et l'impérialisme, a été un frein important à l'action des masses contre le gouvernement et contre le Parti communiste. Mais la patience des cubains semble arriver à son terme. Le mécontentement, envers la situation et le gouvernement des frères Castro, est actuellement généralisé et il est fort possible qu'il y ait à Cuba, à court ou moyen terme, une explosion semblable à celle qui a eu lieu dans les pays de l'Est européen à la fin des années 80, ou à celles à laquelle nous assistons maintenant dans les pays arabes.

Le gouvernement et le Parti communiste cubain connaissent ce danger. C'est pourquoi ils ne permettent pas que tout type d'information sur ce que les masses font dans les pays arabes soit relayée par la télévision ou la radio (les deux contrôlées par le gouvernement). D'autre part, il faut rappeler que le peuple cubain n'a pas accès à Internet et qu'à Cuba il n'existe pas de journaux ni de revues qui ne sont pas du Parti Communiste.

Toutefois, face à tant d'exploitation et d'humiliation, il est très difficile que la censure du gouvernement, pour empêcher que les cubains sachent ce qui arrive dans le reste du monde, soit efficace. D'une manière ou d'une autre, tôt ou tard, les travailleurs cubains vont se rebeller contre cette situation, et quand ce sera le cas, une nouvelle grande menace va peser sur leurs têtes : la répression. C'est pourquoi nous appelons, dès maintenant, à « entourer les travailleurs et le peuple cubain de solidarité ».

Dire la vérité, si dure soit-elle

A Cuba, en 1959, les forces de la guérilla commandée par Fidel Castro, Camilo Cienfuegos et Che Guevara ont vaincu les forces du dictateur Batista. Peu de temps après, la Révolution cubaine a fait face à tous les capitalistes, nationaux et étrangers, et a mis ses ressources économiques au service du développement du pays. Pour le faire, trois mesures importantes ont été prises sur le terrain économique : l'expropriation et la nationalisation de tous les moyens de production (usines, terres, commerce, banques, etc.) ; le monopole du commerce extérieur ; et la planification centralisée de l'économie. Sur la base de ces mesures, les travailleurs ont obtenu une série de conquêtes, dont la plupart n'existaient ni à Cuba ni dans d'autres pays du continent (même pas aux Etats-Unis) : le plein emploi, le logement pour tous, la médecine gratuite et de haute qualité (aussi pour tous), la fin de l'analphabétisme, la fin de la prostitution, de hauts niveaux de scolarité (jusqu'à aujourd'hui 50% des travailleurs cubains ont fait 12 années d'études). Et finalement, ce n'est pas le moins important, les cubains ont conquis la fierté d'être un peuple qui a été capable de montrer aux travailleurs de tout le continent qu'on peut faire face au capitalisme et à l'impérialisme et les vaincre.

Toutefois, ces trois mesures (nationalisation des moyens de production, monopole du commerce extérieur et

Avec la restauration du capitalisme, les vieux fléaux, comme la prostitution, sont revenus.

planification centralisée de l'économie) ont été éliminées au début des années 90 par le gouvernement et la direction du Parti Communiste, à un tel point que la Constitution du pays elle-même a été changée pour permettre la propriété privée des moyens de production. Ainsi, les « droits » du capital, qui avaient été éliminés avec la révolution, ont été rétablis, et avec le retour du capitalisme, les vieux fléaux de la période du gouvernement de Batista sont revenus.

Les défenseurs du gouvernement cubain disent que le capitalisme n'a pas été restauré, que ce qui a été fait est simplement permettre l'activité d'entreprises étrangères dans le pays, mais en respectant les lois cubaines, et que d'autre part, le gros des entreprises sont de l'Etat, lequel continue à être « socialiste ».

Tout cela n'est pas comme ils disent. Il est vrai que les entreprises étrangères sont obligées de respecter les lois cubaines, mais il est vrai aussi qu'on a adopté de nouvelles lois, parmi lesquelles la « Loi sur les Investissements Etrangers », pour permettre que les entreprises étrangères aient beaucoup plus de droits que ceux qu'auraient ces mêmes entreprises dans tout autre pays du monde. D'autre part, l'ensemble des entreprises qui existent dans le pays - de l'Etat, mixtes, de capital cubain ou étranger - ne travaillent pas pour une économie socialiste (pour un plan économique central), mais pour le marché national et international. Il faut clarifier aussi que les Cubains qui travaillent dans les entreprises internationales n'ont pas la protection de l'Etat « socialiste » cubain. Au contraire, le travailleur cubain ne reçoit pas le même salaire que ces entreprises payent dans d'autres parties du monde. Les Cubains gagnent seulement leurs misérables 18 dollars par mois, la majorité de ces entreprises étant de propriété mixte (associées avec l'Etat). Quel est par conséquent le rôle de l'Etat cubain ? Garantir non seulement les droits du capital international pour exploiter cruellement les travailleurs cubains, mais aussi être partenaire dans cette exploitation, qui est qualitativement supérieure à ce qui se passe dans la majorité des pays de l'Amérique latine et du monde.

La chaîne d'hôtels Meliá est un témoignage éloquent de la restauration du capitalisme dans l'Île.

De faux arguments

Ceux qui défendent le gouvernement et le régime castriste de l'extérieur de Cuba (à l'intérieur de Cuba, il est très difficile de trouver quelqu'un qui le fasse), font valoir que le gouvernement a dû ouvrir les portes au capitalisme international pour défendre le « socialisme », parce que Cuba était isolé après la fin de l'URSS et il n'avait donc pas d'autre alternative.

Cet argument est doublement mensonger. D'abord parce qu'il n'est pas vrai que le gouvernement cubain a fait appel au capitalisme pour défendre le socialisme. Il a fait appel au capitalisme international pour restaurer le capitalisme. Ce n'est pas pour défendre le socialisme qu'on a mis un terme à la propriété étatique des moyens de production, qu'on a supprimé le monopole du commerce extérieur et qu'on a mis un terme à la planification centralisée de l'économie. De la même manière, ce n'est pas une mesure socialiste que de licencier plus d'un million de travailleurs ou de ne pas ravitailler les pharmacies populaires pour que les travailleurs soient obligés d'acheter les médicaments dans les pharmacies des hôtels internationaux.

Deuxièmement, il convient de se demander pourquoi Cuba était isolé quand il était encore un Etat ouvrier ? C'était parce que les travailleurs et les peuples du reste du continent et du monde ne combattaient pas ou ne faisaient pas de révolutions ? Non. Ce n'est pas pour cela, mais parce que la direction cubaine a suivi la même politique que celle des directions de l'URSS, de la Chine, de l'Allemagne de l'Est, etc. : la coexistence pacifique avec l'impérialisme, au lieu de la révolution latino-américaine et mondiale.

Le cas de la Révolution Sandiniste au Nicaragua est exemplaire pour cette politique. Après avoir vaincu l'armée de Somoza et pris le pouvoir, la direction sandiniste s'est adressée à Cuba pour s'entretenir avec Fidel Castro. Ce dernier lui a donné le conseil suivant : « Ne fait pas du Nicaragua un nouveau Cuba ». C'est-à-dire, n'expropriez ni la bourgeoisie nationale ni l'impérialisme. Et les résultats sont là. Nicaragua, dirigé aujourd'hui par Daniel Ortega, ancien commandant de la guérilla et actuellement multimillionnaire, est non seulement un Etat capitaliste, mais un des pays du monde où règne la plus grande inégalité sociale.

C'est justement cette politique, de coexistence pacifique avec l'impérialisme dans un monde dominé par lui, qui a amené toutes les économies des anciens Etats ouvriers à la crise et qui a poussé toutes les bureaucraties au pouvoir à chercher, à la fin des années 80, le soutien des puissances impérialistes pour sortir de cette crise. Ils l'ont fait, non seulement sous la forme de crédits, comme ils avaient fait depuis quelques années, mais en rétablissant les droits du capital pour surexploiter les travailleurs de leurs Etats. Cuba, étant dirigée par une bureaucratie, avec des intérêts très différents de ceux des travailleurs de ce pays, n'a pas été une exception ni ne pouvait l'être.

La « démocratie » à Cuba

Les défenseurs du gouvernement cubain, de l'extérieur de Cuba, disent que dans ce pays il y a de la démocratie, qu'il est vrai qu'il n'y a pas de démocratie pour les *gusanos* mais qu'il y a de la démocratie pour les travailleurs, le peuple.

A l'intérieur de Cuba, personne ne dit cela car celui qui le dirait risquerait, dans le meilleur des cas, de recevoir comme réponse un éclat de rire. Ceux qui disent qu'il y a de la démocratie pour les travailleurs à Cuba, devraient expliquer quel organisme des travailleurs a voté le salaire de

18 dollars par mois, quel organisme a voté qu'il fallait licencier 1,3 millions de travailleurs, quel organisme des travailleurs a voté que les Cubains ne peuvent lire aucun journal, à moins que ce soit Granma, l'organe officiel du Parti Communiste, quel organisme des travailleurs a voté que le peuple cubain ne peut pas avoir accès à Internet.

Au sujet de la démocratie ouvrière, il faut aussi dire la vérité, si dure soit-elle. Et la vérité est qu'il n'y a jamais eu de démocratie pour les travailleurs et le peuple cubain, même pas aux moments dorés de la révolution, quand ils expropriaient les capitalistes et l'impérialisme, et cela explique beaucoup de ce qui se passe actuellement.

Cuba était un Etat ouvrier parce qu'à partir de l'expropriation de la bourgeoisie, le droit du capital d'exploiter les travailleurs a été éliminé, mais à Cuba, jamais les travailleurs n'ont contrôlé le destin de leur pays au moyen de leurs organismes.

Ce qui existait et existe à Cuba, c'est un régime identique à celui qui existait dans l'ancienne URSS et à celui qui existe en Chine : un régime basé sur un parti unique, le Parti Communiste, soutenu par l'armée. Mais en réalité, il serait faux d'affirmer que le Parti Communiste dirigeait ou dirige Cuba. Ce qui est à la tête de l'Etat cubain, c'est un petit groupe autour de Fidel et Raúl Castro, car pour que le Parti communiste puisse diriger, il devrait y avoir un certain type de démocratie interne, et cela n'existe pas. Le Parti communiste cubain ne réalise pratiquement pas de congrès. Il y en aura un maintenant, au mois d'avril, après 16 ans, mais en réalité ce « Congrès » sera une réunion de bureaucrates, car on sait, par Granma, que les délégués seront élus par une réunion plénière de secrétaires généraux.

La restauration du capitalisme dans l'Île, combinée avec le total manque de démocratie, a donné comme résultat l'existence d'une dictature comparable aux plus sanguinaires dans le monde. En réalité, sous certains aspects, il s'agit d'une dictature bien pire. Par exemple, sous la dictature de Moubarak, en Egypte, il y avait quelques partis légaux d'opposition. Il y avait plusieurs journaux, soumis à la censure, il est vrai, mais qui existaient. Il y avait un accès général à Internet et il y avait quelques syndicats indépendants. Tout cela est impensable à Cuba.

N'y avait-il pas, n'y a-t-il pas d'autre chemin ?

Ce n'est pas vrai qu'à Cuba, il n'y avait pas, il n'y a pas d'autre alternative que de tomber dans les bras du capitalisme mondial. L'industrie touristique offre des ressources impressionnantes, il y a la production et les réserves de nickel, la production de sucre, de café et de tabac. Si tout cela était de nouveau entre les mains de l'Etat et si l'Etat fonctionnait de nouveau sur la base d'une économie planifiée, ces ressources seraient suffisantes, au moins, pour que les Cubains aient accès aux aliments et aux médicaments.

Il est clair que, même en expropriant la nouvelle bourgeoisie nationale et les entreprises impérialistes, il serait impossible que Cuba dépasse, de manière isolée, les pays capitalistes de la région, sans parler des grandes puissances impérialistes. Mais pourquoi Cuba devrait-elle rester isolée, en expropriant de nouveau le capitalisme ? Des dizaines de révolutions contre le capitalisme explosent partout dans le monde. Que se passerait-il si la direction cubaine soutenait ces révolutions pour qu'elles triomphent ? Cuba ne resterait pas isolée. Par exemple, en Libye, les masses mènent une révolution armée contre le dictateur Kadhafi, très semblable à celle que les Cubains ont mené à la fin des années 50 contre le dictateur Batista. Que se passerait-il si la direction cubaine soutenait cette révolution ? Les possibilités de victoire seraient supérieures, et de cette manière, Cuba serait de moins en moins isolée. Mais malheureusement, depuis de nombreuses années la direction cubaine ne veut pas de nouvelles Cuba. C'est pour cela qu'elle s'est opposée à l'expropriation de la bourgeoisie au Nicaragua et au Salvador, et qu'elle s'oppose maintenant à l'expropriation des fabuleux biens du colonel Kadhafi. Pire encore, dans ce dernier cas, elle se prononce en faveur du génocidaire.

Ce n'est pas vrai que Cuba n'avait pas d'autre voie que d'embrasser le capitalisme. C'est la direction cubaine qui n'avait pas d'autre voie, parce que, depuis des décennies, elle ne défend pas le chemin de la révolution internationale, parce qu'elle a soutenu celui de la coexistence avec le capitalisme.

Entourer les travailleurs et le peuple cubain de solidarité

Nous appelons les ouvriers, les paysans, les étudiants et les intellectuels, de l'Amérique Latine et du monde, à être solidaires avec un peuple cubain qui endure la faim, qui supporte une dictature brutale et qui est menacé d'être massacré quand il commencera à se lever contre ses exploiteurs et ses oppresseurs.

Cette solidarité doit commencer par savoir ce que se passe réellement à Cuba et le divulguer. Cette information sera une barrière importante pour éviter que l'on accuse les futurs combattants cubains d'être des agents de la CIA et que, sous ce prétexte, ils soient tabassés, emprisonnés ou fusillés, comme le fait l'ami des frères Castro, le colonel Kadhafi, en Libye.

Nous étendons cet appel à l'ensemble des directions des organisations de gauche, y compris celles qui défendent le régime actuel. Nous le faisons parce que nous croyons que ces organisations, qui sont complices de l'exploitation brutale à laquelle sont soumis les travailleurs cubains, n'ont pas encore souillé leurs mains avec le sang de ces mêmes travailleurs.

Nous en appelons spécialement aux milliers de militants honnêtes qui, partout dans le monde, sans connaître bien la réalité cubaine, croient que Cuba est le bastion du socialisme. Il se peut qu'ils ne croient pas ce que nous disons, parce que, bien que nous ayons toujours été du côté de la révolution cubaine, nous n'avons jamais défendu le régime des frères Castro. Mais nous les appelons à s'informer par leurs propres moyens et, si possible, à visiter Cuba, pour voir comment vivent les travailleurs et le peuple cubains, pour voir ce qu'ils pensent, pour vérifier ainsi, si ce que nous disons dans cette déclaration correspond à la vérité, ou non. A partir là, la seule chose que nous leur demandons est qu'ils disent la vérité à leurs camarades de travail ou étude.

Comité Exécutif International de
la LIT-QI (Ligue Internationale des
Travailleurs - IVe Internationale)
São Paulo, le 19 mars 2011

La jeunesse dans la lutte révolutionnaire

Glorinha et Badawi
(Membres du Secrétariat National des Jeunes - PSTU - Brésil)

« *Hier, nous étions tous des Tunisiens, aujourd'hui nous sommes tous des Egyptiens, demain, nous serons tous libres*. » La phrase, chantée par une foule de jeunes pendant les jours qui ont précédé la chute du dictateur Moubarak, exprime bien le phénomène politique qui a gagné l'attention du monde au début de cette année. La jeunesse arabe a pris sa place dans l'histoire et a démontré, contrairement à la propagande néo-libérale, que rien n'est impossible à changer.

L'actualité semble contredire l'idée que « les révolutions sont impossibles », que « ce sont choses du passé », que « les masses sont incapables de prendre leur destin en main ». La présence irréfutable de millions de jeunes en action est donc aujourd'hui la principale caractéristique des luttes sociales du début du XXIe siècle à travers le monde.

N'en déplaise à l'impérialisme et aux gouvernements du monde entier, la génération d'après le mythe de la « fin de l'histoire »[1] est, elle-même, en train de se transformer. Et quand les yeux du monde se posent sur le monde arabe et les conflits en Europe, ils découvrent cette jeunesse qui défile de nouveau dans la rue, avec un esprit de lutte et d'espoir.

Lorsque ces garçons et ces filles, jeunes travailleurs et étudiants, se sont réveillés pour reprendre leur avenir en mains, ils sont apparus comme les protagonistes de grands événements, de ceux qui, en fin de compte, changent le monde.

Les jeunes sont la cible préférée de la crise économique

Depuis l'explosion de la crise économique mondiale en 2008, l'impérialisme et les gouvernements essayent de sauver leur peau, partout dans le monde, en imposant le chômage, la précarité et la perte des droits sociaux à l'ensemble de la classe ouvrière.

Dans le monde entier, les jeunes ont été plus particulièrement les victimes de ce processus. Les instances de la bourgeoisie elle-même l'avouent. Un rapport de l'OIT de 2010, *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes*, arrive à la conclusion que le taux de chômage des jeunes atteint un niveau jamais enregistré auparavant. A la fin de 2009, 81 millions de jeunes entre 15 et 24 ans étaient sans emploi, 13 % des jeunes économiquement actifs. Le taux de chômage parmi les jeunes est deux fois plus élevé que dans le reste de la population.

Entre 1997 et 2007, la décennie qui a précédé la crise économique, le nombre de jeunes chômeurs a augmenté plutôt lentement, avec une moyenne de 191 000 par an. Mais entre 2007 et 2009, le rythme s'est fortement accéléré, avec 7,8 millions de jeunes chômeurs en plus. L'étude montre en outre que, parmi les jeunes qui sont au chômage, 28 % sont dans une extrême pauvreté, survivant avec moins de 1,25 dollars par jour.

Les taux élevés de chômage ont des effets à long terme. Une partie importante de la jeunesse commence à se retirer de la recherche d'un emploi. La participation des jeunes dans la population active a été fortement affectée. Dans 56 pays, il y a 1,7 millions de jeunes qui ne font même pas partie du taux de chômage parce qu'ils ont renoncé à chercher un premier emploi.

En Afrique du Nord, les jeunes représentent une énorme force sociale. Par exemple, en Egypte, deux tiers des 80 millions d'habitants ont moins de 30 ans. Cependant, l'économie est loin d'absorber cet afflux démographique : le taux de chômage y atteint 50 %. La participation des jeunes au marché du travail y est la plus petite au monde. Pour ceux qui ont un emploi, les conditions sont très mauvaises : bas salaires, peu de droits sociaux, aucune organisation syndicale. Les allocations de chômage, les pensions et les droits sociaux ne sont garantis que pour les fonctionnaires. La plupart des nouveaux emplois créés dans le pays ne requièrent aucune qualification. Beaucoup de jeunes avec un diplôme universitaire exercent donc des fonctions qui n'ont rien à voir avec leur formation professionnelle.

La crise économique a donné aux jeunes Européens beaucoup de raisons pour s'identifier avec de jeunes Egyptiens. En Espagne, le taux de chômage des jeunes atteint 40 % et le nombre absolu de chômeurs est le plus élevé depuis 1976. Les pays développés ont été les plus touchés par la crise. Etre « à rasca » (en situation précaire) était, jusqu'à récemment, une condition typique de la périphérie du système capitaliste, absente dans les pays impérialistes. La crise a rapproché les réalités : les pays développés rassemblent seulement 10 % de la main-d'œuvre jeune dans le monde, mais 72 % de l'augmentation totale du chômage s'y concentre. Entre 2007 et 2010, le nombre de jeunes chômeurs dans ces pays a augmenté de 37 %.

Une génération perdue ?

Sur la base de la prévision d'un impact durable de la crise économique, le rapport de l'OIT sonne l'alerte du risque d'une « génération perdue », sans perspectives d'avenir et sans le moindre espoir de s'assurer un niveau de vie au moins égal à celui de leurs parents. C'est ce projet que le capitalisme veut imposer aux jeunes.

Mais les millions de jeunes que nous voyons en lutte dans la rue, gagnés par la force du « printemps arabe », savent ce qu'ils veulent. Avec l'irrévérence et la vitalité qui les caractérisent, les jeunes travailleurs et étudiants entrent encore une fois en scène pour décider de leur avenir. Ils arborent leurs affiches sur les places espagnoles, ironisant sur le slogan du chef de l'impérialisme : « Yes, we can » (oui, nous pouvons).

La chute des dictatures, la remise en cause des plans d'austérité et la redécouverte du pouvoir de transformation des masses en mouvement ont fait face, dans les faits, à l'impérialisme. Et les jeunes du monde entier, qui avaient vu leurs espoirs nourris par l'élection

d'Obama, voient maintenant que ce titulaire du prix Nobel de la Paix reprend l'ordre du jour typique de la guerre impérialiste.

En même temps, la sympathie énorme provoquée dans les peuples opprimés du monde entier par ces foules qui transforment des places et des rues en scènes de révolution, peut être l'encouragement décisif pour de nouvelles luttes puissantes sur la scène mondiale.

Le 6 avril 2008, ces garçons et ces filles égyptiennes qui commençaient à se réunir pour organiser un mouvement, ne savaient probablement pas ce que l'avenir leur réservait, au-delà de la solidarité avec les luttes ouvrières qui ont eu lieu. Le 25 janvier a vu des millions de jeunes aller beaucoup plus loin : ils ont commencé à se réorganiser en vue de jouer un rôle un rôle actif dans les confrontations à venir. Cette génération, en plus d'être touchée par la crise économique et sociale, ne pouvait déjà plus voir aucun sens dans le despotisme de ses gouvernements.

Les peuples arabes sont confrontés à des dictatures puissantes et les peuples européens font face à la « dictature du marché ». Les premiers exigent des libertés démocratiques et les derniers demandent une « démocratie réelle ». Ce qui se cache derrière cela, dans les deux cas, c'est le système capitaliste, où le plus démocratique des régimes est une dictature féroce du capital.

La lutte du « nouveau visage »

La nouvelle génération de jeunes combattants était donc en train d'imprimer son image sur les événements où elle joue un rôle clé. Prenons l'exemple de l'expérience de quatre amis qui ont créé une invitation à un « événement » sur Facebook, au Portugal.

L'appel était destiné « aux chômeurs, aux 'quinhentoseuristas' (ceux qui touchent un salaire de 500 euros) et à d'autres mal rémunérés, aux esclaves déguisés, aux travailleurs en sous-traitance, avec un contrat à terme, aux faux « travailleurs indépendants », aux travailleurs occasionnels, à ceux qui dépendent d'une bourse d'étude, aux travailleurs-étudiants, aux étudiants, aux mères, aux pères et aux enfants du Portugal ». A partir d'un phénomène sur Internet, la manifestation de la « Geração à Rasca » (génération perdue) est devenue la plus grande mobilisation dans le pays depuis la révolution portugaise en 1970.

En Espagne, les manifestations qui ont rempli les places de plus de 60 villes ont utilisé Facebook. De même, dans le monde arabe, les réseaux sociaux et autres outils Internet, largement utilisé par les jeunes, sont devenus les instruments d'organisation des luttes. Et le mépris des « experts » qui parlent de « la fin du mouvement organisé » ou de « la révolution virtuelle » n'a aucun sens : la jeunesse s'est approprié les nouveaux médias pour reprendre décidément la mobilisation dans la rue, la force des mots d'ordre et la fierté de leurs bannières et drapeaux.

Les jeunes ont un monde à gagner

Les jeunes, qui se sont emparés des médias les plus modernes, luttent également sans le poids des vieux appareils et des directions traîtres. Les jeunes n'ont rien à voir avec les défaites sous les directions des générations précédentes. Les révolutions en Europe de l'Est ont privé les staliniens de l'autorité de parler au nom de la Révolution d'octobre. L'espace pour les revendications démocratiques et le sentiment anti-bureaucratique très fort, présent aussi bien en Espagne qu'en Egypte, sont des manifestations éloquentes du fait que ni le stalinisme, ni le fondamentalisme islamique capitalisent les aspirations de la jeunesse à l'échelle mondiale. Et cela permet aux jeunes d'aller plus loin.

D'un point de vue programmatique, même si la réalité (dans son ensemble) impose des limites à la conscience de l'avant-garde de la jeunesse mondiale, le déclin des appareils politiques ouvre un espace pour la construction d'une alternative révolutionnaire face à ces luttes.

La bourgeoisie et l'impérialisme vont tenter toutes sortes de manœuvres pour ralentir et dévier ces luttes. Jusqu'à présent, la plus efficace de ces manœuvres consistait à incorporer, coopter, absorber ce qui apparaît de nouveau, au sein du régime démocratique bourgeois.

Dans son contenu, l'ensemble de ces mobilisations entre en collision avec le capitalisme. La seule solution stratégique est une rupture avec le système. Mais celui qui ne sait pas contre qui il lutte ne peut pas vaincre. Par conséquent, il est nécessaire de mener un grand combat politique et idéologique pour que cette génération embrasse la lutte pour le socialisme.

---

[1] En 1992, peu après la chute de l'URSS, le politologue étasunien Francos Fukuyama a écrit le livre *The End of History* (La fin de l'histoire), où il présente la thèse selon laquelle la perspective historique aurait pris fin avec le triomphe du capitalisme sur le socialisme.

Pour être vraiment libre, il faut faire la révolution socialiste !

Ronald León (Paraguay)

La jeunesse est la flamme de la révolution. Ayant comme référence les générations antérieures de combattants ouvriers et socialistes, la jeunesse bouscule l'arène politique mondiale avec l'énergie, le courage et l'irrévérence indomptable de ceux qui, consciemment ou inconsciemment, luttent pour renverser un système qui les prive de leur présent et de leur avenir. La base de la jeunesse ouvrière appauvrie du XXIe siècle ne croit pas à cette théorie de la fin de l'histoire.

Deux décennies après la chute des régimes staliniens dans l'ancienne URSS et la restauration du capitalisme, les jeunes n'acceptent pas, ou plutôt, sont indifférents à la théorie de la supposée supériorité du capitalisme sur le socialisme que les propagandistes à la solde de l'impérialisme rabâchent continuellement.

C'est une des raisons pour lesquelles les jeunes étudiants, travailleurs et chômeurs s'engagent activement et, dans de nombreux cas, sont à la pointe du processus révolutionnaire dans le monde arabe et des luttes contre les plans d'ajustement des gouvernements européens.

Dans d'autres articles de ce dossier, nous analysons les causes structurelles profondes qui alimentent la participation de la jeunesse à ces processus. Nous voyons aussi la façon dont ces derniers sont mis sous tension avec l'émergence de la jeunesse sur la scène politique, étant donné que les jeunes ne sont pas écrasés par le poids des défaites passées et qu'ils ne sont pas contrôlés par les vieilles organisations bureaucratiques.

Quelle est la voie à suivre pour la lutte de la jeunesse afin d'avancer sur une voie révolutionnaire ? Quelle est, en ce sens, la proposition de LIT-QI aux jeunes combattants ? Pour répondre à ces questions, nous pensons que deux conceptions de la lutte, qui ont récemment gagné du terrain parmi les jeunes dans la période récente, doivent être abordées de façon critique.

Les limites du « gandhisme »

Dans les processus révolutionnaires en Tunisie et en Egypte, la revendication du gandhisme est apparue avec une certaine force. Cette conception de la lutte remonte à Mahatma Gandhi, chef de la rébellion pour l'indépendance nationale de l'Inde contre l'Empire britannique dans la première moitié du XXe siècle.

Gandhi proposait une mobilisation massive, continue et paisible sans répondre par la violence à la répression. Sa doctrine était donc connue comme la « résistance pacifique ». Pour lui, la force et la continuité de la mobilisation des masses et la justesse de leurs revendications allaient finalement assurer la victoire. A première vue, ses idées auraient triomphé puisque l'Inde a gagné son indépendance en 1947.

Concernant les processus tunisien et égyptien, bien qu'ils ne puissent pas être décrits comme « pacifiques » (il y a eu plusieurs centaines de morts), les chutes de Ben Ali et de Moubarak n'ont pas été précédées par de violents affrontements généralisés. On pourrait donc conclure que cette conception de Ghandi a connu un certain succès.

Avec cette référence à Gandhi chez de nombreux jeunes, il y a un point que nous partageons pleinement avec eux : la revendication de la force des grandes actions autonomes des masses, comme méthode de lutte, face à l'action des « appareils éclairés ». Les révolutions sont faites par les masses mobilisées.

Un autre point de vue que nous partageons avec ces jeunes est l'exigence d'un maximum de démocratie au sein des processus de mobilisation et de lutte. Toutefois, il est illusoire d'attribuer à Gandhi et son organisation (le Parti du Congrès) la défense d'une « démocratie de masse ». Gandhi et son parti étaient bourgeois et avaient donc un intérêt particulier à contrôler les masses à travers un appareil structuré de haut en bas, dont les décisions étaient prises au sommet, sans débat à la base. Ils cherchaient particulièrement à éviter que le mouvement syndical ne se mobilise de manière autonome. Par exemple, en 1921, lors d'une grève générale des travailleurs indiens contre la domination coloniale, qui devenait de plus en plus radicale, avec des affrontements de plus en plus nombreux avec les troupes britanniques, Gandhi avait commencé une grève de la faim à Delhi, appelant à « pacifier » le mouvement. Il cherchait en fait à le diviser.

Un cadre exceptionnel

Voyons maintenant la thèse du triomphe « pacifique » de la lutte de Gandhi. Ce fait ne peut être compris que dans le contexte tout à fait exceptionnel de l'époque. D'une part, dans la première moitié du XXe siècle, l'Angleterre était confrontée à un revers majeur en tant que puissance impérialiste. Elle cherchait alors à reconstruire sa domination en laissant de côté l'ancien système colonial et en acceptant l'émergence de pays semi-coloniaux, formellement « indépendants », comme elle l'a fait au Moyen-Orient. C'était un changement de tactique face à une nouvelle réalité.

D'autre part, les Etats-Unis, en tant que puissance hégémonique impérialiste émergente, tout en étant allié avec l'Angleterre pour vaincre les nazis, cherchait à diminuer l'influence britannique en Asie et encourageait et renforçait donc la protestation de Gandhi. Sans cette combinaison unique, difficilement envisageable aujourd'hui, un triomphe de la « résistance pacifique » aurait été impossible en Inde.

Un autre aspect du gandhisme que nous critiquons vivement est le fait que, étant un mouvement bourgeois, il n'a rien fait pour exproprier les grandes entreprises qui dominaient le pays. Malgré l'obtention d'une indépendance formelle, l'Inde est devenue une semi-colonie, dominée par l'impérialisme. Les taux très élevés de pauvreté et de misère qui caractérisent le pays, et qui perdurent aujourd'hui, ont

ainsi été maintenus, malgré un développement économique très fort, qui classe l'Inde parmi ce qu'on appelle les « puissances émergentes ».

Qu'est-ce qui s'est passé en Égypte ?

Ce qui s'est passé en Egypte a également un caractère assez unique : le commandement de l'armée a décidé que les militaires ne devaient pas participer directement à la répression des manifestations, ce qui a rendu les choses plus faciles pour les masses.

Cette attitude du commandement militaire n'était pas due à une « vocation démocratique » : c'était la même institution qui avait soutenu la dictature de Moubarak pendant des décennies et qui, financée par les États-Unis, s'armait pour aider Israël à faire face à la résistance palestinienne. Elle n'était pas non plus due au fait que la « force morale » des revendications des masses l'aurait convaincu, mais à un danger très réel. Le contact constant des soldats et des sous-officiers avec les manifestants et la fraternisation avec eux représentaient le risque réel que l'armée se diviserait face à la force révolutionnaire du peuple égyptien, lors d'un ordre de répression de masse, et que la situation se dégrade concernant les intérêts de la bourgeoisie.

Dans ces conditions, l'impérialisme et la bourgeoisie égyptienne ont choisi d'accepter la chute de Moubarak, afin de maintenir l'unité de l'armée, de former un nouveau gouvernement et de reconstruire un régime politique qui leur permettrait de maintenir le contrôle du pays, en utilisant le prestige dont l'armée jouissait toujours dans la population. Aujourd'hui, les nouvelles protestations, les grèves et la solidarité avec les Palestiniens contre Israël sont sévèrement réprimées, ce qui démontre que la violence est et sera présente, chaque fois que les masses luttent pour réaliser leurs aspirations.

Qu'en est-il du reste des pays arabes ?

Ni les masses ni les révolutionnaires ne choisiraient volontairement les affrontements violents ou les guerres, parce que pour nous, cela représente des sacrifices et des souffrances terribles. Le problème est qu'il ne s'agit pas d'un « libre arbitre » : l'impérialisme et la bourgeoisie nationale sont prêts à tout pour défendre leurs intérêts et leurs privilèges, y compris avoir recours à la violence la plus brutale contre les peuples.

Cela est tout à fait évident dans le processus révolutionnaire arabe. L'invasion sanglante de l'Arabie Saoudite à Bahreïn, la répression féroce des régimes en Syrie et au Yémen, la guerre civile en Libye et l'intervention militaire impérialiste dans ce pays en sont un témoignage. Face à ces attaques de la contre-révolution, il n'y a pas d'autre alternative qu'une réaction violente des masses. Et celle-ci garantira d'autant plus le triomphe de la lutte dans la mesure où elle est amplement répandue et organisée, y compris sur le terrain militaire.

Le gandhisme nous dit le contraire (pas de réaction violente), et en ce sens, il ne peut conduire qu'à de terribles défaites.

Marx disait que « la violence est la sage-femme de l'histoire ». Il voulait dire ainsi que tous les grands changements politiques et sociaux sont précédés et accompagnés par de violents affrontements entre les secteurs sociaux qui luttent pour avancer et ceux qui défendent le statu quo.

A propos de la lutte pour « la démocratie »

Lors des manifestations dans le monde arabe et partout dans le monde où la jeunesse agit, la lutte pour les libertés démocratiques et la « démocratie » en général occupe une place très importante. C'est un combat très correct, que nous partageons et promouvons.

D'abord, parce que beaucoup de ces combats sont dirigés contre les régimes dictatoriaux bonapartistes qui limitent ou éliminent complètement ces libertés. Deuxièmement, parce que ces libertés démocratiques sont fort nécessaires pour que les travailleurs et les jeunes puissent mieux s'organiser et lutter. Il est donc tout à fait juste de se battre pour elles et de les défendre quand elles sont menacées.

Il faut toutefois avancer dans cette analyse : sous le capitalisme, il n'exitera jamais de vraie démocratie pour les masses. Même dans un régime démocratique bourgeois accompli, cette démocratie aura toujours beaucoup plus de forme que de contenu.

C'est parce que, premièrement, quelle que soit l'opinion politique des masses, ce sont les grandes entreprises et les banques qui dominent l'économie et dictent les « règles du jeu ». Qui a voté, par exemple, l'aide massive aux spéculateurs financiers et les plans d'ajustement très durs ? D'autre part, en conséquence, cette démocratie bourgeoise ne garantit pas les droits démocratiques « de contenu » pour les travailleurs et les jeunes, comme l'emploi, le salaire digne, la santé et l'éducation publiques, gratuites et de qualité, etc.

Dans une véritable démocratie, cela devrait être les masses laborieuses qui contrôlent l'économie et qui assurent qu'elle réponde à leurs besoins les plus urgents, et non pas les capitalistes et leurs profits. Mais les capitalistes et leurs représentants politiques n'accepteront jamais cela.

Les capitalistes dominent la société par une double voie. D'une part, ils sont les propriétaires des usines et des banques. D'autre part, ils contrôlent l'Etat bourgeois, à travers les partis à leur service (même si ceux-ci se présentent comme « idéologiquement » en compétition). Et si cela se complique en raison d'une recrudescence de la lutte des classes, c'est l'armée, la répression, les putschs, etc. qui entrent en scène. C'est dans ce sens que Marx disait que même la plus ample démocratie bourgeoise sera toujours une « dictature du capital ».

Par conséquent, cette véritable démocratie politique et économique à laquelle aspirent les jeunes et les travailleurs ne peut pas être atteinte par la voie de « l'expansion » ou de « la réforme » de la démocratie bourgeoise. Il faut changer radicalement les bases économiques capitalistes et l'Etat bourgeois qui défend ces bases. Il n'y a pas moyen d'avancer vers une « démocratie de contenu » (avoir un emploi, un salaire, la santé, l'éducation et de véritables libertés démocratiques) sans

Dans plusieurs manifestations récentes de jeunes, il y a eu une revendication de résistance pacifique.

détruire ce système de domination, c'est-à-dire, sans que la classe ouvrière et le peuple prennent le pouvoir politique, en détruisant l'Etat bourgeois et sa « colonne armée » et en le remplaçant par un Etat ouvrier d'un type nouveau, et sans que, à partir de là, les grandes entreprises soient expropriées et que l'économie toute entière soit organisée en fonction de la satisfaction des besoins des gens. Tout cela n'est autre chose qu'une révolution socialiste, et l'histoire a démontré que c'est la seule voie « réelle » capable de mener à une « démocratie réelle ». En dehors de cette alternative, les aspirations à « changer le monde » sans détruire le capitalisme se sont révélées de simples illusions.

Il est très important de noter que la révolution socialiste que nous défendons et proposons n'a rien à voir avec la caricature nationaliste et bureaucratique que le stalinisme présentait comme le « socialisme réel ». Notre proposition est internationale et vise à atteindre et assurer les plus amples libertés pour les travailleurs et les peuples.

Proposer comme orientation stratégique la lutte pour la révolution socialiste, signifie-t-il que les processus de luttes spécifiques, pour les revendications les plus immédiates, y compris les libertés démocratiques, ne sont pas importantes ? Non, au contraire : il est indispensable de les encourager et d'y intervenir. D'une part, parce que le rapport de forces et la dynamique des processus révolutionnaires se définit dans ce processus de mobilisation indépendante des masses et dans les résultats des confrontations avec leurs ennemis (les victoires ou les défaites). D'autre part, c'est comme résultat de cette mobilisation et de leur propre expérience que les masses vont de l'avant dans leur conscience, se rendant compte que le capitalisme n'est d'ores et déjà pas prêt à donner quoi que ce soit et que si l'une ou l'autre conquête est acquise, elle sera toujours éphémère si on n'avance pas vers la révolution socialiste.

Jeunesse et révolution

Dans cette révolution, la jeunesse a un rôle de premier plan. C'était aussi le cas dans la Révolution russe d'octobre 1917 et dans d'autres processus, comme en Espagne dans les années 30, à Cuba en 1959, au Portugal en 1974 ou lors du Mai français.

Avec la même force et décision, les jeunes participent aujourd'hui, en première ligne, au « printemps arabe » et aux luttes actuelles en Grèce, en France, au Portugal, en Angleterre et en Espagne. Pour sa capacité historique de lutte et de révolte, la jeunesse est un facteur décisif dans la définition de tout processus révolutionnaire.

Notre proposition pour cette jeunesse militante est de se joindre de façon consciente à la lutte pour la révolution socialiste comme point de référence stratégique pour guider ses combats actuels.

L'unité avec la classe ouvrière

Sur ce chemin, une première étape est indispensable : l'unité de la jeunesse avec la classe ouvrière, comme en Egypte, où l'une des organisations de jeunesse les plus actives s'appelait « 6 avril » parce qu'elle a commencé à fonctionner comme soutien à la lutte des travailleurs du textile de Mahalla. Cela commence aussi à se manifester en Europe, dans la lutte commune des jeunes et des travailleurs.

Il s'agit d'une unité stratégique, parce que l'avenir des nouvelles générations dépend de la capacité de changer ce système et cela dépend essentiellement de la lutte de la classe ouvrière. Les jeunes générations ne peuvent s'attendre à des jours meilleurs que si le prolétariat accomplit sa mission historique de détruire le capitalisme impérialiste et de construire le socialisme à l'échelle internationale.

C'est un chemin difficile, mais jamais impossible. Toute autre alternative idéologique et politique, telle que celles qui prétendent « réformer » ou « humaniser » le capitalisme, n'est qu'une utopie réactionnaire, parce qu'elle finit par créer des illusions dans le capitalisme et lui donne une survie de plus en plus coûteuse pour l'humanité.

Organiser la jeunesse des étudiants et des travailleurs pour la révolution !

Parallèlement à ce lien fort avec la classe ouvrière, nous, la LIT-QI, nous soulevons la nécessité de construire des partis révolutionnaires dans chaque pays, comme sections d'un parti révolutionnaire international.

Nous estimons que sans un tel outil, c'est-à-dire sans une direction révolutionnaire consciente avec l'intention de promouvoir et de diriger ces luttes jusqu'à ses ultimes conséquences, l'héroïsme et le sacrifice des masses dans leur lutte se dissiperont, et le pouvoir restera dans les mains des mêmes exploiteurs, comme d'habitude.

L'histoire est pleine de grandioses révolutions vaincues ou déviées parce qu'elle n'avaient pas une direction révolutionnaire capable de mettre en œuvre la prise du pouvoir politique de l'Etat et d'étendre et de défendre ce triomphe à l'échelle internationale.

C'est pourquoi nous appelons les meilleurs militants estudiantins, ouvriers, paysans et des secteurs populaires à se joindre à cette tâche. Seule la révolution socialiste peut assurer un avenir pour l'humanité, et pour les jeunes, en particulier. De même, il n'y a que l'activité militante dans un parti ouvrier, révolutionnaire, socialiste et internationaliste qui peut retirer des milliers de jeunes de l'aliénation à laquelle le capitalisme les condamne, en fournissant une cause juste, incontournable et nécessaire pour laquelle combattre et s'engager entièrement.

Nous, la LIT-QI, nous soutenons que faire face aux problèmes de la jeunesse mène inexorablement à une lutte anticapitalistes acharnée, une lutte pour le socialisme et pour la construction d'un outil puissant pour cette libération sociale définitive : le parti révolutionnaire de type léniniste.

Nous revendiquons entièrement le rôle historique de la jeunesse dans la libération du prolétariat mondial, que Trotsky a exposé en 1938 en disant :

« *Un parti révolutionnaire doit nécessairement se fonder sur les jeunes. On peut même dire que le caractère révolutionnaire d'un parti peut être jugé, en premier lieu, par sa capacité à attirer les jeunes de la classe ouvrière à sa bannière. L'attribut de base de la jeunesse socialiste - et j'ai en tête la jeunesse authentique et non pas les vieux de 20 ans - réside dans leur volonté de se consacrer totalement et complètement à la cause socialiste. Sans sacrifices héroïques, courage et détermination, l'histoire, en général, ne va pas de l'avant.* »

Portugal :

La « Geração à Rasca »

(La génération perdue)

Manuel Afonso (Portugal)

Quand tu n'as déjà plus rien à perdre, qu'est-ce que tu seras capable de faire ?

Au moment d'écrire ces lignes, des milliers de travailleurs, d'étudiants et de chômeurs campent sur la Plaza del Sol à Madrid ; leur exemple est suivi dans le reste du pays et ailleurs en Europe. Ils protestent contre la loi électorale espagnole mais aussi contre les plans d'ajustement, exprimant leur colère face à cette crise qui est payée par ceux qui ne l'ont pas créée et leur déception face à cette frauduleuse démocratie.

Le « campement » de la Plaza del Sol nous rappelle les événements du 12 mars à Lisbonne et à Porto, une autre mobilisation majeure qui remplit les principales villes du pays, lancée à l'appel de la « *Geração à Rasca* » (*GaR*) ou « Génération perdue ». Comme à Madrid, cette manifestation n'a été convoquée ni par les syndicats, ni par les principaux partis de gauche - qui l'ont méprisée - mais bien par trois jeunes, à travers les réseaux sociaux.

Les plus optimistes croyaient qu'ils ne seraient que quelques milliers à se réunir à Lisbonne et Porto. Mais le 12 mars, une marée humaine remplit les rues de Lisbonne (200 000 personnes) et de Porto (80 000). La combativité, le nombre de pancartes et l'imagination des slogans ont rappelé aux plus âgés, qui étaient également présents, le 1er mai 1974, les débuts de la Révolution des œillets. S'y exprimait une rage énorme contre certains piliers du système économique et politique : la précarité, les bas salaires, le chômage, également contre l'alternance au pouvoir des deux principaux partis, avec le cri « PS et PSD, c'est la crise que l'on voit ». L'indignation populaire avait une cible : le Premier ministre du Parti socialiste (PS), José Sócrates, qui a gouverné le pays pendant six ans et qui fut critiqué et insulté par toute la manifestation.

Peu de temps après, Sócrates démissionna. Il a habilement évité de reconnaître la mobilisation comme la cause de sa démission, mettant en scène toute une histoire concernant le vote d'un autre plan d'ajustement, qui retardait son départ. Une victoire éclatante des masses n'a donc été assumée par personne. La majorité de la gauche n'a d'ailleurs pas non plus pris soin d'expliquer les véritables raisons de l'effondrement du gouvernement, étant donné qu'en contexte électoral, il vaut mieux ne pas dire que les solutions viennent d'en bas, et non du vote.

La continuité de la lutte et la tendance «antiparti»

Après le 12 mars, une réorganisation a commencé dans l'avant-garde. Des noyaux de la *GaR* se sont organisés dans certaines villes, mais l'inexpérience, les préjugés et l'action de la gauche réformiste y ont mis un frein temporaire.

La protestation a été classée dès le départ comme «antiparti», ce qui a servi à nourrir les préjugés les plus inquiétants qui continuent d'accompagner cette vague de luttes : la méfiance envers les partis, envers les syndicats, souvent envers tout type d'organisation structurelle, et, de ce fait, la mise en valeur d'un spontanéisme qui a affaibli le mouvement et l'a donné en pâture aux manipulations.

La responsabilité de ce préjudice est à chercher dans les partis du régime, y compris le Bloc de gauche (BE) et le Parti communiste (PCP). Car l'avant-garde ne voit que deux types de partis, ceux qui gouvernent contre les travailleurs et ceux qui les représentent dans un esprit de conciliation, et elle ne pense pas que d'autres projets de parti, différents, soient possibles.

Mais ce n'est pas tout : après le choc du 12 mars, cette gauche a mis les bouchées doubles pour démonter la lutte. Le PCP a continué à mépriser le mouvement ; le BE a été plus malin et a inséré ses dirigeants à la tête du mouvement, préconisant là qu'il n'y avait pas lieu de créer un nouveau mouvement, et que la *GaR* ne devrait pas être basée sur des assemblées parce que ce serait offrir là un terrain fertile à « l'infiltration des partis », ce qui encourageait encore davantage ce préjugé...

La faiblesse relative de ceux qui ont défendu un nouveau mouvement national de lutte contre la précarité, le coût de la vie et le chômage, depuis la rue et à partir de la démocratie de base (comme l'a fait Ruptura/FER), a conduit à ce que l'orientation du BE et du PCP ait prévalu et que le mouvement se soit dispersé. Deux mois plus tard, les promoteurs ont convoqué une assemblée « non-résolutive » à laquelle seules 50 personnes ont assisté.

C'est un exemple du fait que le principal problème de la lutte n'est pas la « passivité inhérente à la jeunesse » mais la passivité inhérente à la gauche réformiste, qui n'a aucun scrupule à alimenter cyniquement les préjugés antipartis de la jeunesse. Ainsi, le mouvement qui a conduit à la manifestation a été influencé (disons quasi naturellement) par les idées des partis de la gauche parlementaire (en particulier du BE). Comme l'affirmait Chico Louçã lors de la VIIe Convention du BE : les militants ne doivent pas préparer et construire de « nouveaux 12 mars » mais bien transformer le 5 juin

(le jour des élections législatives) en un... référendum.

Personne ne l'a entendu dire que les élections ne résoudraient rien et que seules les manifestations comme celles du 12 mars pouvaient changer la situation politique dans un sens plus positif. Louçã, chef de file de l'un des partis qui ont la plus grande influence sur les militants qui ont dirigé la manifestation, a proposé le « vote » comme instrument de « changement », autrement dit... plus de voix et de députés pour le BE.

C'est peut-être ce qui explique pourquoi il n'y a pas eu d'autres manifestations après le 12 mars. Le pays tout entier a été orienté délibérément vers le piège électoral. Les militants, y compris ceux de gauche, peuvent bien ne pas aimer les partis : ils ont des raisons pour cela. Mais, au fond, cela ne les empêche pas d'être sous leur influence ; ils n'ont pas les moyens d'échapper à cette réalité. Donc la résolution du dilemme ne consiste pas à rejeter tout ce qui ressemble à des partis ou à des syndicats, mais à construire des alternatives.

Une nouvelle direction pour une nouvelle vague de lutte

Une vague de luttes des jeunes travailleurs et des étudiants parcourt l'Europe. Athènes fut la première étape. Tout de suite, le puissant « octobre français » s'est fait sentir, où les jeunes ont fermé les écoles et ont rejoint les grèves. Plus tard, la vague s'est étendue à l'Italie et à l'Angleterre. Maintenant, elle envahit en force l'Espagne et le Portugal.

Ses causes sont les plans de la bourgeoisie européenne pour surmonter la crise brutale dont elle est frappée.

Pendant des décennies, d'importants secteurs de la classe ouvrière européenne, en particulier dans les pays les plus importants, ont pu préserver des droits qui étaient inimaginables pour les travailleurs des autres continents. Ces droits ont été acquis dans des luttes de classes difficiles, qui menaçaient le capitalisme en Europe centrale et l'ont mis en échec à l'Est. Pour contrôler ces luttes, le stalinisme et la social-démocratie ont conclu des pactes avec la bourgeoisie : les travailleurs (ou du moins leurs directions) abandonnèrent la lutte révolutionnaire et, en retour, la bourgeoisie veilla à ce qu'une partie de la survaleur soit acheminée vers « l'Etat social ». Il en fut également ainsi, plus tard, au Portugal, en Grèce et en Espagne, après l'effondrement des dictatures fascistes dans les années 70.

Mais avec la crise économique brutale qui a explosé en 2008 et qui a entraîné l'Europe dans la « crise des dettes souveraines », la bourgeoisie, qui était déjà en train de démonter « l'Etat social », a finalement abrogé ce pacte et a fait un bond en avant dans l'exploitation. D'une part, elle attaque les droits que l'ancienne génération conservait encore. D'autre part, elle fait en sorte que les nouvelles générations ne puissent même plus en rêver.

Les directions réformistes continuent à honorer ce pacte, comme si l'autre partie ne l'avait pas rompu. Comme les directions traditionnelles ne se mettaient pas dans la lutte, les travailleurs et les jeunes s'y sont mis sans eux, inspirés par les révolutions arabes. Nous en sommes arrivés ainsi aux grèves générales en Grèce, aux affrontements dans les rues de Paris et de Rome, aux campements de la Plaza del Sol et aux manifestations de la « *GaR* ».

Cette nouvelle montée et la réorganisation sous-jacente qu'elle implique exigent que les révolutionnaires y réfléchissent. Sans en sous-estimer les différences, on peut comparer la situation qui se dessine en Europe avec les luttes qui ont balayé le continent après la Première Guerre mondiale ou après Mai '68. En ces moments-là aussi, on connaissait une instabilité des institutions bourgeoises, qui s'efforçaient de mettre en œuvre des plans très durs contre les travailleurs, de même qu'une disposition à la lutte de ces derniers, contrastant avec la capitulation de leurs directions.

Ce sont les moments où la bourgeoisie, même en crise, s'organise de façon centralisée et internationale. Et les directions réformistes n'abdiquent jamais, malgré une apparence laxiste, à défendre leur programme de défaites dissimulées. Dans ce processus, ces directions se nourrissent des mensonges les plus variés. Aujourd'hui, ils se nourrissent d'un sentiment progressiste de la jeunesse (le rejet des partis traditionnels et leur rôle conciliateur), mais ils le retournent contre l'avant-garde, en l'encourageant à ne pas s'organiser, à agir de manière « spontanée » et « autonome ». Ils utilisent le fantasme de la « manipulation » pour mieux manipuler.

Nous sommes arrivés au point où nous voyons les dirigeants de parti nous mettre en garde contre « l'infiltration des partis » dans les mouvements, en organisant leurs membres pour défendre cette politique ! La gauche réformiste serait-elle devenue à ce point sénile qu'elle mènerait une politique contre elle-même ? Nous ne le pensons pas. En promouvant l'attitude «antiparti», les partis qui se développent à l'ombre des institutions bourgeoises essayent de noyer les militants dans la méfiance et de les pousser vers l'individualisme.

La bourgeoisie et le réformisme savent très bien qu'ils n'ont été battus que par les montées de masse dirigées par des partis puissants, organisés et disciplinés, et que le régime capitaliste mondial n'a été mis en cause qu'avec la victoire du parti bolchevik en Russie, en 1917.

« S'ils luttent, qu'ils ne s'organisent pas ; s'ils s'organisent, que ce ne soit pas en partis ; si c'est avec des partis, que ce ne soit pas avec un programme révolutionnaire ; et s'ils construisent des partis révolutionnaires, que ce ne soit pas à l'échelle mondiale ». Telle est la devise du régime et de sa gauche pour « détruire la formation » de ceux qui se battent.

Le pari des révolutionnaires en est l'opposé : malgré la massivité et la combativité des luttes en cours actuellement en Europe, celles-ci ne pourront être couronnées de victoire si elles n'assument pas un programme révolutionnaire, socialiste et international. Et pour défendre ce programme, il faut suivre les leçons de l'histoire : il n'y a pas de programme révolutionnaire sans parti révolutionnaire et il n'y a pas de parti révolutionnaire qui ne fasse pas partie d'une Internationale. La tâche de gagner à ce projet des milliers de militants en Europe est à l'ordre du jour. Sans cela, ils finiront par être manipulés et démoralisés, les combats finiront en défaite et les jeunes générations seront condamnées à la misère et au chômage, sans cesse obligées de recommencer leurs luttes à zéro.

Coordonner et renforcer les luttes de la jeunesse au Brésil et dans le monde

Camila Lisboa (Jeunes du PSTU - Brésil)

Du 23 au 26 juin 2011, nous serons témoins d'une étape importante dans la consolidation d'une alternative indépendante pour le mouvement étudiant brésilien. Le 1er Congrès de l'*Assemblée nationale des étudiants - Libres* (ANEL) se réunira à Rio de Janeiro avec environ 1500 délégués en provenance de plus de 15 Etats du Brésil. Seront également présents des invités des organisations politiques et syndicales du Brésil, et des délégations d'étudiants et de jeunes d'Amérique latine et du monde.

Les délégués étudiants vont voyager à travers le pays pour discuter aussi bien la conjoncture nationale et internationale que l'éducation, les oppressions (raciales ou sexuelles), la mobilisation à la base, la conception et le fonctionnement de l'entité. D'autres questions liées à la vie de la jeunesse seront également traités, telles que le transport, la violence, la légalisation des drogues, l'environnement, la culture et les médias, etc.

Les activités culturelles ne manqueront pas au Congrès. Les jeunes étudiants pourront partager, au son d'une bonne samba brésilienne, les expériences de lutte qu'ils vivent dans chaque région du Brésil et du monde.

Des « vents arabes » vont souffler sur le Congrès

Le 1er Congrès d'ANEL comptera avec la présence d'étudiants inspirés et fiers des luttes des peuples arabes. Ces luttes font face à des décennies de dictature et aux conséquences du capitalisme dans les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

C'est dans ce cadre international, et suivant la conception de type d'organisation qui oriente la construction d'ANEL, que le débat sur la situation internationale sera un des moments-clés du Congrès.

L'objectif est d'illustrer de manière vive la lutte des peuples arabes et la présence importante de jeunes travailleurs et universitaires dans ces révolutions. Il est donc probable que le Congrès comptera avec la présence d'un(e) camarade d'Egypte, qui informera sur le processus révolutionnaire et le renversement de Hosni Moubarak, et analysera les acquis obtenus dans ce processus de lutte.

ANEL accompagne avec beaucoup d'attention l'évolution de ces événements depuis leur début. Durant les jours où fut occupée la place Tahrir au Caire, ANEL a envoyé un message de soutien aux combattants, qui a été lu sur la place. Le jour même où Moubarak est tombé, l'organisation a réalisé un rassemblement en soutien à la victoire de la révolution égyptienne, devant le consulat de ce pays dans la ville de Rio de Janeiro.

En ce mois de juin, nous envoyons une dirigeante de notre organisation pour accompagner la Conférence des Mouvements Sociaux au Caire afin de nouer des relations plus étroites entre notre entité et cet important processus qui met en globalement en question les dictatures, la politique de l'impérialisme étasunien et les conséquences de la crise économique dans ce pays et dans la région.

Nous concentrons également nos efforts pour assurer la présence d'un représentant de la lutte palestinienne à notre Congrès. Nous croyons que cette résistance héroïque, qui se renouvelle et se durcit par la force de la jeunesse, doit également faire partie de l'activité et de la solidarité internationaliste d'ANEL.

Pour l'unité latino-américaine

La première campagne politique internationale majeure organisée par ANEL après sa création, a été la solidarité avec le peuple haïtien qui a souffert la tragédie du tremblement de terre de janvier 2010. Les étudiants brésiliens organisés dans ANEL, ensemble avec les travailleurs de la CSP-Conlutas, ont organisé une vaste campagne politique et financière pour apporter une solidarité concrète aux organisations ouvrières en Haïti.

Vive la Révolution d'Egypte ! -ANEL

Tout le soutien à la lutte contre l'augmentation du prix des transports publics ! En défense des laissez-passer !

Un autre fait saillant a été la participation active d'ANEL dans les luttes des étudiants, l'an dernier, en Argentine. ce mouvement a mis en cause l'ensemble de la politique d'éducation du gouvernement de Cristina Fernandez de Kirchner. Une dirigeante d'ANEL était présente lors des occupations de facultés, des manifestations et des assemblées, au sein desquelles elle a salué et soutenu la lutte. La mise en œuvre de cette relation plus organique avec ce processus de lutte a encore approfondit la compréhension de la nécessité pour l'organisation de développer le principe de l'internationalisme au sein du mouvement estudiantin brésilien.

Toute ressemblance n'est pas fortuite

Pour ce qui est de l'Amérique latine, en particulier, la coherence des projets éducatifs mis en œuvre par tous les gouvernements de la région devient de plus en plus évidente. Lors du processus des luttes étudiantes en Argentine, ANEL a participé à un débat, coordonné et organisé par *El Viraje*, une organisation d'étudiants présente activement dans le mouvement argentin de l'année dernière.

Cette discussion a montré que le Plan de la *Banque mondiale* pour l'éducation dans toute l'Amérique latine suit la même logique de privatisation et de démantèlement des écoles et des universités, ainsi que la même idée que l'accès à l'enseignement supérieur ne doit pas être garanti universellement et gratuitement pour la jeunesse.

Un principe directeur des projets pédagogiques défendu dans le document de 1995 de la Banque mondiale sur cette question, est la diversification des « formes de financement » qui ne devraient pas être limitées à la responsabilité de l'Etat, mais inclure également le payement de droits d'inscription dans les universités publiques et la contribution des entreprises, qui leur permet ainsi d'avoir leur mot à dire dans la vie universitaire.

Cette orientation, suivie par les gouvernements de Lula et de Dilma Rousseff au Brésil, fait que seulement 3,5 % du PIB est consacré à l'éducation publique dans notre pays alors que les agences internationales en proposent 10 %. Cette orientation est également suivie par le gouvernement de Cristina Kirchner en Argentine, qui consacre seulement 6 % du PIB à l'enseignement, ou par Rafael Correa en Equateur, qui y en consacre seulement 5 %.

La mise en œuvre de cette politique représente une attaque frontale au principe de « l'autonomie universitaire », si importante pour la signification historique des universités à travers le monde. Dans les pays où la lutte pour l'autonomie a une forte tradition, comme en Argentine (qui a vécu la grande lutte des étudiants à Cordoba en 1968), cette attaque n'est pas faite de façon explicite mais par la limitation des ressources et la formation de « commissions » qui contrôlent totalement les universités.

Au Brésil, où la défense de l'autonomie universitaire est moins ancrée dans la tradition du mouvement étudiant, l'attaque contre ce principe est frontal, comme en 2007 avec les « décrets » de José Sierra, alors gouverneur de São Paulo. Ce processus a conduit à l'occupation du rectorat de la USP (Université de Sao Paulo), une des plus importantes luttes récentes du mouvement estudiantin brésilien et qui fait partie du phénomène de luttes qui a mené à la constitution d'ANEL.

Le Chili est un des pays où la privatisation de l'éducation est la plus avancée. Ce processus a été favorisé par les gouvernements successifs qui ont suivi à la lettre les lignes directrices de la Banque Mondiale, ce qui signifie la transformation de l'autonomie universitaire en « autonomie financière », pour forcer les universités à lever des fonds, en particulier dans le secteur privé. C'est la base des attaques qui ont mené à « la Rébellion des pingouins » (au Chili, l'uniforme des élèves du secondaire a donné lieu au surnom « pingouins »). Ce processus très important de lutte a aussi inspiré la recherche d'une coordination internationale de la part d'ANEL.

Ce projet d'éducation promu par l'impérialisme à l'échelle mondiale a donné lieu à une importante restriction de l'accès des jeunes à l'enseignement supérieur et est une démonstration, dans le domaine des projets éducatifs, du genre d'avenir que le capitalisme réserve pour les jeunes du Cône Sud, un avenir marqué par l'existence de 11 millions de jeunes en Amérique latine qui vivent avec seulement 1 dollar par jour et plus de 27 millions avec seulement 2 dollars par jour.

Coordonner et renforcer les luttes lors du Congrès d'ANEL

L'unité et la cohérence avec lesquelles ces attaques ont lieu, ainsi que la consolidation de la situation de pauvreté, de manque d'emploi et d'éducation pour les jeunes de notre continent, devraient aussi être un stimulant pour faire de ce congrès d'ANEL un espace pour avancer dans la coordination des luttes et des campagnes communes.

La situation doit nous stimuler à faire l'effort politique et financier nécessaire pour que le plus grand nombre possible de camarades d'Amérique latine et du monde soient présent au Congrès, par des salutations et des interventions, pour construire, coordonner et renforcer l'affrontement global contre les conséquences que le capitalisme réserve à la jeunesse brésilienne, argentine, égyptienne, palestinienne, haïtienne, européenne et mondiale.

Espagne

La jeunesse et le peuple sont descendus dans la rue et ont lancé des occupations de places.

L'Union européenne (UE) reste, comme en 2010, le maillon faible dans la chaîne des pays impérialistes. Aussi longtemps que se prolonge l'impact de la crise économique internationale (où seule l'Allemagne semble « respirer » un peu, mais au coût d'handicaper tous ses partenaires), la situation budgétaire de nombreux pays exige de plusieurs gouvernements des plans drastiques d'ajustement, que ce soit pour « assainir » les finances de l'Etat bourgeois, ou même pour survivre et ne pas faire faillite, comme c'est le cas dans les pays PIG (le Portugal, l'Irlande et, surtout, la Grèce). Mais ces mêmes plans sont à l'origine d'une réponse des travailleurs et des jeunes par la lutte : de nouvelles grèves générales en Grèce, la mobilisation de la Geração à Rasca (génération précaire) au Portugal, un demi-million de personnes dans les rues de Londres (Grande-Bretagne), le mouvement du 15 mai et les indignés en Espagne... En même temps, les plans érodent et affaiblissent politiquement les gouvernements qui les appliquent, comme on peut le voir dans les défaites électorales de Zapatero et du Parti socialiste en Espagne, de Sarkozy en France, ainsi que dans la démission anticipée de José Sócrates au Portugal et l'usure profonde de Berlusconi en Italie, etc.
Ci-dessous nous présentons des articles à propos de la situation en Espagne, au Portugal et en Italie.

« Ils appellent ça démocratie et ce ne l'est pas »

Le mouvement du 15 mai a décidé de rester sur la Plaza pour encore une semaine, au moins, jusqu'à la définition d'un plan d'action.

Le samedi 21 mai était le « jour de réflexion » pour les élections prévues le 22. La justice avait décidé l'interdiction pour le mouvement du 15 mai de rester sur la *Plaza* de la Puerta del Sol à Madrid et dans d'autres espaces de l'Etat espagnol. Mais cette interdiction n'a pas eu la force d'envoyer la police contre les manifestants, considérant que la population se rendait en masse sur les places. Il est difficile de dire combien de personnes sont venues à la Puerta del Sol pendant la journée. La *Plaza* était pleine à craquer depuis vendredi soir jusqu'à samedi matin et bien remplie pendant toute la journée du dimanche des élections. Les gens, vieux, jeunes, mères avec enfants, chômeurs, retraités... venaient et s'en allaient par trains ou métro, tous en soutien au mouvement du 15 mai, ne fut-ce que pour quelques heures. La situation donnait l'impression que la moitié de Madrid était bien passée par

là à un moment ou un autre. A la fin de la journée, une immense banderole a été suspendue à un bâtiment avec le message : « *A bas le régime. Le peuple n'a pas peur* » et elle a été accueillie par des manifestants avec leur slogan principal « *Ils appellent ça démocratie et ce ne l'est pas... Oe, Oe, Oe ... Ils appellent ça démocratie et ce ne l'est pas* », suivi par un autre cri favori : « *Non, non, ils ne nous représentent pas* ».

Samedi après-midi, une colonne de militants de Corriente Roja, de Cobas et de nombreux militants qui font partie des syndicats et des organisations opposées à la bureaucratie syndicale de CCOO et UGT, ont enthousiasmé la Puerta del Sol avec d'autres slogans de leur cru, tels que « Vive la lutte de la classe ouvrière », ou une chanson contre la monarchie, très applaudie, où ils nommaient les gendres du roi et la fille du prince héritier ou la reine elle-même : « *Urdangarín, Urdangarín, à travailler au Burger King / Marichalar à travailler chez Pizza Hut / et Leonor à travailler au Hipercor / et Sofiía comme caissière au Día* ». Ils exigeaient aussi : « *Ici il faut une grève, maintenant, une grève, ici il faut une grève, générale* ».

Le dimanche, il a été décidé en assemblée de continuer avec le mouvement et le camping sur la *Plaza* pendant au moins une semaine, jusqu'à ce que s'organise la continuité et l'extension du mouvement, ainsi que la définition d'un plan d'action. La continuité avait déjà été décidée à la *Plaza Catalunya* à Barcelone. D'autres sites dans l'Etat demandaient à la Puerta del Sol de chercher la coordination avec les autres, de peur qu'on y décide d'abandonner l'occupation.

Les élections du dimanche ont donné lieu à un vote de protestation contre le PSOE, et le président Zapatero a dû admettre que son parti et son gouvernement ont été, selon ses propres termes, « largement vaincus », de par la très grande insatisfaction de la situation sociale et économique. La vérité est que le gouvernement, le FMI, l'UE, font payer les travailleurs et les jeunes pour la crise, en attaquant le chômage, par les prêts hypothècaires et les coupes dans le budget social, l'attaque contre les pensions, alors que dans le même temps les banquiers et les capitalistes continuent de se remplir les poches.

La jeunesse a été à l'avant-garde...

Le 15 mai, la plate-forme appelée « démocratie réelle, maintenant » constituée il y a environ trois mois par le biais des réseaux sociaux, d'Internet et d'autres médias, a appelé à une manifestation sous le slogan « *Démocratie réelle, maintenant. Nous ne sommes pas des marchandises dans les mains des politiciens et des banquiers* ».

Les organisateurs eux-mêmes ont été surpris par la dimension du mouvement, qui était centré à Madrid, ville où entre quarante et cinquante milles personnes, en majorité des jeunes, sont descendues dans la rue lors d'une grande manifestation qui partait de Cibeles pour rejoindre la Puerta del Sol. Mais si Madrid a réalisé la plus grande manifestation, il ne faut pas sous-estimer ce qui s'est passé dans au moins 50 autres villes, en commençant par Barcelone et Séville, où respectivement 15 000 et 6 000 personnes sont descendues dans la rue.

Si une partie des organisateurs avait pour objectif un programme démocratique radical, les gens sur les places se rebellaient contre la situation dans son ensemble et voulaient entrer en lutte. Ils montraient toute leur colère contre le gouvernement, le régime, le PP et le PSOE, la monarchie, la bureaucratie syndicale de CCOO et UGT, le système capitaliste, en concentrant particulièrement leur haine contre les banquiers.

La démonstration débordait de force et de joie. Les gens étaient heureux de voir qu'ils étaient capables, qu'ils étaient forts et qu'une réponse collective à la crise était possible. Ils chantaient presque naturellement la plupart des slogans que le mouvement ouvrier de gauche et anti-bureaucratique a adoptés depuis longtemps.

Les gens ne se lassaient pas de crier, « *le PSOE et le PP, c'est la même merde* », « *les banquiers en prison* », « *contrat d'un jour pour la monarchie* », « *la crise, c'est aux capitalistes de la payer* », « *et où sont donc, on ne les voit pas, CCOO et UGT* », « *télévision, manipulation* »...

En fin de compte, la plate-forme « *Démocratie réelle, maintenant* » a été débordée. Tout un secteur a opté pour « occuper la place » et faire un camping à la Puerta del Sol, puis les campings se sont étendus à toutes les grandes villes de l'Etat espagnol. Dans la soirée, la police a alors évacué violemment la Place, à la demande de la municipalité, en détenant 24 manifestants.

... le peuple est entré en lutte

La répression a produit l'effet inverse. Lundi soir, la *Plaza* a été prise par des milliers de manifestants. Les gens se sont rendus à La Puerta del Sol en défense de la jeunesse, rejoignant la mobilisation, et exprimant leur indignation.

Dans les jours suivants, les sites de camping se sont consolidés et ont gagné le devant de la scène politique, éclipsant les élections. Ils sont devenus le thème central de la presse et des médias. Le mouvement devenait de masse, et le thème principal dans tous les bars, quartiers, moyens de transport, voisinages, et lieux de travail et d'étude.

Les jeunes sont restés sur les places et à la tête du mouvement qui, quant à lui, a gagné une composante populaire, en galvanisant le peuple et en attirant dans la mobilisation les immigrés, les sans-papiers, les retraités, les voisins, les chômeurs, les travailleurs...

Les campings sur les places commençaient, à leur tour, à avoir des airs de Mai 68 dans leur irrévérence... Une affiche, parmi les milliers sur la *Plaza* disait : « *Si vous ne nous laissez pas rêver, nous ne vous laisserons pas dormir* ».

Le composant anti-bureaucratique est un autre trait distinctif. Et il est emblématique de CCOO a dû fermer les portes de l'un de ses bureaux, par crainte de représailles de la part des manifestants.

En même temps, une conscience internationaliste opposée au système est également très présente par la revendication des manifestations et des révolutions en Egypte, en Grèce et même en Islande. Ce dernier pays est présenté, contradictoirement, comme une référence de « révolution » parce qu'il a suspendu le payement de la dette... et une partie des organisateurs de *Démocratie Réelle* défend l'Islande comme un modèle de société, supposé être un capitalisme « à visage humain »... Mais parmi les personnes mobilisées, il y a aussi une tendance opposée au capitalisme, même si cette conscience reste diffuse. A Barcelone,

la Plaza Catalunya a été « divisée » en trois espaces pour mieux organiser le camp. Ils s'appellent : Tahrir, Palestine et Islande.

Pour aller de l'avant, il faut s'unir avec les travailleurs et travailleuses...

La dynamique d'autodétermination, la disposition à la lutte, le sentiment anti-bureaucratique et les tendances clairement anticapitalistes du mouvement sont très importants et progressistes. De nombreux points du programme qui à ce jour ont été votées dans les assemblées sont également très bons, tels que la défense de l'emploi pour tous, 35 heures par semaine avec maintien du salaire, l'allocation de chômage sans limites dans le temps, aussi longtemps qu'un emploi n'est pas garanti, le logement pour tous, l'éducation publique, la défense de la santé publique sans ticket modérateur, la suspension des paiements de la dette, la nationalisation des banques, la fin de la monarchie et des privilèges des hommes politiques, entre autres.

Mais pour avancer plus loin, il faut obtenir l'unité avec les travailleurs, et pour cela, en plus d'incorporer les organisations qui veulent se battre, il faut un plan de lutte unifié.

Le samedi 28 mai sera une journée d'assemblées dans les quartiers et les faubourgs de Madrid, et ce sera sûrement quelque chose qui pourra être prolongé, ce qui est très bien. Mais, à l'exemple de ce qu'a décidé l'assemblée de Barcelone, il faudra définir une journée de manifestation qui permettra de reprendre la rue, en y incorporant les secteurs en lutte ainsi que le mouvement ouvrier.

Il faut également proposer la nécessité que tout le mouvement puisse aboutir à une grève générale pour renverser les plans d'ajustement et imposer les revendications du mouvement en matière d'emploi, de logement, de santé, d'éducation, de même que par rapport aux revendications démocratiques, contre cette démocratie qui ne l'est pas.

Les problèmes et les faiblesses dans le mouvement, à surmonter pour qu'il puisse avancer

Le premier problème est que des secteurs des organisateurs, qui appartiennent aussi à plusieurs organisations politiques (autonomes, anti-mondialisation, anarchistes et même anticapitalistes), encouragent des préjugés « anti » toute organisation syndicale ou politique en s'appuyant sur le sentiment anti-bureaucratique du mouvement (chose progressiste) et sur le rejet de la bureaucratie syndicale et des partis du système. Cela pose un problème pour réaliser l'unité avec la classe ouvrière et avec tous les travailleurs, parce qu'ils n'acceptent pas que les organisations de lutte, anti-bureaucratiques et de base de ces derniers puissent s'exprimer et participer au mouvement. C'est-à-dire, ils refusent aux travailleurs de participer à la lutte de manière organisée et collective. Et cela sape tout simplement la lutte et l'unité. C'est aussi un problème à l'égard de la démocratie, car une chose est garantir l'autonomie et éviter que la bureaucratie s'empare du mouvement, ce qui est bien, et une autre d'inhiber la liberté d'expression des courants politiques et syndicaux qui font partie de la lutte. Cela est anti-démocratique, rend plus difficile l'unité pour lutter et alimente la bureaucratie car, en fin de compte, des courants politiques s'emparent de la direction sans dire qui ils sont et, pire encore, empêchent d'autres secteurs de s'exprimer et de participer.

Avec leur action, les travailleurs peuvent stopper le capital et renverser ces plans anti-ouvriers, le régime et les gouvernements qui les appliquent. C'est pourquoi la bureaucratie de CCOO et UGT a signé le Pacte social avec le gouvernement, afin d'aider ce dernier, le PSOE et le PP à faire payer la crise par les travailleurs, pour garantir le maintien du système.

Pour briser les liens de la bureaucratie et lutter, les travailleurs ont besoin d'organisations, de démocratie et d'unité. Par conséquent, pour que les luttes ouvrières rejoignent ce mouvement, il faut unifier tous ceux qui veulent se battre. Et donc, toutes les organisations qui appellent à la lutte doivent non seulement pouvoir participer et défendre leurs points de vue, mais il faut les inviter à se joindre au mouvement.

Il y a un deuxième débat, d'une autre nature, qui ne nous empêche pas de lutter tous ensembles maintenant, mais qui peut et doit être mis sur la table : il concerne la stratégie ou la question de quel monde nous défendons. Des secteurs de camarades de *Démocratie réelle maintenant* et des organisateurs affirment qu'un autre monde est possible sans détruire le capitalisme. Nous croyons qu'un capitalisme humain et solidaire est impossible.

Nous plaidons pour un monde socialiste sans capitalistes, sans bureaucratie, avec démocratie ouvrière.

Fontana Mariucha
(Espagne)

Une oratrice s'adresse aux occupants de la Plaza Catalunya à Barcelone..

Un pays exsangue

Le Portugal ne sortira de la crise que de la main des travailleurs

Manuel Afonso - Gil Garcia (Portugal)

La dernière révolution en Europe occidentale, c'était au Portugal. Ensuite la bourgeoisie a contre-attaqué et récupéré ce qu'elle avait perdu en 1974-75. Pour ce faire, elle s'est appuyée sur l'intégration dans l'Union européenne (UE), qui a imposé au pays un rôle dans la division internationale du travail et a détruit ainsi son tissu productif, bien qu'il y ait eu une certaine croissance économique. Et elle a obtenu une démoralisation grave de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, la situation s'inverse : la première décennie du XXIe siècle ne fut que stagnation et récession, les travailleurs et les classes moyennes sont aujourd'hui de plus en plus pauvres et l'UE de plus en plus discréditée. En même temps reviennent deux phénomènes absents depuis trente ans : l'intervention du FMI, d'une part, et la mobilisation massive et sans relâche du mouvement de masse, malgré ses hauts et ses bas, d'autre part.

Si en 1975, on avait montré le visage actuel du pays à un travailleur, il aurait demandé si le pays avait été victime d'une catastrophe naturelle ou bien si les acquis arrachés par la révolution avaient été profondément touchés, voire, pour la plupart, détruits. Seule cette dernière hypothèse est correcte.

Le chômage est officiellement de 12,4 % (28 % chez les jeunes). Parmi les chômeurs, 54 % ne reçoivent aucune allocation de chômage. Le salaire moyen et le salaire minimum sont les plus bas de la zone euro (respectivement 777 et 485 euros). Selon les données officielles, 23 % des travailleurs sont en situation précaire (en réalité, le pourcentage est plus élevé). L'inflation, évaluée à 4,1 %, est la plus élevée depuis des années. Le Portugal est aujourd'hui le seul pays de la zone euro en récession, avec une contraction de 2,2 % au second semestre. La Banque du Portugal ne ment pas dans son rapport annuel, quand elle prévient que le revenu des ménages subira une « contraction sans précédent » et qu'une récession « de grande ampleur persistera en 2012 ».

Comment en est-on arrivé là ?

Avec les gouvernements de José Sócrates, la bourgeoisie a tenté, au détriment des salaires directs et indirects, de se récupérer de la crise de 2001 dont le Portugal ne s'est jamais remis, puis de celle de 2008. Il serait difficile de lister toutes les attaques contre les travailleurs qui ont eu lieu durant ces deux gouvernements.

Nous pouvons les résumer en deux phases. Dans la première, le gouvernement a attaqué un secteur à la fois : avec la baisse des salaires par le chômage et la précarité, avec les coupes dans le budget des droits sociaux. Dans une seconde phase, il a injecté dans la banque les millions qu'il avait retirés aux travailleurs pendant des années. Cela a déséquilibré le déficit budgétaire et doublé la dette nationale. Il est alors devenu impossible de n'attaquer qu'un secteur à la fois, et le gouvernement a approuvé en quelques mois trois plans d'austérité successifs, comprenant augmentation des impôts, réduction des prestations sociales, gel des pensions et réduction des salaires, en plus d'appliquer des coupes supplémentaires dans la santé et l'éducation.

Tout au long de ces années, Sócrates a accumulé une haine populaire sans précédent sur sa personne, qui a abouti à la plus grande mobilisation depuis des décennies, où les enseignants se trouvèrent à l'avant-garde, suivie par les fonctionnaires, les infirmières, les camionneurs, les cheminots et différents secteurs populaires. Les mobilisations de plus de 100 000 personnes à Lisbonne étaient monnaie courante.

Le mécontentement s'est également manifesté dans les urnes. Le Bloc de gauche (BE) et le Parti communiste (PCP) ont obtenu ensemble près de 20 % dans les élections législatives de 2009. Au cours de cette montée, il aurait été possible de renverser le gouvernement en radicalisant et en unifiant les luttes, ce que la CGTP, la centrale syndicale majoritaire, dirigée par le PCP, n'a jamais voulu. Ce n'est qu'après plusieurs manifestations de masse, après des grèves sectorielles et après trois plans d'austérité que la CGTP a convoqué une grève générale, fin 2010.

Temps de révolte

Début 2011, les mesures d'ajustement commencent à se faire sentir. Les grèves dans les transports s'enchaînent. Le pays est en effervescence, sous l'influence des révolutions dans le Maghreb. Le 12 mars, avec la manifestation de la « *Geração à Rasca* » (« génération perdue »), le mécontentement populaire explose : dans une révolte massive contre les mesures d'austérité du gouvernement, 300 000 personnes descendent dans la rue. Le mécontentement populaire et la volonté de combattre se révèlent immenses.

Cet événement met à nu la crise d'un régime qui ne parvient pas à stopper la révolte populaire, ni par des concessions matérielles - impossibles vu la situation économique - ni par l'œuvre de la bureaucratie syndicale ou de la gauche réformiste, qui avaient réussi, pendant des années, à canaliser la révolte vers les urnes. L'action immédiate de la bourgeoisie fut de diriger le mécontentement vers des élections, par le biais de la démission de Sócrates.

Si la convocation à des élections anticipées fut efficace pour geler temporairement la situation, il faut dire que ce n'est qu'un palliatif. On attend un gouvernement du Parti socialiste (PS) ou du Parti social-démocrate (PSD) sans majorité parlementaire, qui devra

faire face à une situation économique terrible, menacée par des signes d'une nouvelle crise dans le secteur du logement (qui a connu des pertes de l'ordre de 20 % en avril). Même si le PSD gagne les élections et s'unit aux démocrates-chrétiens (l'extrême droite), obtenant la majorité absolue, il s'agira d'un gouvernement fragile. Le vainqueur devra approfondir une guerre d'austérité contre les travailleurs dans des conditions difficiles, dans un scénario d'instabilité totale.

La crise de la dette

Conscient de cette situation, la dénommée « troïka » (le FMI, la BCE et l'UE) est arrivée dans le pays pour négocier une « aide » de 78 milliards d'euros, qui seront utilisés pour recapitaliser les banques et payer les intérêts de la dette. Le gouvernement, surfant sur l'instabilité, a réussi à se tenir debout pendant plusieurs mois sans cette ressource, évitant ainsi de supporter le poids de cette politique sombre. Il a donc démissionné et appelé la « troïka » ensuite, en transférant la responsabilité de l'accord à l'opposition.

Les mesures exigées par le FMI et l'UE, qu'on suppose sur trois ans, ont déjà été annoncées. Mais dans le pays, tout le monde sait que ces mesures - y compris la privatisation, la réduction des pensions, l'augmentation des impôts, la facilité des licenciements et les coupes dans la santé et l'éducation - ne sont que la pointe de l'iceberg.

La presse a levé le voile sur les « soucis » de la troïka - le fait que le Portugal ait un marché du logement trop « rigide », une justice trop « lente » (pour ce qui concerne les affaires de la bourgeoisie) et, surtout, un manque de compétitivité de l'économie - soucis qu'elle cherche à dissiper via davantage de précarité, voire même via une réduction du salaire minimum déjà misérable. Ces plans ne sont pas pour trois ans, mais pour au moins une décennie.

Dans ce projet, la dette publique extérieure est, d'une certaine manière, un prétexte. En réalité, elle constitue surtout le mécanisme d'un transfert énorme de survaleur au capital, avec, à la clé, la récupération du taux de profit affecté par la crise. Le projet stratégique qui se cache derrière cette dette, qui sera permanente puisque impayable, est l'approfondissement de la dépendance du pays vis-à-vis de l'Allemagne et de la France, et l'exploitation de la classe ouvrière. Ce ne sera pas une solution temporaire à la crise, mais une tentative de la bourgeoisie d'éviter que surviennent des crises similaires dans les prochaines décennies, une tentative de stopper la chute de son taux de profit.

Le non-paiement de la dette

Contre ce plan, le non-paiement de la dette est une nécessité stratégique. Cette mesure, et d'autres mesures de relance économique, comme la récupération des secteurs productifs, sont des besoins non seulement de la classe ouvrière, mais de l'ensemble du pays. Cependant, il y a longtemps que la bourgeoisie portugaise se révèle incapable de défendre la production nationale, en optant pour une issue de rentiers, de spéculateurs et pour l'une ou l'autre exportation de capital dans le secteur des services.

Seule la classe ouvrière peut prendre les mesures nécessaires pour sa propre survie et pour la reprise de l'économie. Seuls les travailleurs peuvent éviter l'hémorragie que représente le paiement de la dette publique, en utilisant cet argent pour créer des emplois, augmenter les salaires et investir dans la santé et l'éducation.

Même la tâche de réorganiser le tissu de la production nationale a été abandonnée par la bourgeoisie. C'est aux travailleurs de l'assumer. Pour cela, ils ont besoin de nationaliser les banques et les entreprises stratégiques sous leur contrôle et sans indemnisation, ainsi que de sortir le pays de l'UE et de la zone euro. Pas la peine de croire que cela se fera au sein du projet bourgeois de l'UE ou via tout autre secteur « productif » de la bourgeoisie...

Une occasion à saisir

Le drame, c'est que le BE et le PCP ferment les yeux sur ces questions. Ils refusent de s'unir dans la perspective de construire un gouvernement des travailleurs et ils capitulent devant le projet de l'UE. Ces parties défendent de façon confuse, tout comme une partie de la bourgeoisie, une renégociation ou une restructuration de la dette. Cela signifie reconnaître la dette et la nécessité de la payer, et d'attaquer seulement les « intérêts usuraires ».

Toutefois, il y a là une occasion à saisir. Lors de l'élection présidentielle de janvier, on a vu un secteur du pays entrer en rupture avec les partis du centre, ce qui n'a pas été capitalisé par la gauche réformiste. La manifestation de la « *Geração à Rasca* » reflète également ce phénomène dans la rue.

Le récent congrès du BE, où l'aile révolutionnaire Ruptura / FER et ses alliés ont remporté un peu plus de 14 % lors des élections internes des délégués (avec des résultats allant de 20 % à 70 % dans huit villes importantes du pays), montre qu'une partie de la base sociale de ce parti tend à se tourner vers la gauche. Tous ces signes indiquent qu'il existe un espace pour construire une direction révolutionnaire, orientée vers une issue socialiste à la crise, qui soit suivie par des secteurs significatifs de la classe. C'est cela, le défi posé par la situation politique au Portugal.

Le président, Cavaco Silva, et le Premier ministre démissionnaire, José Sócrates.

Italie

La crise du gouvernement de Berlusconi

Valerio Torre (PdAC - Italie)

En 2008, après seulement deux ans, le second gouvernement de Romano Prodi (une coalition de centre) est tombé en raison des contradictions internes et de la faiblesse qui le caractérisait depuis sa naissance. Les élections ont ouvert la porte à Silvio Berlusconi, qui a remporté une majorité parlementaire écrasante. Trois ans plus tard, une grave crise politique, dans le contexte de la crise économique qui secoue le système capitaliste, est en train de toucher ce gouvernement.

Un peu d'histoire

En 1992, la grande bourgeoisie a tiré profit de l'effondrement - suite à l'enquête judiciaire appelée « mani puliti » (mains propres) - de la dénommée Première République, en vigueur depuis la Seconde Guerre mondiale et touchée par la corruption et les scandales. Elle a décidé qu'il était temps de changer l'image d'instabilité politique et la succession de gouvernements à tour de bras, qui entravaient ainsi son action.

Des coalitions gouvernementales stables et durables étaient nécessaires pour mettre en oeuvre des « réformes » d'intérêt pour les capitalistes (privatisation, élimination de « l'Etat social », flexibilité des travailleurs, affaiblissement de la négociation collective, etc.). Le système électoral de représentation proportionnelle, en vigueur jusqu'alors, a été remplacé par un système de représentation majoritaire, capable de favoriser l'émergence et l'alternance de deux pôles bourgeois qui disputent le gouvernement.

Quelques modifications ont été apportées au cours des années, pour avancer de plus en plus vers le système électoral actuel, marginalisant encore le peu de proportionnalité qui restait, et plusieurs lois électorales ont suivi. La bipolarité prenait racine en Italie, et a été « acceptée » par la grande majorité de l'électorat.

Cette bipolarité, le plus souvent basée sur des coalitions hétérogènes, a donné lieu à un degré de stabilité des gouvernements sans précédent. Mais ce n'était pas encore ce que voulait réellement la bourgeoisie.

Les capitalistes ont donc vu le besoin de poursuivre l'objectif d'une plus grande stabilité de gouvernance, non par « l'alchimie institutionnelle » mais à travers une simplification du cadre politique : deux grandes forces, une de centre-droite et une de centre-gauche. C'est le comme résultat d'un processus de décomposition et de recomposition des anciens partis, qui se voient confier la tâche de gouverner en alternance les intérêts de la bourgeoisie.

L'évolution libérale complète des héritiers de l'ancien Parti communiste a favorisé le projet bourgeois de simplification du cadre politique. Et la naissance du Parti Démocrate (PD), suite au rapprochement entre les anciens communistes et les héritiers de la Démocratie Chrétienne, a représenté l'issue « naturelle » de ce projet : un parti unique, l'expression du « libéralisme démocratique », qui maintient des « liens » forts avec les principaux syndicats du pays (c'est-à-dire qui les contrôle). La naissance du PD représente un projet conscient, parrainé par la grande bourgeoisie financière et industrielle d'Italie.

Le regroupement de la droite et l'« anomalie » Berlusconi

D'autre part, sur la droite se développe également un processus de rapprochement de forces qui, jusqu'alors, étaient seulement liées par une alliance. C'est ainsi que Forza Italia (le parti de Berlusconi) et Alleanza Nazionale (le parti dirigé par Gianfranco Fini, l'actuel président de la Chambre des députés) ont fusionné en un nouveau parti, appelé Il Popolo della Libertà (le peuple de la liberté), et ont formalisé un accord très étroit avec le parti raciste et xénophobe Lega Norte (Ligue du Nord), dirigé par Umberto Bossi. Voilà le tableau tracé par les capitalistes italiens : deux grands pôles en concurrence pour l'administration des intérêts de la bourgeoisie.

En dépit de la « perfection formelle » de ce projet, il y a eu toujours un problème : l'anomalie Berlusconi, qui n'a jamais été un personnage de confiance de la grande bourgeoisie industrielle et financière. Le grand capital ne lui faisait pas confiance et misait toujours plutôt sur le centre-gauche, à cause du contrôle de ce dernier sur le mouvement ouvrier, par le biais de la bureaucratie syndicale, ainsi que de la « gauche gouvernementale » (bien qu'assez faible).

Par exemple, les capitalistes n'ont jamais eu peur de la présence dans le gouvernement d'une force comme Rifondazione Comunista (Refondation Communiste), car l'expérience du premier gouvernement de Prodi (1996-1998) a enseigné aux bourgeois les plus intelligents qu'un parti qui s'appelle « communiste » mais qui est prêt à « donner un coup de main » dans un gouvernement des banquiers, peut être une ressource précieuse pour freiner les luttes et tromper les travailleurs en leur promettant un programme de « réformes sociales » en échange de la « paix sociale ». En 2006, tout comme en 1996, les capitalistes ont soutenu une fois de plus Prodi en alliance avec Rifondazione Comunista. Ils l'ont fait de manière théâtrale, en se faisant photographier quand ils sont allés voter lors des élections primaires qui ont couronné Prodi en tant que chef de file de la coalition de centre-gauche.

La position de la grande bourgeoisie à l'égard du gouvernement de Berlusconi

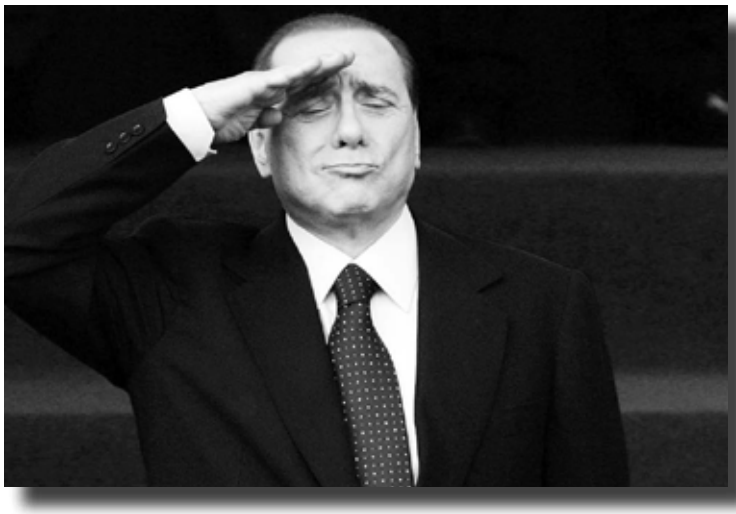
Après la chute du deuxième gouvernement de Prodi (2008), Berlusconi a pris ses fonctions, soutenu par la petite et moyenne bourgeoisie industrielle du Nord du pays, les corporations

professionnelles et les secteurs les plus importants de l'Eglise catholique.

La grande bourgeoisie et les banquiers étaient-ils contre Berlusconi ? Pas du tout ! Le grand capital a tiré profit de la majorité écrasante de Berlusconi au parlement pour faire passer les mesures nécessaires pour défendre leurs intérêts. C'est-à-dire qu'ils ont apprivoisé Berlusconi pour obtenir les résultats qu'ils voulaient.

Cela s'est assez bien passé jusqu'à l'éclatement de la crise. Mais, depuis quelque temps, presque toute l'activité du gouvernement est destinée à « secourir » Silvio Berlusconi, à promulguer des lois pour le sauver des nombreux procès et enquêtes dans lesquels il est accusé. Et entre-temps, les patrons veulent des mesures plus incisives pour rejeter la crise sur les épaules des travailleurs[1]. Toutefois, la dynamique même de la crise fait que le gouvernement n'a pas beaucoup de marge de manœuvre.

La grande bourgeoisie elle-même a donc provoqué, sous la direction de Fini[2], une scission dans le parti de Berlusconi, ce qui a mis la coalition en la crise. Fini est un bon remplaçant pour le grand capital, étant donné qu'il construit son profil comme chef d'une droite européenne moderne et libérale. Il est donc plus fiable. Mais cette manœuvre n'a pas été coronnée de succès parce que ceux qui ont rompu n'ont pas eu l'audace d'approfondir la crise politique au parlement et ont permis à Berlusconi de gagner du temps pour stabiliser sa majorité en « achetant » quelques députés.



La crise actuelle du gouvernement de Berlusconi

Malgré le résultat de ces manœuvres, la réalité est que les capitalistes critiquent quotidiennement les politiques gouvernementales, et des secteurs populaires qui ont voté en sa faveur lui retirent maintenant leur confiance à cause de son incapacité à tenir ses promesses. Cela s'est passé lors des récentes élections municipales portant sur 13 millions d'électeurs et qui ont été un test politique national. Dans toutes les grandes villes (Turin, Milan, Naples, Bologne), la coalition au pouvoir a perdu. La défaite au premier tour à Milan a été d'une grande importance, car elle a lieu dans la capitale financière du pays, une ville gouvernée par la droite depuis de nombreuses années, la ville de Berlusconi lui-même, où il était candidat en soutenant le maire sortant.

Avec cet échec électoral s'est ouverte une phase de grandes contradictions et d'importants conflits avec la Ligue du Nord, dont le leader, Umberto Bossi, vient de déclarer « qu'ils ne se laisseront pas entraîner dans l'abîme ». Bref, comme disent les journalistes bourgeois, « les fusibles ont sauté » : le gouvernement Berlusconi peut encore avoir un moment de répit, mais il touche à sa fin.

Maintenant, la grande bourgeoisie suggère de trouver une issue honorable pour le Premier ministre, afin d'éviter une collision politique à long terme dans le cas où Berlusconi voudrait « résister », ainsi que d'éviter que les risques de collision « sociale » s'aggravent. La crainte des capitalistes est que l'approfondissement de la crise économique ait lieu dans le cadre d'une profonde crise politique dont l'issue est imprévisible.

Toutefois, la résolution du « problème » passe par Berlusconi lui-même, qui craint que son départ de la première ligne de la scène politique ne mette en péril sa liberté, à cause des nombreux procès dans lequel il est accusé, et alors que certains secteurs de sa coalition seraient favorables à ce qu'il fasse un pas de côté pour sauver ce qui reste de l'expérience du gouvernement. Ces contradictions aggravent la situation.

Quelle alternative pour les travailleurs ?

Pendant ce temps, le PD se prépare pour les prochaines élections nationales (en 2013, si Berlusconi ne tombe pas avant), en construisant un nouveau montage pour une coalition semblable à celle du second gouvernement de Prodi, avec les partis de la « gauche gouvernementale»[3]. Mais, après les récentes élections municipales, le PD a déjà capitalisé le sentiment « anti-berlusconi » dans d'amples secteurs populaires. Il se propose comme une « alternative » à la droite et il tire profit de la volonté des travailleurs de se débarrasser de Berlusconi. Il essaye ainsi de faire oublier qu'il a déjà été au gouvernement, en faveur des capitalistes et contre les masses populares[4].

Nous, les révolutionnaires, savons que ces « alternatives » ne servent qu'à confondre les travailleurs, et nous l'avons dénoncé à toutes les occasions, aussi quand nous étions candidats aux élections. Ce ne sera pas à travers des élections que va se construire une vraie alternative ouvrière et populaire. Celle-ci ne peut qu'émerger des luttes.

Ce n'est qu'avec les luttes que nous pouvons expulser Berlusconi et tous les gouvernements des banquiers et des patrons sans les remplacer par les autres candidats de la bourgeoisie, les amis des patrons.

---

1 En outre, dans son « activité d'autodéfense » des juges, Silvio Berlusconi se heurte de plus en plus à tous les pouvoirs de « garantie » de l'Etat (Président de la république », Cour constitutionnelle), et la grande bourgeoisie n'aime pas trop cela.

2 Fini a quitté le parti avec un petit groupe de députés, et a fondé une nouvelle organisation, Futuro e Libertà (Futur et liberté).

3 Référence à Refondation Communiste et au Parti des communistes italiens (maintenant unis dans une Fédération de gauche). On y trouve aussi une nouvelle organisation appelée *Gauche, Ecologie et Liberté*, une rupture de Refondation.

4 Même à Turin, ville ouvrière et le siège de Fiat, Piero Fassino, chef du PD qui s'est prononcé en faveur du plan de restructuration de l'entreprise, a remporté les élections municipales au premier tour et est devenu maire en raison du vote ouvrier.

Un pacte avec Santos, à instances de l'impérialisme

Dénonçons la trahison de Chavez

Bernardo Cerdeira (Brésil)

L'extradition récente du journaliste Joaquín Pérez Becerra au gouvernement colombien de Santos par Hugo Chávez a outragé des milliers de militants de gauche en Amérique latine et dans le monde, même ceux qui sont partisans de Chavez. Il nous semble essentiel de dépasser ces premières réactions, d'avancer pour en tirer des conclusions politiques et de trouver les racines profondes qui expliquent la façon d'agir méprisable de Chavez.

Hier encore, il faisait face à Uribe

En Colombie règne un régime bonapartiste au service de la domination impérialiste des Etats-Unis, qui leur garantit une plate-forme politique et militaire au milieu du continent. Ce régime autoritaire s'est consolidé durant les gouvernements d'Alvaro Uribe, pednant lesquels la Colombie est devenue un des pays avec le plus de violations des droits de l'homme. En 2010, Uribe a dénoncé Chavez devant l'OEA, de protéger les membres des FARC et de l'Armée de libération nationale. Chavez a rompu les relations diplomatiques et commerciales avec la Colombie, a renforcé militairement les frontières et a dénoncé une invasion colombienne « imminente » avec le soutien de l'impérialisme étasunien, qui venait de signer un accord avec Uribe pour l'utilisation des bases militaires colombiennes dans la lutte « *contre le trafic de drogue et le terrorisme* ».

Au milieu de ces tensions politiques, en août 2010, Juan Manuel Santos a assumé la présidence colombienne. Il s'agit de l'ancien ministre de la Défense d'Uribe et donc exécuteur et complice de toutes les atrocités et les marques de servilité du régime génocidaire. Lors de l'élection de Santos, Chávez l'a qualifié de « gangster », de « *seigneur de la guerre, le lèche-bottes numéro un des Etats-Unis en Colombie* ». Il a également annoncé sa décision « *de mettre de la distance, de réduire le commerce avec un gouvernement qui s'est déclaré pratiquement l'ennemi du Venezuela et menaçait de l'agresser et qui, en outre, a largement ouvert le territoire de la Colombie à l'empire étasunien* ». Il a annoncé que, d'être élu Santos, « *je ne vais pas le recevoir* ».

Une fois la crise résolue, grâce à la médiation de Nestor Kirchner, via l'UNASUR, Chavez a changé complètement de position sur le nouveau gouvernement de Santos. En août, il a exhorté publiquement les rebelles colombiens de négocier avec lui, il a dit que si le gouvernement de la Colombie « *propose un chemin de la paix, la guérilla devrait le faire également* [...] ». Selon Chavez, « *cette guérilla doit se prononcer pour la paix, mais avec des manifestations tranchantes. Par exemple, ils pourraient libérer tous les otages. Pourquoi une guérilla doit-elle avoir des otages ?* »Sa nouvelle politique le mène à éliminer y compris son opposition rhétorique à l'installation de bases militaires américaines sur le sol colombien. Il est évident que ces bases menacent la sécurité de l'ensemble du continent, mais Chavez affirme que « *la Colombie est souveraine d'établir des accords avec n'importe quel pays dans le monde* ».

En novembre, le président vénézuélien a déclaré qu'une « nouvelle ère » s'était ouverte dans les relations avec la Colombie. Et Santos est du même avis : il a dit que, depuis le 10 août, les relations avec Chavez sont « radicalement différentes ». Il a mis l'accent sur la coopération de Chavez dans l'arrestation et l'extradition des personnes liées à la guérilla colombienne.

Santos a dit très clairement : « [Chavez] *s'est engagé face au monde et à la Colombie et il a tenu ses promesses, il nous a livré des gens. C'est sans précédent, il nous a livré des gens des FARC et de l'ELN* ». Et il insiste sur son optimisme concernant Chavez : « *Oui, je dois vous dire ce que je pense* [...], *qu'il y a des progrès et je pense qu'il y aura des progrès tous les jours, c'est ce que nous attendons. Jusqu'à présent, il accomplit ce qu'il a promis, et j'espère que cela continue ainsi*. »Ce changement de cap dans la façon d'agir de Chavez est résultat de l'efficacité de l'insistante tactique de réaction démocratique promue par l'impérialisme étasunien. Obama a représenté le besoin de « changement de visage » face à la figure détestée de Bush. Santos s'est révélé être le plus apte à remplacer Uribe avec un profil de « conciliation » et « plus d'ouverture » au dialogue avec ses voisins, et à gagner ainsi Chavez et Rafael Correa à sa politique pour une défaite finale des FARC et à la stabilisation de la région au service de l'impérialisme. Grâce à cette tactique, l'impérialisme est en train d'arriver à ses fins.

Le cas de Pérez Becerra

L'arrestation et extradition illégales du journaliste colombien Joaquín Pérez Becerra a lieu dans le cadre de cette politique de capitulation de Chavez. Pérez Becerra a fui son pays il y a 20 ans pour éviter d'être assassiné et a obtenu l'asile en Suède. La modalité de l'extradition est dégoûtante. Dès son arrivée sur le sol vénézuélien, il a été arrêté, emprisonné, privé de toute communication et, en moins de 48 heures, déporté à Bogota.

Un fait illustre la servilité de Chavez à l'égard de son nouvel allié, la déclaration de Santos au quotidien *El Tiempo* de Bogota : « *Samedi, j'ai appelé le président Chavez, je lui ai dit*

qu'un type très important pour nous, des FARC, arrivait sur un vol de la Lufthansa à destination de Caracas cet après-midi, et j'ai demandé s'ils pouvaient l'arrêter. Il n'a pas hésité. Il a ordonné de le capturer et il va nous l'offrir. »

Chavez s'exécute et la détention a lieu avec l'argumentation que Pérez Becerra est « *le chef de file en Europe du front international des FARC* ». Dans un communiqué officiel est expliqué qu'il était « *recherché par les organes judiciaires de la République de Colombie, via Interpol... pour avoir commis des délits d'association criminelle, de financement du terrorisme et de gestion de ressources liées aux activités terroristes* ». C'est incroyable, si on pense que cela vient de quelqu'un qui, il y a quelques mois, disait : « *Les FARC et l'ELN ne sont pas terroristes, ce sont de véritables armées et il faut leur accorder la reconnaissance*. [...] *Ce sont des forces insurgées qui ont un projet politique et bolivarien qui est respecté ici*. »

Chavez lui-même a reconnu sa responsabilité directe : « *Le responsable d'avoir envoyé Joaquín Pérez Becerra en Colombie s'appelle Hugo Chavez.* [...] *Celui qui veut me critiquer, qu'il me critique.* » Chavez a violé tous les principes démocratiques. Nous ne parlons pas des principes socialistes révolutionnaires (qu'il n'a jamais eus), mais des droits fondamentaux de la défense et de l'asile politique ! Le plus grave est que le cas de Joaquin Perez Becerra n'est pas le seul. Il s'ajoute à l'extradition de dizaines d'autres membres réels ou présumés des FARC, de l'ELN ou de l'ETA espagnol.

Le contexte de la collaboration avec l'impérialisme

La toile de fond de cette politique délibérée de collaboration avec Santos et l'impérialisme s'est le Venezuela et sa brutale crise économique, conséquence de la crise mondiale du capitalisme, et la pression politique de l'impérialisme.

Le Venezuela a été le seul pays qui a terminé 2010 avec une récession de -1,9 %. Le taux d'inflation annuel est d'environ 30 %. Le chômage a grimpé de 6,5 % à 8,7 % ces derniers mois. Le gouvernement a réagi à la crise comme tous les autres gouvernements capitalistes : en déchargeant le poids de la crise sur le dos de la classe ouvrière et le peuple exploité.

Par conséquent, les relations commerciales avec Santos sont privilégiées et on le flatte. En échange de l'aide commerciale, Chavez embellit l'ancien « gangster » Santos et il est même prêt à légitimer des gouvernements putschistes comme celui de Porfirio Lobo au Honduras, qui n'était même pas reconnu, jusqu'à présent, par la plupart des autres gouvernements dans le continent.

Le Gouvernement de Lobo

Le 9 avril a eu lieu en Colombie, à la demande de la diplomatie étasunienne, une rencontre entre Chavez et Santos où ils ont convenu de promouvoir la reconnaissance internationale du gouvernement du Honduras, héritier du putsch de juin 2009, et son retour à l'OEA.

Ainsi, le gouvernement putschiste et la bourgeoisie de Honduras peuvent désormais accéder aux prêts des organismes comme la Banque interaméricaine de développement et bénéficier des conditions de financement avantageuses du pétrole vénézuélien. Chavez l'a dit clairement : « *C'est avec plaisir que j'ai rencontré le président Lobo [...] et les résultats sont encourageants* [...]. *Nous avons pris des mesures pour essayer d'aider le Honduras à réintégrer tous les organismes internationaux et tous les programmes de coopération avec nos pays.* » Il est prêt à blanchir un gouvernement issu d'un putsch et trahir la lutte et la résistance du peuple hondurien. Ce processus honteux a lieu avec l'aval de l'ancien président Zelaya qui est allé à Caracas, le 19 avril, pour « accepter la médiation » de Hugo Chavez dans l'intérêt de « la paix et la démocratie au Honduras ».

Il ne faut pas tourner autour du pot. Il faut appeler les actions de Chavez par leur nom : la trahison et la servilité. C'est la trahison de la confiance des masses vénézuéliennes et de tous ces combattants et militants honnêtes dans le monde entier qui ont eu, et qui ont encore confiance en lui en tant que leader « anti-impérialiste » et « socialiste ».

Construisons une alternative anti-impérialiste, ouvrière et socialiste !

Nous, la LIT-QI, nous dénonçons cette trahison infâme de Chavez et nous rendons son gouvernement responsable de toute atteinte contre l'intégrité physique de Pérez Becerra. Il faut dénoncer la trahison de Chavez et exiger la rupture de son pacte infâme avec Santos et l'impérialisme. Seule l'organisation et la mobilisation indépendantes de la classe ouvrière et du peuple vénézuélien, ensemble avec les autres peuples d'Amérique latine, permettront de mettre en échec ce pacte, qui assure l'extradition des militants sociaux et de gauche vers le gouvernement autoritaire de la Colombie.

Il est également nécessaire d'analyse en profondeur le caractère de classe du gouvernement de Chavez. Il est urgent de rompre avec la confusion qui découle de l'identification de la défense de la révolution vénézuélienne avec la défense du gouvernement de Chavez. Chavez n'est pas la révolution, il est son fossoyeur.

Chavez a clairement démontré qu'il est le dirigeant bourgeois d'un secteur des capitalistes vénézuéliens qui s'enrichissent avec les revenus du pétrole et toute sorte de négociations avec l'Etat. Ce n'est pas un dirigeant socialiste. Par son caractère bourgeois, il ne sera jamais un anti-impérialiste conséquent et, en dépit de sa rhétorique et de quelques frictions avec l'impérialisme, il maintiendra le Venezuela comme un pays semi-colonial.

Une politique de soutien à ce gouvernement ne fait que saper la possibilité et mettre en question la nécessité de construire une issue indépendante, de classe, socialiste et internationaliste pour la classe ouvrière vénézuélienne, une tâche dans laquelle nous sommes engagés, nous, les militants de la LIT-QI, et d'autres révolutionnaires dans le monde.

Nous réaffirmons qu'aucune bourgeoisie nationale latino-américaine ou secteur de cette bourgeoise ne peut jouer un rôle progressiste pour la libération de notre continent des griffes de l'impérialisme. Chavez n'est pas, et ne sera pas, une exception à cette règle - confirmée par l'histoire. Il est temps de faire le point et de tirer les enseignements nécessaires pour la révolution socialiste, qui nous liberera de toute oppression et exploitation.

Etats-Unis

Wisconsin et l'éveil de la classe ouvrière

La voix des travailleurs (Etats-Unis)

Les mobilisations des travailleurs et des étudiants dans le Wisconsin et les mobilisations dans le Michigan, l'Ohio et d'autres Etats ont montré que la classe ouvrière étasunienne est capable de résister et d'empêcher que la droite ne la prive de son droit de s'organiser en syndicats, et qu'elle ne permettra pas que ce soient les travailleurs qui paient pour la crise économique.

Il faut interpréter ces mobilisations, influencées par les révolutions des mois précédents en Afrique du Nord (principalement l'Egypte et la Tunisie), comme un changement dans la conscience politique de la classe ouvrière aux Etats-Unis. Une chose est devenue claire : l'action des masses peut empêcher les attaques de la classe dominante et peut même renverser des gouvernements.

Cette grande mobilisation a mis en déroute le scepticisme tenace sur la « futilité » des mobilisations et de l'action des masses. Elle a rangé au placard les formes cristallisées d'« organisation » et de campagnes « de haut en bas » menées par la direction syndicale. Elle signifie surtout un mouvement populaire de masse, émergé librement de la base, organisé par les travailleurs et les étudiants.

La raison des attaques

Les attaques contre les syndicats de Scott Walker, gouverneur de Wisconsin, est un indice que la classe dominante essaie de supprimer l'espace potentiel d'organisation historique de travailleurs : les syndicats du secteur public. Il s'agit d'une attaque préventive pour limiter la capacité de résistance des travailleurs dans cette crise, contre les assauts de l'administration Obama et de la bourgeoisie étasunienne.

Il n'y a pas que les droits de négociation collective qui sont visés, mais aussi une nouvelle série de coupes massives dans les salaires, les conditions de travail et les services sociaux utilisés par la classe ouvrière.

Les dirigeants syndicaux n'ont pas répondu à ces coupes et jusqu'à présent, ils n'ont aucun plan national sérieux pour les combattre. D'autres Etats, comme la Californie et New York, continuent à mener leurs attaques contre les travailleurs, l'éducation publique et d'autres services sociaux. Il est probable que, là aussi, une réponse de travailleurs et d'étudiants apparaîtra.

Ce qui nuit à quelques-uns, nuit à tous

La bourgeoisie développe consciemment ces attaques, mais la résistance des travailleurs montre que ces derniers sont, eux aussi, conscients de ce qui se passe.

L'impact des mobilisations dans le Wisconsin s'est étendu au-delà des limites de cet Etat, à travers le pays, avec le message que cette attaque contre les travailleurs était une attaque contre toute la classe ouvrière étasunienne.

Le 11 mars, le gouverneur Scott Walker a signé le projet de loi qui visait à supprimer les droits de négociation collective et à réduire les salaires des fonctionnaires de 8 %. Jusqu'à présent, la loi n'est pas encore entrée en vigueur parce qu'un juge a émis une injonction pour l'empêcher. La suspension sine die de la loi est le résultat du plus grand combat jamais réalisé dans l'histoire du Wisconsin. Le 12 mars, plus de 185 000 manifestants sont descendus dans les rues de Madison, la capitale.

Le processus

Ce que la grande presse ne dit pas, c'est que la rébellion sociale dans le Wisconsin a été bien au-delà de ce que les dirigeants syndicaux de l'AFSCME (American Federation of State, County and Municipal Employees - le syndicat des fonctionnaires) et le Parti démocrate attendaient et « préparaient » pour faire pression sur les républicains. La protestation a été grande, non seulement en nombre mais aussi en qualité et en profondeur de la mobilisation. Du 16 février jusqu'au 12 mars, le nombre de personnes dans la rue a été multiplié par six et il y a eu des manifestations presque tous les jours (allant des événements locaux jusqu'aux grandes actions de masse) dans presque toutes les villes de l'Etat, impliquant presque tous les secteurs de la population. Par exemple, la troisième semaine de février, tous les autobus de l'Etat étaient loués pour aller à Madison, ce qui a conduit les gens à protester dans leurs propres villes.

Dans d'autres Etats

L'attaque stratégique contre les syndicats dans le Wisconsin est un pas en avant dans la tentative de la classe dominante des Etats-Unis pour faire payer la crise économique, provoquée par son élite financière, par les travailleurs. Faute d'alternative viable, le gouvernement a promu le plan astronomique de sauvetage des banques et la croissance de la dette fédérale, afin de maintenir le même taux de profit qu'au début de la décennie.

Des attaques similaires ont eu lieu depuis lors en Indiana, Michigan, Ohio et d'autres Etats, et elles ont donné lieu aux plus grandes protestations de travailleurs de ces dernières années. Dans l'Ohio, un projet de loi anti-travail (qui interdit la grève aux salariés du secteur public, élimine l'arbitrage spécifique et limite la négociation collective des

350 000 fonctionnaires), a donné lieu à plusieurs semaines de manifestations des travailleurs, avec la mobilisation de plus de 15 000 personnes. Dans l'Indiana, plus de 8 000 personnes se sont rassemblées devant l'Assemblée législative le 10 mars, contre plusieurs projets de loi qui attaquent l'éducation et les droits du travail. Dans le Michigan, le gouverneur républicain tente de réduire le budget du système d'écoles publiques élémentaires et secondaires, en plus de réduire les soins de santé et la sécurité d'emploi pour les enseignants. En même temps, il est favorable à la réduction de 1,8 milliards de dollars en impôts sur les sociétés. Il essaye également de mettre fin à la négociation collective pour les enseignants de l'enseignement primaires et d'interdire leurs grèves. Floride, Arkansas, Washington et d'autres États préparent des attaques similaires.

Les dirigeants syndicaux démobilisent les protestations

Ces attaques incitent les travailleurs à organiser des mobilisations de masse. Pendant ce temps, l'élite dirigeante et la bureaucratie syndicale tentent d'orienter les travailleurs vers les urnes pour élire des démocrates dans les législatures d'Etat, même si ceux-ci n'ont pas fait valoir leur poids législatif pour empêcher les attaques. Dans certains cas, tels que le projet de loi récemment adoptée à l'Assemblée législative du Massachusetts, ce sont les démocrates qui mènent les attaques.

Au lieu de se battre pour protéger les droits et les salaires des travailleurs, et d'augmenter l'intensité des manifestations, la direction syndicale soutient les tentatives des démocrates de soumettre les projets de loi à un référendum populaire. Il y a la possibilité d'une grève générale dans le Wisconsin, mais au lieu de la promouvoir, les démocrates et les dirigeants syndicaux bureaucratiques démobilisent les protestations et diluent la puissance que représente l'action directe des masses.

L'AFL-CIO (American Federation of Labor - Congress of Industrial Organizations), la principale organisation syndicale du pays, a appelé à une mobilisation nationale le 4 avril (« Tous unis »). Bien qu'elle ait attiré des milliers de personnes, pour l'ensemble des villes, cela a été un mélange de petits piquets symboliques et de groupes brandissant des slogans de soutien aux démocrates. Cela n'a servi à rien d'autre que de permettre aux travailleurs de crier leur ras-le-bol et de retourner au travail, comme si rien ne s'était passé dans le Wisconsin. Nous avons besoin d'une mobilisation de masse, telle que le Premier Mai 2006 (la « Journée sans immigrants »), dans laquelle les travailleurs, les immigrants, les Noirs et les autres communautés opprimées pourraient démontrer la puissance de la classe ouvrière unie pour mettre fin aux attaques de l'élite dominante.

Les coupes d'Obama

Les coupes budgétaires d'Obama dans les derniers mois de l'exercice 2010-2011, qui ont été convenues par les démocrates et les républicains au Sénat, s'élèvent à près de 38 milliards de dollars (dont 17,8 dans l'éducation et les programmes sociaux).

Les programmes d'éducation, le travail et la santé ont fait l'objet de plus de la moitié des réductions (52 %), bien que ces programmes ne sont qu'une petite partie du budget fédéral (28 %). Ils concernent les travailleurs pauvres, principalement les communautés noires. Des enquêtes récentes ont montré que la plupart des Nord-américains préfèrent des coupes dans les dépenses de défense pour réduire le déficit fédéral au lieu de faire des économies dans les programmes de retraite et de santé. Toutefois, les dépenses de défense ont augmenté et arrivent à un total de 513 milliards de dollars, avec un supplément de 157,8 milliards pour financer les guerres et les missions en cours pour prévenir le développement de la révolution arabe.

Le gouvernement d'Obama a également prolongé de deux ans les réductions d'impôt pour les plus riches, de l'ère de Bush. Cela signifie une réduction de 42 milliards de dollars en recettes du budget fédéral de cette année.

Les Etats-Unis sont toujours confrontés à leur pire crise économique depuis la Grande Dépression des années 30, et la reprise économique a été inégale. Le secteur financier, qui emploie certains des citoyens les plus riches du pays en tant que cadres, a récupéré ses bénéfices. Les salaires versés aux dirigeants des sociétés financières se multiplient, tandis que pour la plupart des Nord-américains, les salaires piétinent.

Obama et les économistes bourgeois prétendent que la combinaison de coupes pour les pauvres et réductions d'impôt pour les riches est « un médicament amer, mais qu'il faut prendre ». Même les chiffres du ministère du Travail montrent qu'en mars, près de 16 % de la force de travail était au chômage ou sous-employés (une personne sur six). En même temps, les plus grandes entreprises étasuniennes (GE, Ford, Apple, Pepsi, etc.) et les compagnies pétrolières se vantent d'avoir fait les plus gros bénéfices de ces dernières années.

Obama n'honore pas ses promesses

Bien qu'Obama ait pris soin de proclamer la nécessité de « commencer » à taxer les riches, ses récentes déclarations parlent d'un plan de coupes de 4 000 milliards de dollars dans les 12 prochaines années, touchant à l'éducation publique, les transports, les infrastructures, les retraites, le logement, les bourses d'étude et l'assistance aux Etats et aux municipalités, qui sont déjà en train de réduire leurs budgets. Ses propositions incluent également un « mécanisme automatique » qui réduirait le budget du Congrès si les députés n'approuvent pas la politique visant à donner à la dette publique une tendance à la baisse vers 2014.

Actuellement, lui et la classe dirigeante essayent d'utiliser l'assassinat récent d'Oussama Ben Laden pour cacher la crise économique nationale et alimenter leurs guerres internes et externes. Après tout, Obama et les démocrates se vantent de leurs efforts pour obtenir un « compromis » avec les républicains afin d'appliquer la même politique de droite : les coupes dans les services publics et les réductions d'impôt pour les riches et leurs sociétés.

Face à cela, notre rôle comme socialistes révolutionnaires, est de reconnaître les attaques en cours et d'être au cœur des lutte à venir, avec la politique de promouvoir les mobilisations des travailleurs et des étudiants jusqu'à la mise en oeuvre de leur potentiel révolutionnaire.

Uruguay

Un bilan du gouvernement de Frente Amplio

Gauche socialiste des travailleurs (IST - Uruguay)

Les premiers jours de mars, Dominique Strauss-Kahn est venu en Uruguay en sa qualité de Directeur Général du FMI pour s'entretenir avec le Président José Mujica et le Vice-président Danilo Astori. La conférence portait sur les progrès économiques de l'Uruguay et les politiques fiscales jugées appropriées pour le pays. Lors d'une dissertation à l'université, Strauss Kahn a appelé à tirer profit des prix élevés des produits agricoles et de la croissance économique de ces dernières années. On estime que l'économie uruguayenne progressera de 4 % par an jusqu'en 2014.

L'homme d'affaires argentin, López Mena, a profité de l'occasion pour organiser, pour la deuxième fois depuis que Mujica s'est mis à la tête du gouvernement de Frente Amplio, une réunion avec la crème des entrepreneurs nationaux et étrangers. Le Président les a rassurés qu'il maintiendra sa politique économique et ne changera pas les règles. Il faisait référence ainsi aux exigences d'un secteur du Frente Amplio de prélever un impôt sur les investissements étrangers qui, actuellement, sont totalement exonérés. Lors de cette rencontre avec les hommes d'affaires à l'Hôtel Conrad à Punta del Este, Mujica a clos la discussion : « Il ne changera pas les règles ! »

Ce que le gouvernement du Frente Amplio peut offrir aux hommes d'affaires étrangers

Dans une interview au quotidien *El Observador*, l'actuel Vice-président, Danilo Astori, explique les avantages que le gouvernement du Frente Amplio offre aux entrepreneurs étrangers pour s'installer dans le pays, et les bénéfices qu'ils peuvent en tirer. Astori attire l'attention sur : « *le nouveau système d'incitations mis en œuvre dans le cadre de la nouvelle loi d'investissement, à partir de 2008, modifiant et enrichissant les exonérations fiscales, les exonérations d'impôt offertes par l'Uruguay, dans la mesure où ces investissement concernent des aspects que le pays est intéressé à promouvoir* (sic). » Et il explique : « *Il y a tout un système de points qui permet d'arriver à 100 % d'exonération de l'impôt sur les bénéfices des sociétés.* [...] *L'Uruguay n'a jamais eu un système d'incitations aux investissements aussi puissant qu'aujourd'hui. Si l'on y ajoute d'autres avantages, tels que l'admission temporaire - la possibilité d'importer des marchandises en franchise d'impôt, qui sont ensuite utilisées comme matières premières pour les marchandises exportées - le régime d'aéroport franc et de port franc - essentiel pour le transit* - [...] *on arrive à un ensemble très complet d'importantes mesures d'incitation.* »

Les conditions de travail, la répartition des richesses et le bradage du pays

Lors du rassemblement du 1er Mai, la direction de la Centrale syndicale la plus importante du pays, le PIT-CNT (Plenario Intersindical de Trabajadores – Convención Nacional de Trabajadores), a dû reconnaître dans son discours que c'était bien cela la réalité : « *Il y a davantage d'Uruguayens au travail mais les salaires et les conditions de travail sont loin d'être décents.* [...] Le pays va mieux, mais le 20 % les plus riches de la population accapare plus de 50 % de la richesse générée par nos compatriotes alors qu'à l'autre extrême, le 20 % les plus pauvres doit survivre avec 5 % de la richesse. »

Juan Castillo, dirigeant de la Centrale et membre du Parti communiste, a également dû reconnaître une autre réalité : « *Pourquoi nos gens doivent-ils payer religieusement des impôts sous peine d'amendes, de suppléments et d'arriérés, alors que certains secteurs qui ont eu le plus de bénéfices ces dernières années et se sont agrandis, sont exonérés d'impôt.*

Pourquoi nous, travailleurs, payons-nous des impôts pour travailler alors que les investisseurs - des capitaux transnationaux - ont toutes sortes d'exemptions douanières et tributaires et ne payent pratiquement pas

« Pepe » Mujica et Tabaré Vázquez lèvent leur verre avec les hauts personnages militaires uruguayens.

d'impôts sur le patrimoine et les gros bénéfices ? » se demande Castillo.

Il a également déclaré que « *la matrice de production est basée sur les produits primaires, très concentrée, centralisée et de caractère transnational* ». Et il doit reconnaître que « *les principaux secteurs de l'économie, à savoir la terre, les débouchés des différentes chaînes de production, l'industrie de la viande, le complexe forestier du bois, la pulpe, le soja, le riz, etc., ne sont pas dans des mains nationales* ».

Le malheur est qu'après ce diagnostic du gouvernement et du pays, ce dirigeant (qui fait partie de la direction supérieure du PIT-CNT) continue à défendre les politiques de Mujica et Astori et qu'il profite de son poste, non pour encourager les luttes des travailleurs, mais pour les freiner, comme le font la plupart des dirigeants de la centrale.

Dans le discours du 1er Mai, les travailleurs ont écouté de la bouche de la bureaucratie syndicale elle-même ce qui ne peut rester caché plus longtemps : ce gouvernement du Frente Amplio se place clairement du côté de ceux qui ont le plus, du côté des multinationales et des capitaux étrangers, comme faisaient précédemment les partis des patrons, les partis Blanco et Colorado. Ils fabriquent des lois et offrent de grands avantages aux puissants mais ne concèdent que des miettes aux travailleurs, aux retraités et aux secteurs populaires.

Le début de la crise du Frente Amplio

La crise du Frente Amplio a commencé à se manifester lors des élections municipales de 2010, où il y avait plus de 10 % de votes blancs. Le deuxième signal d'alarme a été donné cette année lors des élections de représentants des salariés au Conseil de la Banque des assurances sociales. Le PIT-CNT - dominé par le Frente Amplio - a présenté une liste unique pour cette élection et plus de 50 % des votes ont été nuls ou blancs.

Mais la plus grande crise est celle que nous vivons au moment d'écrire cet article, avec le thème des droits de l'homme et le mot d'ordre en suspens du jugement et châtiment des coupables de la répression, des tortionnaires et des putschistes de la dictature, entre 1973 et 1984.

Il était prévu que, le 4 mai, les députés allaient approuver une *Loi interprétative* concernant la Loi de Prescription qui a permis, pendant des décennies, de ne pas juger les militaires et les putschistes, à quelques exceptions près. Cette Loi interprétative (qui limiterait l'étendue de l'impunité par prescription) a déjà été approuvée au Sénat, où elle a commencé à provoquer des disputes qui ont été rendues publiques avec la démission au poste de sénateur de l'ancien Tupamaro Fernández Huidobro (qui a voté pour la loi, par discipline de parti, et puis a démissionné) et le vote en contre de Jorge Saravia. Les deux sénateurs sont du Frente Amplio.

Par la suite, le Président lui-même a déclaré que lui aussi était contre l'adoption de cette Loi interprétative. La date du 4 mai était le jour fixé pour l'adoption de cette loi à la Chambre des députés. Quelques jours plus tard, la date a été changée pour le 20 mai, le jour des manifestations massives contre l'impunité. Quelques heures plus tard, un nouveau changement avançait l'approbation par les députés au 19 mai, « pour éviter des incidents ». Actuellement, aucune date n'est sure et la Loi interprétative elle-même est remise en question, et on propose de la remplacer par une autre loi, préparée par le doyen de la Faculté de droit de l'Université catholique, Martin Riso.

Le Bureau politique du Frente Amplio a marqué une pause, et la presse regorge de différentes rumeurs. La crise ouverte a provoqué qu'un certain nombre d'intellectuels, de députés et de sénateurs ont manifesté, dans une lettre ouverte, leur soutien à la Loi Interprétative, prenant ainsi distance du Président de la République, José Mujica. Le gouvernement de Tabaré Vázquez a essayé une politique de réconciliation avec les forces armées et d'« oublie du passé » - en dépit du fait que sous sa présidence, une douzaine de soldats et deux ou trois civils ont fait l'objet d'un procès - et Mujica et Astori ont continué avec cette politique et l'ont approfondi.

Des déclarations de militaires ont également attiré l'attention ces dernières semaines. Le chef de l'Etat Major de la Défense, le général José Bonilla, a déclaré : « *il ne peut pas y avoir de vérité, s'il y a justice* », car « *ce sont des mots qui ne vont pas ensemble* ».

Des militaires en activité et à la retraite du Centre militaire et de police, qui regroupe ce qu'il y a de plus réactionnaire et nostalgique, se sont prononcés contre l'annulation de la Loi de Prescription, avec un discours qui évoque les années de la dictature. Ils disent que le Commandement est inquiet. Le commandant de l'armée, le général Jorge Rosales, a déclaré à propos de l'adoption éventuelle de la Loi interprétative qu'il y a « une grande excitation ».

Dans une attitude inattendue, nous avons vu le Président Mujica s'adresser au parlement pour faire pression sur les législateurs de ne pas voter la loi. Danilo Astori et Tabaré Vázquez sortent maintenant aussi du bois et soutiennent la position du Président de ne pas la voter. Nous ne savons pas comment finira cette question. Le Bureau politique du Frente Amplio a fait une pause et il faut s'attendre probablement à la convocation d'une Assemblée plénière du Frente Amplio pour « se mettre d'accord » et changer le mandat de vote de la loi en question.

Il ne fait aucun doute que la majorité de la direction du Frente Amplio veut « se réconcilier avec l'armée », comme le montre Vazquez dans son gouvernement et maintenant José Mujica. Ils ne veulent pas juger et punir tous les putschistes et assassins de la dictature. Ils veulent juste quelques flics dans des prisons de luxe pour tromper les gens et pour dire que justice est faite. Mais la vérité est qu'au-delà de ce qui se passe avec cette loi, cette crise ouverte aura comme résultat que, pour de larges couches de travailleurs, d'étudiants, de retraités et de secteurs populaires, le Frente Amplio n'est plus comme avant.

Honduras

Le Congrès du PST a voté son retour à la LIT-QI

Après une séparation de 17 ans, le Parti Socialiste des Travailleurs du Honduras (PST) a voté dans son Congrès extraordinaire « Nahuel Moreno » sa réincorporation dans la Ligue internationale des travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI).

L'événement a eu lieu dans la ville de Tegucigalpa, les 14 et 15 mai, avec une représentation de l'Unité Socialiste des Travailleurs (UST) du Salvador et du Mouvement au Socialisme (MAS) du Costa Rica, deux sections de la LIT-QI. Il a été précédé par un processus d'accompagnement et de travail en commun pendant plusieurs mois et un processus simultané d'étude et de discussion des principaux documents de notre organisation internationale. Le Congrès a discuté des documents de la LIT-QI (Thèse sur la situation mondiale, documents sur la morale révolutionnaire, parmi d'autres) qui reflètent la tradition du courant dirigé par Nahuel Moreno, dont les principes nous ont guidé toutes ces années. Pour le PST, qui a été lié à la LIT-QI depuis sa fondation en 1986, cette décision n'est que le « retour à la maison » de laquelle nous n'aurions jamais dû nous éloigner, en dépit des difficultés de cette époque où le principal parti de notre organisation internationale (le MAS d'Argentine) a explosé. Depuis lors, notre parti a développé des expériences régionales de plus en plus faibles, jusqu'à tomber pendant une brève période dans le « national-trotskysme ». Malgré ces difficultés, nous sommes la seule organisation de gauche dans le pays, structurée avec une presse permanente, qui a surmonté la crise des années '90. Et lorsque le mouvement populaire s'est réorganisé au cours des dix dernières années, nous avons été à tout moment avec les masses, accompagnant tous leurs efforts, en particulier dans l'organisation de la Coordination Nationale de Résistance Populaire (CNRP), qui se distingua par sa méthode de démocratie interne et son indépendance de classe. Cet espace avait son meilleur moment avec l'organisation des *Grèves civiques* à la mi-2008 et a été la base organisationnelle du *Front National de Résistance Populaire* (FNRP). Nous avons accompagné à tous les niveaux la lutte des enseignants, des travailleurs, des étudiants et du secteur paysan, ce qui a laissé quelques expériences douloureuses comme la mort du camarade Edikson Lemus, dirigeant de la Centrale de Travailleurs de la Campagne (CNTC), dont l'assassinat reste encore impuni. En mars de l'année dernière, un ancien camarade, le professeur José Manuel Flores Arguijo, a été assassiné à son lieu de travail. Et actuellement, trois de nos camarades dans le secteur étudiant subissent des persécutions à l'Université Pédagogique Nationale Francisco Morazan, et sont menacés d'expulsion.

Pourquoi nous sommes revenus

Notre retour à la LIT-QI signifie essentiellement deux choses. La première, la plus importante, est la preuve la plus palpable que nous ne nous sommes pas perdus sur le plan méthodologique et stratégique : nous sommes clairement convaincus de la nécessité de surmonter la crise de direction du mouvement ouvrier mondial, moyennant la construction de la Quatrième Internationale et la mobilisation de la classe ouvrière dans sa lutte contre l'impérialisme, jusqu'au triomphe de la révolution socialiste internationale et l'implantation de la dictature révolutionnaire du prolétariat. Pour la seconde, nous faisons appel aux paroles d'un poète d'Amérique Centrale, le Salvadorien Roque Dalton, qui dit : « *Grâce à toi, Lénine, nous avons appris que les partis se construisent à l'image et la ressemblance des meilleurs hommes, et quand ce n'est pas le cas, il faut recommencer* ». Pour nous, c'est donc aussi une *réorganisation*, avec une nouvelle réserve de jeunes révolutionnaires d'un courant international expérimenté ; c'est un pari sérieux sur l'avenir, qui nous assure de donner une meilleure réponse à la situation traversée par la lutte des classes dans notre pays, dans la région et partout dans le monde où nous nous construisons ou avons une influence. Ceci dit, nous n'avons aucun doute de notre force morale forgée au long de toutes ces années, malgré l'isolement international relatif, et nous redevenons participants de la grande montée réservée à la LIT-QI en Amérique Centrale et dans le monde, ce qui s'accorde pleinement avec la situation révolutionnaire, caractérisée par la disposition des masses à la lutte.

Les luttes dans le monde

Le déséquilibre du système capitaliste à l'échelle mondial se poursuit, et aucune politique ne le stabilise. Le nouveau mouvement ouvrier, qui n'est pas dupe du conte de *la fin de l'histoire*, y fait face. Partout dans le monde, les masses s'engagent dans la lutte. Sur tous les continents, le spectre du communisme hante toujours. Les raisons sont objectives et, malgré la crise de direction, ses succès sont bien connus. La révolution en cours dans le monde arabe est un excellent exemple de cela. De même, dans la région d'Amérique latine, c'est l'éveil après la transe de la réaction démocratique, et les poings se ferment contre les gouvernements populistes qui, tout en distribuant les dernières miettes de leurs rentes, bradent la richesse aux multinationales. Le cas le plus emblématique est le régime de Castro, qui joue une comédie de socialisme quand la politique adoptée par le VIe Congrès du Parti communiste, le mois dernier, est éminemment capitaliste, quoi qu'en dise Raul Castro. Dans la pratique, Cuba a abandonné le programme socialiste depuis belle lurette. La perte des acquis de la révolution est omniprésente et il n'y a aucune force

qui puisse l'arrêter. C'est plus que jamais l'antithèse de ce que l'on entend par socialisme, et le monde en est témoin.

Réalité du Honduras

Actuellement, la résistance connaît une situation critique dans sa lutte contre le régime putschiste dirigé par Pepe Lobo, avec des éléments d'importance latine-américaine. En effet, cette région est importante pour l'impérialisme, en particulier à un moment où les gouvernements de Front populaire sont bousculés sous la pression de leurs maîtres recolonisateurs. José Manuel Zelaya a joué le même rôle, depuis le jour même du putsch, en préconisant une lutte pacifiste qui ne met pas en cause les institutions bourgeoises, empêchant ainsi à tout prix un débordement insurrectionnel qu'il ne pourrait contrôler, et cela avec la complicité d'un secteur important de la direction du Front National de Résistance. Logiquement, avec les élections du 29 novembre 2010, l'incorporation de certains anciens dirigeants populaires au gouvernement et la reconnaissance tacite du gouvernement bâtard de Lobo par Zelaya lui-même, le programme réel de la résistance s'est limité à chercher sa part de marché dans la politique de *réaction démocratique* mise en oeuvre par l'impérialisme et la bourgeoisie hondurienne elle-même. Cela met en évidence le rôle contre-révolutionnaire d'une grande partie de la direction du Front National de Résistance. Et à cela s'ajoute la collaboration honteuse du président du Venezuela, le populiste Hugo Chavez, de mèche avec l'un des principaux pions de l'empire étasunien en Amérique latine, Juan Manuel Santos, Président de la Colombie. Tout cela ne nous surprend pas, parce que nous avons toujours su à quoi s'attendre avec ces dirigeants, et nous avons mené le combat politique à tous les niveaux, que ce soit dans la direction ou à la base, sur ce thème.

La construction d'un parti révolutionnaire

Compte tenu de cette réalité, nous réaffirmons qu'il n'a jamais été aussi important de revendiquer l'indépendance de classe et la construction d'un parti révolutionnaire pour guider les masses à surmonter la trahison des réformistes et des bureaucrates staliniens. Ceux-ci ont vu dans ces manœuvres une grande opportunité pour camoufler leur politique électoraliste - manifestée dans l'exigence d'être reconnu comme force politique - qu'ils n'ont pas pu imposer à la Grande Assemblée nationale du FNRP lors de la formation du front électoral. L'Assemblée du 26 et 27 février de cette année a voté la reprise de la lutte dans la rue, une lutte qui était devenue, après les élections, un calendrier commémoratif, sans danger pour le régime.

Notre tâche est de dénoncer cette trahison et de proposer un programme révolutionnaire pour la région, et nous savons qu'avec la Ligue Internationale des Travailleurs, notre effort sera prolifique.

Cela signifie peut-être pour nous une route pleine de défis, mais ce sera également une occasion de contribuer à l'organisation de la classe ouvrière mondiale. Si c'est le cas, ce sera le moindre des sacrifices, et l'œuvre de Trotsky, de Moreno et de tous les révolutionnaires qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour mettre en pratique les enseignements du meilleur moment de la Troisième Internationale, inscrits par la suite dans le Programme de transition, donnera finalement les fruits que l'humanité espère.

Les luttes des travailleurs honduriens contre le gouvernement de Porfirio Lobo ne connaissent pas de trêve. Sur la photo, une mobilisation du secteur de la santé.

Argentine

Le PSTU est né

La colonne du nouveau parti se prépare pour le rassemblement du Premier mai à Buenos Aires.

Un parti révolutionnaire est né en Argentine. Le PSTU (Parti Socialiste des Travailleurs Unifié) a été fondé en tant que section de la LIT-QI. Après presque un an de débats, de discussions, d'actions conjointes et d'accords, la fusion des militants du FOS (Front Ouvrier Socialiste) et du COI (Courant Ouvrier Internationaliste) a eu lieu. En même temps, les camarades du groupement Dignidad de Córdoba sont entrés dans le PSTU, une autre grande victoire. Des camarades de l'Assemblée des Travailleurs pour le Socialisme (ATS) de la ville de Senillosa (province de Neuquén) ont adressé des vœux au Congrès.

L'unité s'est établie sur des bases programmatiques solides, ayant en vue de s'insérer davantage dans la classe ouvrière, d'être plus internationaliste, avec une morale révolutionnaire et un caractère centralisé pour affronter la tâche de lutter pour le pouvoir.

Le PSTU a été fondée dans le cadre de la révolution arabe, des grèves contre les ajustements en Europe, des mobilisations en Bolivie contre les mesures du gouvernement populiste, des revendications aux Etats-Unis contre les coupes budgétaires. Il a été fondé pour combattre et aider les travailleurs et étudiants argentins dans leurs luttes pour des augmentations de salaire, contre les patrons, contre l'inflation, pour davantage de budget pour l'enseignement et la santé, contre les coupes budgétaires et les réformes du gouvernement.

Il a également été fondé pour fournir une alternative électorale. A cet effet, nous participons au *Front de Gauche et des Travailleurs* avec le PO, le PTS et IS, et nous nous unissons de toutes nos forces pour mettre en échec la réforme électorale proscriptive des Kirchner et autres forces bourgeoises, qui vise à supprimer la possibilité de voter pour des combattants ouvriers et estudiantins, cherchant ainsi à éviter qu'il y ait une option de classe et à gauche pour les élections.

L'émotion pour la lutte

Le nouveau parti se crée pour continuer à construire le courant que Nahuel Moreno a développé en Argentine, perpétuant une tradition que notre fondateur nous a enseigné, lui-même ayant été fidèle aux enseignements de Marx, Lénine et Trotsky.

Après avoir voté la création du nouveau parti, les délégués et les militants présents au Congrès ont chanté avec enthousiasme et émotion : « Comme tu nous as appris, vieux Nahuel... nous allons construire la Quatrième Internationale comme tu as fait... pour prendre le pouvoir ». Nous étions tous plein d'émotion et au bord des larmes, nous nous sommes embrassé, jouissant de la victoire. Il y avait de quoi être contents, avec cette unification après des années de divisions et de scissions qui commençaient maintenant à prendre le chemin inverse.

Toutes ces larmes et embrassades représentaient l'émotion vécue et sont aussi témoin de la force militante qui se multiplie pour renforcer jour après jour le PSTU et pouvoir envisager le futur dans la perspective du socialisme et d'une société sans exploiteurs ni exploités. C'est pourquoi, tout au long du congrès, nous chantions : « Olé, ola... nous sommes la mort du capital... nous sommes le trotskysme, la Quatrième Internationale ».

Les visiteurs internationaux

Une importante délégation internationale a assisté au Congrès. Pour partager ce moment historique, nous avons eu la présence des camarades Flor, du secrétariat de la LIT-QI, Leo, du PST péruvien, Juan et Fede, de l'IST uruguayenne, Fernando, du PRT chilien (section sympathisante de la LIT), ainsi que, de la part du PSTU brésilien, de Cecilia Toledo (auteur de « *Les femmes : le genre nous unit, la classe qui nous divise* »), Natalia Estrada et Alejandro Iturbe (directeur de la revue Courrier International).

Nous avons reçu également de nombreuses lettres et messages qui montrent l'étendu de la LIT et ses plus de 25 sections à travers le monde. Les salutations provenaient des camarades du POI de Russie, du PRT-IR de l'Espagne, de Ruptura / FER du Portugal, de l'ISL de l'Angleterre, de la LCT de Belgique, de l'UOC de l'Ukraine, du PSTU du Brésil, de Izquierda Comunista du Chili, du PST de Colombie, de l'UST du Salvador et du PST de Honduras.

Un engagement pour la révolution

La cérémonie de clôture a eu des moments pleins d'émotions et d'engagement militant. La parole a été donnée à Eduardo Barragan, dirigeant de l'Hospital Larcade et du Syndicat des municipalités de San Miguel, et membre de la direction nationale du nouveau parti.

Résolument tourné vers l'avenir, il a déclaré : « *J'ai l'honneur de clôturer ce Congrès et je le fais, comme vous tous, avec beaucoup d'émotions, car je pense que nous avons fait un petit pas très grand, vu l'importance de cette fusion et de l'existence de ce nouveau parti, non seulement pour nous, mais pour l'avenir de la direction révolutionnaire en Argentine, et vu les tâches que ce processus ouvre au PSTU, tout de suite dès demain.* »

Il a conclu en disant : « *Camarades, partons la tête haute, avec la fierté que ce processus nous a donné, et mettons main à l'œuvre, dès demain, pour le Front de gauche, pour le Premier mai, pour nous insérer davantage dans la classe ouvrière, pour construire une grande jeunesse, sur le chemin de la prise du pouvoir par la classe ouvrière en Argentine. Vive le PSTU ! Vive la LIT-QI !* »

Table des matières

Présentation 1

Monde arabe

Révolution et contre-révolution dans le monde arabe. 2
Syrie : Qui soutient le dictateur ?. 5
La révolution libyenne en danger. 7
Quelle est l'alternative politique au problème militaire. 8
L'invasion saudite au Bahreïn : L'hypocrisie impérialiste mise à nu. 9
La révolution arabe est entrée en Palestine. 10
Le mini-Etat palestinien. 13
« Nous allons retourner sur notre terre. » 14

Actualité

L'assassinat de Ben Laden : un succès mitigé de l'impérialisme. 16

Cuba

Le VIe Congrès du PCC réaffirme la restauration capitaliste. 18
La présence accrue des multinationales. 20
Nous appelons à entourer les travailleurs et le peuple cubain de solidarité. 21

Dossier jeunesse

La jeunesse dans la lutte révolutionnaire. 24
Pour être vraiment libre, il faut faire la révolution socialiste. 26
Portugal : La « Geração à Rasca »". 29
Coordonner et renforcer les luttes de la jeunesse au Brésil et dans le monde. 31

Europe

Espagne : La jeunesse et le peuple sont descendus dans la rue et ont occupé les places publiques. 33
Le Portugal ne peut sortir de la crise que de la main des travailleurs. 36
Italie : La crise du gouvernement de Berlusconi. 38

Controverse

Un pacte avec Santos sous l'égide de l'impérialisme : il faut dénoncer les trahisons de Chavez. 40

Pays

Etats-Unis : Wisconsin et l'éveil de la classe ouvrière. 42
Uruguay : Un bilan du gouvernement du Frente Amplio. 44

Vie des partis

Honduras : Le congrès du PST décide son retour à le LIT-QI. 46
Argentine : Le PSTU est né. 48

La jeunesse dans la lutte révolutionnaire

DOSSIER SPÉCIAL

Les mobilisations dans le monde arabe, Europe et Amérique Latine

Pour être libre, il faut faire la révolution socialiste

Premier Congrès d'ANEL au Brésil